

Agriculture et la Sécurité Alimentaire dans les Pays Membres de l'OCI 2020



ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE
CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ÉCONOMIQUES ET
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES



AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI 2020



Organisation de la coopération islamique
Centre de recherches statistiques, économiques
et sociales et de formation pour les pays islamiques



© Octobre 2020 | Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC)

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatic Site, 06450 Oran, Ankara - Turquie

Téléphone +90-312-468 6172

Internet www.sesric.org

E-mail pubs@sesric.org

Le matériel présenté dans cette publication est protégé par les droits d'auteur. Les auteurs accordent la permission de visionner, copier, télécharger et imprimer les données fournies par ce rapport tant que ces matériaux ne seront réutilisés, sous aucune condition, à des fins commerciales. Pour obtenir l'autorisation de copier ou réimprimer toute partie de ce document, veuillez adresser votre demande, en fournissant tous les renseignements nécessaires, au Département des publications du SESRIC.

Toutes les demandes relatives aux droits et licences doivent être adressées au Département des publications du SESRIC à l'adresse susmentionnée.

La responsabilité ultime concernant le contenu, les opinions, les interprétations et les conditions exprimées ici incombe aux auteurs et ne peut en aucun cas être considérée comme reflétant les points de vue du SESRIC, de ses États membres, de ses partenaires ou de l'OCI.

ISBN: 978-625-7162-01-2

La Traduction de ce rapport a été faite par Mr. M. Denis Rmouch et Mme Najah Elyahyaoui, Unité de Traduction et de Rédaction, Département des Publications et TI

La conception de la couverture a été faite par M.Savaş Pehlivan, Département des publications, SESRIC.

Pour plus d'informations, veuillez contacter le Département de la recherche, SESRIC au courriel suivant: research@sesric.org

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	i
ACRONYMES	iii
AVANT-PROPOS	iv
REMERCIEMENTS	vi
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	vii
1. Ressources agricoles	1
1.1. Population agricole et utilisation des terres	2
1.2. Ressources en eau et irrigation	4
1.3. Les engrais et la mécanisation	12
2. Production agricole	14
2.1. Production agricole	15
2.2. Production des principaux produits agricoles	17
2.3. Élevage et pêche	22
3. Commerce agricole	25
3.1. Tendances des exportations et des importations	26
3.2. Importance économique	29
3.3. Composition des produits	32
3.4. Commerce agricole intra-OCI	34
4. Sécurité alimentaire	37
4.1. Vue d'ensemble	38
4.2. Disponibilité alimentaire	43
4.3. Accessibilité et abordabilité des aliments	45
4.4. Équilibre alimentaire	47
4.5. Utilisation des aliments	49
5. Perspectives et défis	57
5.1. Gestion des ressources agricoles	58
5.2. Amélioration des infrastructures agricoles	61
5.3. Carence en micronutriments	64



5.4. Changement climatique et développement agricole	67
6. Impacts de Covid-19 sur l'agriculture et la sécurité alimentaire	70
6.1. Exposition du côté de la demande et de l'offre.....	72
6.2. Mesures politiques des pays membres de l'OCI.....	75
7. Remarques finales et suggestions de politiques.....	77
Références	85
Annexes.....	90



ACRONYMES

COMCEC	Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'OCI
COVID-19	Maladie de Coronavirus de 2019
EAC	Europe et Asie centrale
AESAL	Asie de l'Est et du Sud et Amérique latine
FAO	l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIES	Échelle de mesure de l'insécurité alimentaire
GFSI	Indice mondial de la sécurité alimentaire
GES	Gaz à effet de serre
GHI	Indice de la faim dans le monde
HHI	Indice de la faim cachée
TIC	Technologies de l'information et des communications
IOFS	Organisation islamique de la sécurité alimentaire
BID	Banque islamique de développement
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
OCI	Organisation de la coopération islamique
PoU	Prévalence de la sous-alimentation
PPA	Partenariats public-privé
RAI	Indice d'accès rural
SESRI	Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques
ASS	Afrique subsaharienne
TRWR	Les ressources en eau non renouvelables totales
ONU	Organisation des Nations Unies
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
WASH	Eau, assainissement et hygiène
QUI	Organisation mondiale de la Santé



AVANT-PROPOS

Le secteur agricole a continué à jouer un rôle important dans le développement social et économique des pays membres de l'OCI et ailleurs en fournissant des emplois et des moyens de subsistance à des millions de personnes vivant en particulier dans les zones rurales. Je suis heureux et enthousiaste de vous présenter le rapport du SESRIC sur *l'Agriculture et la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI 2020*. Le rapport examine l'état récent ainsi que les contraintes et les défis de ce secteur important et la situation de la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI en examinant toute une série de statistiques pertinentes et récentes. Ce rapport comprend également un chapitre spécial sur les impacts de la pandémie de COVID-19 sur l'agriculture et la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI.

Les pays membres de l'OCI, en tant que groupe, sont dotés de ressources agricoles telles que l'eau, les terres arables et les ressources humaines et représentent une part importante de la production et du commerce agricoles mondiaux. Les dernières statistiques montrent que depuis 2010, l'indice de la production agricole brute dans les pays membres de l'OCI a enregistré une performance nettement meilleure que celle des pays développés et de la moyenne mondiale. La moitié des pays membres de l'OCI ont également été classés parmi les 20 premiers producteurs des principaux produits agricoles dans le monde. En outre, le secteur agricole représente plus de 20 % de l'emploi dans 36 pays membres de l'OCI. En fait, ce ratio dépasse même 50 % dans 12 membres de l'OCI situés en Afrique subsaharienne. En termes de commerce, les pays de l'OCI ont connu une augmentation remarquable de 30 % du volume total du commerce agricole au cours de la période 2010-2018.

Cependant, malgré ces progrès considérables et cette énorme puissance, la productivité agricole dans les pays membres de l'OCI est restée insuffisante pour nourrir la population croissante. Il convient de souligner que malgré l'enregistrement d'un taux de croissance significatif de l'indice de la production agricole brute dans 51 pays membres de l'OCI, l'indice moyen de croissance de la production agricole brute par habitant pour le groupe de l'OCI est resté stagnant au cours de la période 2010-2016. De nombreux pays membres de l'OCI dépendent encore fortement des importations alimentaires pour répondre à leur demande locale. Cet état de fait a de graves répercussions socio-économiques, en particulier pour les 28 pays de l'OCI à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), qui sont vulnérables à toute hausse marquée des prix alimentaires internationaux, aux restrictions commerciales et, par conséquent, à l'aggravation de l'état déjà détérioré de la sécurité alimentaire par l'augmentation du nombre de personnes souffrant de la sous-alimentation.

En fait, malgré la baisse significative au cours des dernières décennies du niveau de la faim et de la malnutrition dans de nombreux pays de l'OCI, ce niveau est encore assez alarmant dans certaines de ces pays. Le nombre de personnes souffrant de faim aiguë et de malnutrition s'élève à environ 176 millions, ce qui correspond à 10,5% de la population totale de l'OCI. En outre, de multiples menaces à la sécurité alimentaire existent actuellement dans de nombreux pays membres de l'OCI, telles que les conflits internes, les infestations et invasions de criquets, les conditions climatiques extrêmes, les déplacements de population et, enfin, l'épidémie de COVID-19. Toutes ces menaces



montrent que la pression sur les systèmes alimentaires des pays membres de l'OCI est très forte et nécessite une attention immédiate pour traiter les causes sous-jacentes.

Le développement du secteur agricole et des systèmes alimentaires durables dans les pays membres de l'OCI est entravé par une multitude de contraintes concernant les ressources agricoles, les infrastructures et les marchés internationaux des produits de base. Conformément à l'esprit et aux orientations du programme d'action OCI-2025, ce rapport préconise des actions politiques concrètes pour améliorer la situation de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI en renforçant la coopération intra-OCI vers l'adoption de pratiques de gestion durable des ressources agricoles, en facilitant les investissements dans les infrastructures et en mettant en œuvre des programmes d'enrichissement en micronutriments pour lutter contre la malnutrition.

Le rapport du SESRIC : « *Agriculture et la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI 2020* » est le résultat d'un investissement substantiel en temps, efforts et dévouement par l'équipe de recherche du SESRIC. Je tiens à saluer leur travail et leurs contributions et j'espère que ce rapport contribuera au débat politique, notamment les moyens les plus efficaces de relever les défis et d'améliorer la situation du développement agricole et de la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI.

Nebil DABUR
Directeur Général
SESRIC



REMERCIEMENTS

Ce rapport a été préparé par une équipe de recherche au SESRIC dirigée par M. Mazhar Hussain, Directeur du Département de la recherche économique et sociale et composée de Fahman Fathurrahman, Tazeen Qureshi and Cem Tintin. Le travail a été effectué sous la direction et la supervision de S.E. M. Nebil DABUR, Directeur général du SESRIC.

Le chapitre 1 sur les ressources agricoles et le chapitre 2 sur la production agricole ont été préparés conjointement par Fahman Fathurrahman et Mazhar Hussain. Le chapitre 3 sur le commerce agricole a été préparé par Cem Tintin. Le chapitre 4 sur la sécurité alimentaire a été préparé par Tazeen Qureshi. Le chapitre 5 sur les défis et les perspectives et le chapitre 6 sur les impacts de COVID-19 ont été préparés par Fahman Fathurrahman. Le chapitre 7 sur les remarques finales et les suggestions politiques a été préparé conjointement par tous les membres de l'équipe. Mme.Tazeen Qureshi a également contribué à la visualisation des données et à la mise en forme du rapport.



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Ressources agricoles

Les activités agricoles jouent un rôle essentiel dans l'emploi, la production et le développement des économies de l'OCI. Des statistiques récentes montrent qu'avec une superficie de 1,38 milliard d'hectares de terres arables, les pays de l'OCI représentent plus d'un quart de la superficie agricole mondiale. En ce qui concerne la population agricole, les personnes actives employées dans l'activité agricole dépassaient 50 % dans 12 pays de l'OCI en 2019, dont la plupart sont situés en Afrique subsaharienne. Au Tchad et au Niger, le pourcentage de travailleurs employés dans des activités agricoles déjà dépassait 75 %. En 2018, la population rurale des pays de l'OCI représentait 49,5 % de leur population totale, contre 48,8 % dans les pays en développement non membres de l'OCI et 44,8 % dans le monde.

En ce qui concerne les ressources en eau et leur utilisation dans les activités agricoles, la moyenne à long terme des précipitations annuelles en volume s'est élevée à 17 718 km³ dans les pays de l'OCI au cours de la période 2013-2017. Cela montre que, collectivement, les pays de l'OCI ont seulement reçu 16,2 % du volume moyen annuel des précipitations dans le monde. Si l'on considère la superficie des terres agricoles et les précipitations moyennes au niveau de chaque pays, la répartition des précipitations moyennes entre les sous-régions des pays de l'OCI devient nettement inégale. Au cours de la même période, les pays de l'OCI du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) ainsi que de l'Europe et de l'Asie centrale (ECA) ont reçu les plus faibles précipitations annuelles moyennes pondérées par les terres agricoles des pays, tandis que l'ALC et l'EAP en ont reçu plus.

Avec 8400 km³ de ressources totales en eau renouvelables (TRWR) par an pendant la période 2013-2017, les pays de l'OCI représentaient collectivement 13,3 % des TRWR mondiaux. La structure des ressources en eau renouvelables totales parmi les groupes de pays est assez similaire, où 83,2 % des ressources en eau renouvelables du monde sont des eaux de surface et le reste des eaux souterraines. Cette situation est similaire à celle des pays de l'OCI où 82 % des ressources totales renouvelables en eau sont des eaux de surface et le reste est composé d'eaux souterraines.

En moyenne, les pays de l'OCI, en tant que groupe, dépendent des pays voisins pour 32,5 % de leur approvisionnement total en eau par an pendant la période 2013-2017. Les taux de dépendance dans certains pays de l'OCI sont même supérieurs à 50 %. Compte tenu de la croissance rapide de leur population, de nombreux pays de l'OCI sont encore confrontés à de sérieux défis pour répondre à la demande croissante en eau, en particulier dans le secteur agricole. Sur une moyenne annuelle de 933 km³ de



prélèvement d'eau dans les pays, 785 km³ sont prélevés par le secteur agricole, ce qui représente 84 % du prélèvement total d'eau.

La partie des terres arables irriguées joue un rôle crucial dans la production agricole de nombreux pays de l'OCI, en particulier ceux qui souffrent de la pénurie d'eau dans les régions arides et semi-arides de la région MENA. Par conséquent, l'agriculture irriguée et l'utilisation de systèmes et de techniques d'irrigation efficaces jouent un rôle particulièrement important dans le développement agricole et la production alimentaire de ces pays. À cet égard, les données disponibles sur les techniques d'irrigation utilisées dans les pays de l'OCI montrent que l'irrigation de surface, qui est la technique la plus traditionnelle et la moins économe en eau, est de loin la technique la plus utilisée, pratiquée sur 82,1% de la surface totale équipée pour l'irrigation, alors que le niveau des autres pays en développement est de 89,3%. Ce ratio est même enregistré à plus de 50% dans 38 pays de l'OCI, 17 d'entre eux ne pratiquant encore que la technique d'irrigation de surface. Par conséquent, de grandes quantités d'eau détournées pour l'irrigation dans ces pays sont gaspillées au niveau de la ferme, soit par percolation profonde, soit par ruissellement des eaux de surface.

En ce qui concerne les engrais et la mécanisation, l'utilisation moyenne d'engrais par hectare de terre arable dans les pays de l'OCI est passée de 69,7 kilogrammes en 2007 à 85,9 kilogrammes en 2017. Cependant, ce niveau d'utilisation des engrais dans les pays de l'OCI est encore insuffisant, notamment par rapport à la moyenne mondiale et à la moyenne des autres pays en développement. D'autre part, le niveau de mécanisation agricole dans les pays de l'OCI est également resté faible, le nombre total de tracteurs pour 1000 hectares de terres arables ayant baissé de 11,9 en 2000-02 à 8,0 en 2007-09.

Production agricole

Alors que l'agriculture est largement reconnue comme étant une activité économique primaire et que l'on suppose qu'elle joue un rôle majeur dans les économies des pays en développement, cette caractéristique ne subsiste pas dans le cas des pays de l'OCI en tant que groupe. La part de l'agriculture dans le PIB total des pays de l'OCI a progressivement diminué, passant de 11,3 % en 2000 à 9,8% en 2018. Cela est dû en partie à la transformation structurelle, à l'instabilité des marchés agricoles, aux stress environnementaux et à l'épuisement ou à la dégradation des ressources en terre et en eau.

En termes d'indice de production agricole de la FAO, les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont enregistré une performance comparable par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI ainsi qu'au reste du monde pendant la période 2000-2016 et une bien meilleure performance par rapport aux pays développés. Pourtant, en 2016, il y avait



encore 16 pays de l'OCI, qui ont enregistré un indice de production agricole inférieur à celui de la moyenne mondiale de 118,7.

En outre, au cours de la dernière décennie, les pays de l'OCI ont enregistré des niveaux indésirables en termes de production des principaux produits de base. Par exemple, en 2018, les pays de l'OCI représentaient 12,7% de la production mondiale totale de céréales, 15,1% de la production mondiale de fruits, 9,5% de la production totale de légumes dans le monde et seulement 8,0% de la production mondiale de viande. Toutefois, en termes de volume de production des principaux produits agricoles dans les pays de l'OCI, les pays de l'OCI ont enregistré les parts les plus élevées au niveau mondial dans la production totale d'huile de palme (87%), de cacao (64%), de millet (44%), de manioc (37%) et de sorgho (37%).

Au fil des ans, les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont également connu une augmentation significative de la production de produits de l'élevage. Au cours de la période 2000-2018, la production de viande, de lait et d'œufs dans les pays de l'OCI a augmenté de 85,4% (de 18,7 à 34,6 millions de tonnes), 68,9% (de 82,2 à 138,8 millions de tonnes) et 97,8% (de 5,2 à 10,3 millions de tonnes), respectivement. Leur part dans la production globale de bétail dans le monde s'est également améliorée, passant de 11,0 % en 2000 à 12,9 % en 2018.

Grâce à la croissance soutenue de la production de poisson et à l'amélioration des circuits de distribution, la production halieutique mondiale a connu une croissance significative au cours de la dernière décennie, avec un taux de croissance annuel composé de 2,2 % par an pendant la période 2000-2017. La production des pêches intérieures a augmenté globalement de 28,8 à 62,8 millions de tonnes, tandis que la production marine est restée relativement stable (soit 144,2 millions de tonnes en 2017 contre 110,9 en 2000). Les pays de l'OCI ont également amélioré leur part dans la production mondiale de la pêche continentale, passant de 13,9 % en 2000 à 19,4 % en 2017. Une amélioration significative est visible dans le cas de la production marine, où les pays de l'OCI ont augmenté leur part globale dans la production mondiale de la pêche marine de 9,6 % à 19,6 % au cours de la même période.

Commerce agricole

Le commerce agricole pourrait jouer un rôle important dans le développement des pays de l'OCI, notamment au niveau de son impact sur la sécurité alimentaire, la pauvreté, la création d'emplois et la croissance économique. Les pays de l'OCI se caractérisent par leur diversité en termes de climat, de géographie et de production de produits agricoles. En conséquence, de nombreux pays de l'OCI exportent et importent des produits agricoles à destination et en provenance du monde entier de manière intensive. À cette fin, le volume total des échanges commerciaux des pays de l'OCI dans le domaine de



L'agriculture a augmenté de 30 % au cours de la période 2010-2018 et a atteint 371,9 milliards en 2018. Le groupe de l'OCI représentait une part de 11,8 % du marché mondial du commerce agricole en 2018. Au cours de la période 2010-2018, le commerce agricole intra-OCI a augmenté d'environ 20 % et a atteint 120,1 milliards de dollars en 2018.

Tous ces chiffres reflètent une meilleure intégration des pays de l'OCI, en tant que groupe, avec les marchés mondiaux du commerce agricole. Néanmoins, la performance commerciale agricole actuelle des pays de l'OCI est encore loin d'être à la hauteur de son véritable potentiel, et cela pour plusieurs raisons telles que la mécanisation agricole limitée, les coûts de transport élevés et les taux tarifaires relativement élevés. Dans ce contexte, les pays de l'OCI doivent s'efforcer d'accroître leur compétitivité commerciale, par exemple en investissant dans la mécanisation agricole. Dans le même temps, ils doivent supprimer les restrictions et les obstacles qui faussent les échanges agricoles, tels que les taux tarifaires élevés et les longues procédures douanières. L'élaboration de politiques commerciales agricoles tenant compte des points de vue des diverses parties prenantes nationales aiderait également les pays de l'OCI à identifier plus efficacement les domaines prioritaires nationaux en matière de commerce agricole.

Sécurité alimentaire

L'éradication de la faim et de la malnutrition et l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages sont des droits de l'homme fondamentaux protégés par diverses conventions internationales et plates-formes politiques et clairement soulignés tant dans les ODD des Nations unies que dans le programme d'action OCI-2025. Accueillant près de 175,98 millions de personnes sous-alimentées, le défi de la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI prend une importance accrue car il affecte leur trajectoire globale de développement à court et à long terme. Cependant, les politiques et les programmes visant à assurer la sécurité alimentaire ne tiennent souvent pas compte de l'importance cruciale d'adapter les interventions aux besoins nationaux. Tout comme les variations du niveau de revenu et de développement parmi les pays membres de l'OCI, le niveau de sécurité alimentaire - ou son absence - est très varié dans les pays membres de l'OCI. En effet, la sécurité alimentaire est directement affectée par des facteurs tels que, mais sans s'y limiter, des conditions économiques difficiles, la faiblesse des prix des matières premières, le manque d'infrastructures adéquates, la pauvreté, les conflits, les conditions climatiques défavorables et, plus récemment, la pandémie sans précédent COVID-19. Ces facteurs peut soit prolonger, soit aggraver l'insécurité alimentaire chronique et transitoire dans le monde. Cela peut à son tour s'avérer catastrophique pour la disponibilité, l'accès, la stabilité et l'utilisation des produits alimentaires.

En termes de production, entre 2010 et 2016, 33 pays membres de l'OCI ont augmenté leur production en valeur brute (en termes monétaires). Pourtant, certains pays membres de l'OCI tels que les Émirats arabes unis, le Koweït, le Liban, Djibouti et la



Jordanie continuent à dépendre fortement des importations de céréales pour satisfaire leurs besoins alimentaires de base entre 2015 et 2017. Alors que les pays membres du Kazakhstan, de la Guyane, du Suriname et du Pakistan étaient exportateurs nets de céréales au cours de la même période. L'accessibilité et l'abordabilité des aliments dans les pays membres de l'OCI continuent à dépendre fortement de facteurs tels que le revenu des ménages, les dépenses, les prix des aliments et l'accessibilité aux marchés qui sont tous essentiels pour transformer l'approvisionnement alimentaire en sécurité alimentaire. Pourtant, de 2017 à 2018, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat a baissé dans les pays membres de l'OCI de -318, 74 dollars (\$ courants). Les pays membres de l'OCI ont été le seul groupe à connaître cette baisse entre 2017 et 2018.

Les chocs tels que la reprise économique inégale, la récession économique, les catastrophes naturelles, les conflits, les pandémies, etc. ont un impact significatif sur l'état de la sécurité alimentaire dans de nombreux pays membres de l'OCI. Par exemple, la pandémie de COVID-19 affectera sans aucun doute la demande et l'offre de denrées alimentaires dans le monde entier. Du côté de la demande, les ménages à faibles revenus peuvent avoir des difficultés à accéder à la nourriture en raison de leur perte de revenus. De même, les pays plus dépendants des importations alimentaires peuvent être exposés aux chocs causés par le ralentissement du commerce international, les fluctuations monétaires et les variations de prix. Du côté de l'offre, les restrictions de mobilité provoquées par la pandémie COVID-19, combinées aux chocs liés à la production et à la distribution d'intrants intermédiaires tels que les engrais, sont également susceptibles d'avoir des effets de grande envergure sur la production et la distribution de denrées alimentaires. Tous ces chocs devraient aggraver l'insécurité alimentaire dans le monde entier. Par exemple, la FAO prévoit que la pandémie de COVID-19 pourrait augmenter le nombre de personnes sous-alimentées de 83 à 132 millions en 2020.

Dans un passé récent, les chocs liés à la sécurité alimentaire ont eu le plus d'impact sur les pays membres d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Parmi les pays membres de l'OCI, la production alimentaire du Kazakhstan (47,4), du Tchad (23,1), de la Guyane (22,9), de la Syrie (22) et de la Tunisie (20,3) était plus variable que celle des autres pays membres de l'OCI. Une plus grande variabilité indique une augmentation ou une diminution brutale de la production alimentaire nationale dans ces pays membres en 2015. De même, la variabilité de l'offre alimentaire par habitant (mesurée en kcal/caput/jour) était également très variable parmi les pays membres de l'OCI en 2017 ; la plus grande variabilité de l'offre a été observée dans les pays membres du Liban (187), du Koweït (162), de l'Albanie (157), de la Sierra Leone (107) et de la Guinée Bissau (104).

Le niveau souhaité d'utilisation de la nourriture est encore un obstacle majeur au développement qui persiste dans plusieurs pays membres de l'OCI. Par exemple, même



si l'approvisionnement moyen en énergie alimentaire s'est amélioré dans 48 pays membres de l'OCI entre 2000 et 2017, les pays de l'OCI à faible et moyen revenu tels que le Yémen, la Somalie, l'Ouganda, l'Afghanistan et le Tchad ont continué à souffrir d'un manque d'approvisionnement adéquat au niveau de l'énergie alimentaire. L'insécurité alimentaire a également eu un impact majeur sur l'état de la nutrition dans les pays membres de l'OCI. Par exemple, en raison du manque d'une nutrition adéquate, plus de 17,5 % de la population adulte de plus de 18 ans était obèse en 2016. La même année, plus de 50 % de la population des pays membres de l'OCI souffre d'une anémie ferriprive qui présente des risques tels que des complications à la naissance, un risque accru de mortalité maternelle et une altération du développement physique et mental de l'enfant. En 2019, environ 2 % de tous les enfants de moins de 5 ans dans les pays membres de l'OCI étaient en surpoids. Pourtant, dans le même temps, la prévalence du retard de croissance et de l'émaciation chez les enfants de moins de cinq ans due à la malnutrition reste un problème persistant pour les pays membres de l'OCI. Par exemple, en 2019, les pays de l'OCI supportaient 10,3 % du fardeau mondial des enfants souffrant d'un retard de croissance et 3,1 % du fardeau mondial de l'émaciation. Parmi les régions de l'OCI, le fardeau de l'émaciation était le plus élevé dans les régions de l'AESAL et de l'ASS, qui représentaient 80,6% du total des enfants émaciés dans les pays membres de l'OCI. Une bonne nutrition des enfants contribue non seulement à améliorer leurs chances de survie pendant les premières années de leur vie, mais contribue également à leur développement physique et cognitif. Sans une sécurité alimentaire adéquate, on risque de compromettre une bonne nutrition des enfants.

Enfin, la sécurité alimentaire est aussi intrinsèquement dépendante de la fourniture de services adéquats d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). Le manque d'accès à des services WASH appropriés et sûrs est préjudiciable à l'état nutritionnel des individus en raison des risques pour la santé que représentent la contamination due à l'utilisation d'eau non traitée et à l'élimination des déchets, le risque d'infections dues à l'utilisation et au stockage de l'eau de façon inappropriée, et la propagation de maladies infectieuses dues à la consommation d'eau non hygiénique ou à l'exposition à une mauvaise élimination des déchets. Au niveau mondial, l'accès aux services d'assainissement et d'hygiène de base s'est considérablement amélioré depuis 2000. De même, dans les pays membres de l'OCI, le pourcentage de la population utilisant au moins des installations sanitaires de base a augmenté de 14,8% entre 2000 et 2017 et la population utilisant au moins des services d'eau potable de base a augmenté de 9,6% au cours de la même période. Pourtant, conformément aux tendances mondiales, les données sur les pays membres de l'OCI confirment le fait que les économies à faible revenu souffrent de manière disproportionnée de l'absence de services adéquats de WASH résultant d'un manque de ressources économiques et d'infrastructures. Par exemple, en 2017, la majeure partie de la population ayant accès à des services WASH sûrs et adéquats résidait



dans les pays membres d'Europe et d'Amérique centrale, tandis que le plus faible pourcentage de la population disposant de services d'assainissement de base ou d'eau potable de base était concentré en Afrique subsaharienne (assainissement - 32,4 %, eau potable - 64 %).

Perspectives et défis

Malgré le besoin urgent de résoudre le problème de la faim et de la malnutrition, le secteur agricole dans de nombreux pays de l'OCI n'est toujours pas pleinement utilisé. Des pratiques agricoles durables doivent être mises en œuvre afin d'améliorer la productivité agricole et donc l'état de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté. La gestion des ressources agricoles est au cœur d'un système agricole durable dont l'approche principale consiste à utiliser efficacement les ressources agricoles pour améliorer la productivité agricole. La façon dont les pays de l'OCI utilisent leurs ressources agricoles est encore inefficace. La productivité des terres et du travail est respectivement de 14 % et 19 % inférieure à la moyenne des pays en développement. Ces problèmes sont associés à des questions transversales telles que le manque de moyens de production modernes, l'inefficacité du marché foncier et l'absence de financement moderne.

L'amélioration des infrastructures est une condition importante pour stimuler la croissance dans le secteur agricole ainsi que le développement rural. Plusieurs pays de l'OCI ne disposent toujours pas d'une infrastructure suffisante pour soutenir un secteur agricole durable. Trois infrastructures agricoles importantes doivent être traitées en priorité, à savoir les routes rurales et leur accessibilité, l'irrigation et l'électricité. Les routes dans les zones rurales sont très importantes pour faciliter la circulation des biens et de la population, ce qui pourrait rendre la chaîne d'approvisionnement agricole plus efficace et améliorer ainsi la productivité. De nombreux éléments prouvent que les investissements dans les routes rurales contribuent à augmenter les revenus des ménages et le niveau de consommation.

Les pays de l'OCI sont parmi les plus vulnérables à la carence en micronutriments en raison du niveau élevé d'insécurité alimentaire. L'enrichissement des aliments peut être la réponse au besoin d'apport en micronutriments de la population, lorsqu'il est impossible d'obtenir des aliments naturels à forte teneur en micronutriments. Les pays de l'OCI ont fait des progrès en termes de programmes de fortification alimentaire. Certains pays se sont déjà dotés, à des degrés divers, de diverses réglementations en matière de fortification alimentaire. Cependant, la plupart d'entre eux se concentrent uniquement sur l'iodisation du sel. Seule la moitié environ des pays de l'OCI ont imposé l'enrichissement obligatoire des aliments non salés (par exemple, la farine, l'huile ou le riz) avec divers micronutriments tels que la B12, la vitamine D, le folate (B9), la vitamine A, le fer et le zinc.



Le changement climatique est un autre défi majeur pour le développement du secteur agricole dans les pays membres de l'OCI et ailleurs. Il existe des effets de rétroaction à double sens entre l'agriculture et le changement climatique. D'une part, les activités agricoles émettent des gaz à effet de serre, qui contribuent au changement climatique, d'autre part, le changement progressif du climat a un impact important sur les productions agricoles. On estime que le changement climatique fera baisser la productivité agricole de 2 à 15 % d'ici 2050. Faire face au défi du changement climatique passe par la réalisation de la durabilité de la production alimentaire en adoptant des pratiques agricoles "intelligentes pour le climat". Une agriculture intelligente sur le plan climatique a pour principal objectif d'accroître la productivité agricole tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en augmentant la capacité et la résilience aux chocs climatiques.

Impacts de COVID-19

La pandémie de COVID-19 et la crise socio-économique qui l'accompagne affectent déjà l'état de développement de l'alimentation et de l'agriculture, menaçant ainsi le bien-être de la société. Les risques du pays en matière de sécurité alimentaire peuvent différer selon le degré d'exposition tant au niveau de la production que de la consommation. Selon certaines études, les pays en développement, en général, présentent un risque plus élevé en termes d'exposition du côté de la demande. Cela signifie que le côté consommation est le canal de transmission le plus vulnérable des impacts de COVID-19, plutôt que le côté production. Cela est également vrai pour les pays de l'OCI.

Les pays de l'OCI, en particulier les pays à faible revenu, sont les plus sensibles à la transmission de la pandémie du côté de la demande car près de 70 % des pays de l'OCI présentent des niveaux de risque moyennement élevés à élevés en termes de transmission du côté de la demande. En revanche, seuls 10% ont un faible risque d'exposition du côté de la demande. Dans l'ensemble, la contraction de l'économie et des revenus dans le cadre des mesures de contrôle de la pandémie pourrait accroître la population pauvre, mettant ainsi davantage de personnes dans un état d'insécurité alimentaire.





CHAPITRE UN

1. Ressources agricoles

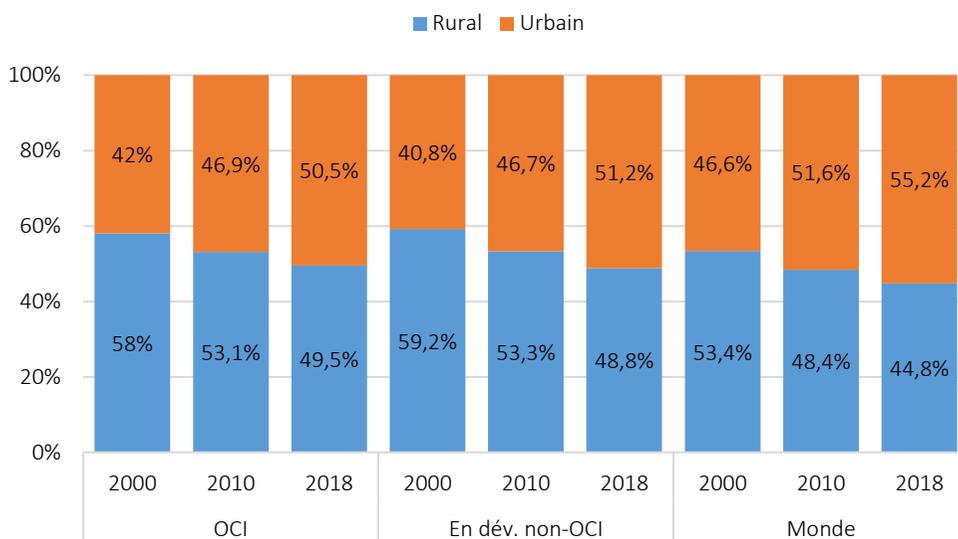


Les activités agricoles jouent un rôle important dans les économies de l'OCI, comme dans de nombreux autres pays en développement, en termes d'emploi, de production et ainsi, de développement social et économique. Compte tenu du vaste potentiel agricole des pays membres de l'OCI, ce chapitre passe en revue, dans une perspective comparative, certains indicateurs relatifs aux ressources agricoles tels que la population rurale, l'utilisation des terres, la gestion des ressources en eau et l'utilisation des engrais dans les pays membres de l'OCI.

1.1. Population agricole et utilisation des terres

Avec une superficie agricole de 1,38 milliard d'hectares et une population totale de plus de 1,8 milliard en 2018, les pays membres de l'OCI représentent plus d'un quart de la superficie agricole et de la population mondiale. En 2018, la population rurale des pays de l'OCI représentait 49,5 % de la population totale, contre 48,8 % dans les pays en développement non membres de l'OCI et 44,8 % en moyenne mondiale (graphique 1.1).

Graphique 1.1: Population urbaine et rurale (% de la population totale), 2000-2018



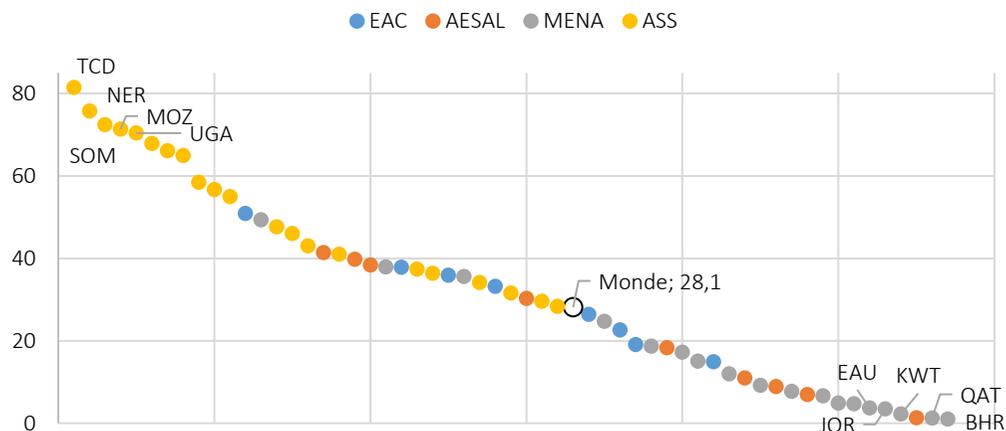
Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur la Division de la Population de l'ONU

Comme le montre le graphique 1.2, la proportion de personnes actives employées dans l'activité agricole dépasse la moyenne mondiale dans 32 pays membres de l'OCI. Alors que l'emploi dans l'agriculture a diminué dans la majorité des pays de l'OCI au cours des deux dernières décennies, les personnes actives employées dans l'activité agricole dépassent les 50 % dans 12 pays de l'OCI en 2019, dont la plupart se trouvent en Afrique



subsaharienne. Au Tchad et au Niger, le pourcentage de travailleurs employés dans des activités agricoles même dépasse 75 % (graphique 1.2).

Graphique 1.2: Emploi dans l'agriculture (% de l'emploi total), 2019

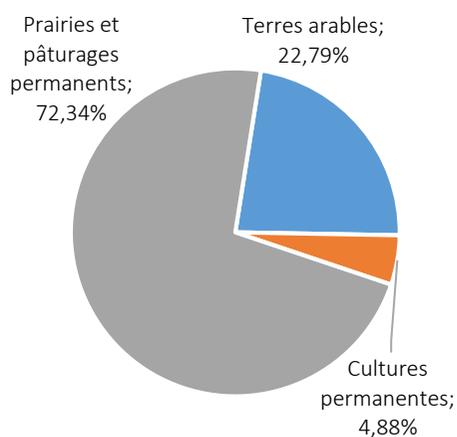


Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur l'ILOSTAT

Terres agricoles

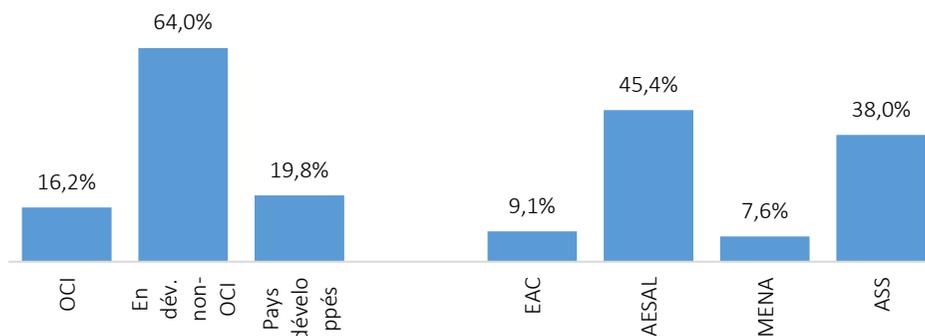
Outre la main-d'œuvre agricole, l'utilisation efficace et productive des terres agricoles est un élément essentiel du développement agricole. À cet égard, les pays de l'OCI ont une superficie agricole totale de 1,38 milliard d'hectares, ce qui correspond à 25,7 % de la superficie agricole mondiale totale en 2017. Si l'on considère la superficie cultivée, qui est la somme des terres arables et des terres de cultures permanentes, on constate que le pourcentage de la superficie cultivée par rapport à la superficie agricole totale dans les pays de l'OCI (27,67%) est encore nettement inférieur à la moyenne mondiale, qui est supérieure à 30 %.

Graphique 1.3: Structure des terres agricoles dans les pays de l'OCI, 2017



Source: Base de données en ligne FAOSTAT

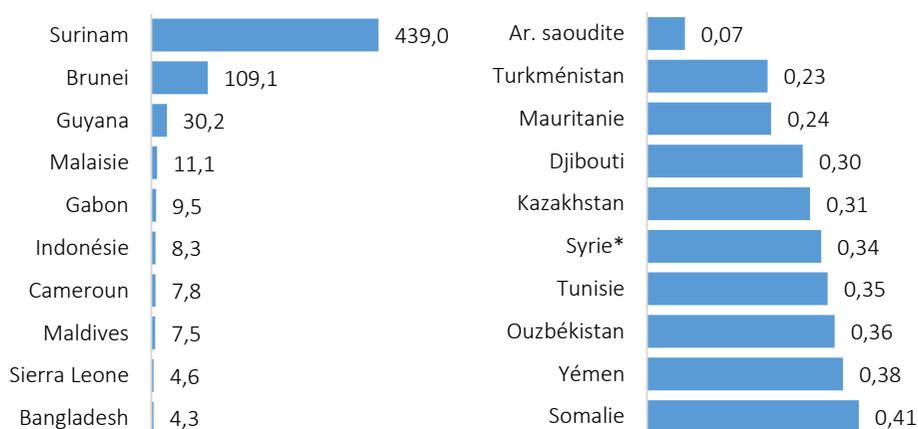
Graphique 1.4: Part des précipitations annuelles moyennes à long terme dans le monde (à gauche) et dans les pays de l'OCI (à droite), 2017



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne AQUASTAT.

Si l'on considère la superficie des terres agricoles et les précipitations moyennes au niveau de chaque pays, la répartition des précipitations moyennes entre les pays de l'OCI devient nettement inégale. Au niveau de chaque pays, le Suriname, le Brunei Darussalam et le Guyana sont classés en tête avec le niveau de précipitations le plus élevé par terre agricole (graphique 1.5, à gauche). En revanche, de nombreux pays membres de l'OCI situés dans les régions arides du MENA, de l'Asie centrale et de l'ASS ont reçu le plus faible volume de précipitations pondéré par leurs terres agricoles (graphique 1.5, à droite).

Graphique 1.5: Précipitations annuelles moyennes les plus élevées (à gauche) et les plus faibles (à droite) (m3) pondérées par les terres agricoles (1000m2) dans les 10 premiers pays de l'OCI, 2017



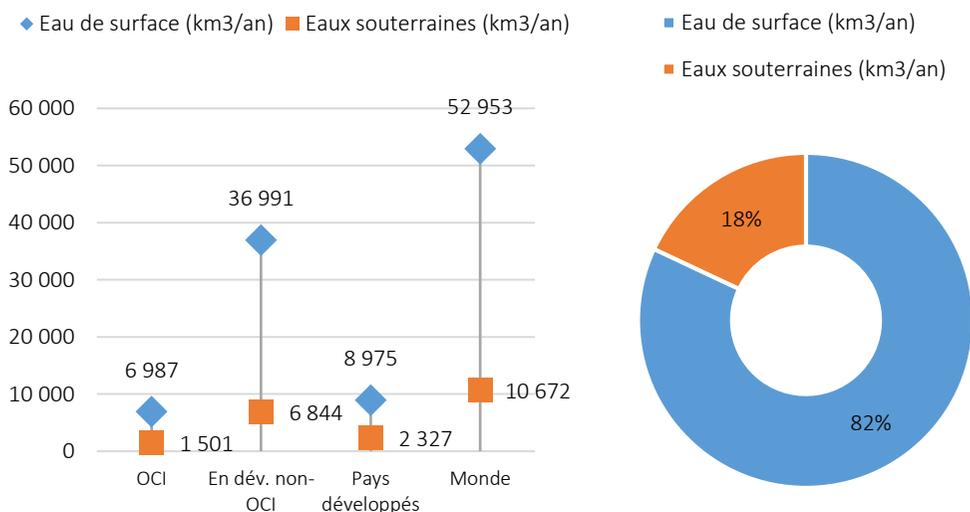
Source: Base de données en ligne AQUASTAT * Adhésion suspendue

Ressources en eau renouvelables

Les pays membres de l'OCI avec 7 261 km³ de ressources en eau renouvelables (TRWR) par an représentent 13,3 % des TRWR mondiales de 54 737 km³ en 2017. La part des pays de l'OCI est restée comparativement inférieure à celle des pays en développement non membres de l'OCI, qui représentaient plus des deux tiers (69 %) des TRWR mondiaux. D'autre part, le TRWR par habitant (4.029m³/an) dans les pays de l'OCI était également nettement inférieur au niveau des autres pays en développement (8.042m³/an) en 2017.

La structure des ressources totales en eau renouvelables entre les groupes de pays est assez similaire. Comme le montre le graphique 1.6, 52 953 km³, soit 83 % des ressources mondiales renouvelables en eau, sont des eaux de surface et le reste des eaux souterraines. Cette situation est similaire à celle des pays de l'OCI où 82 % des ressources totales en eau renouvelables sont des eaux de surface et le reste des eaux souterraines. Le pourcentage des eaux de surface est légèrement plus élevé dans les pays en développement non membres de l'OCI, ce qui correspond à 84% de l'ensemble des ressources en eau renouvelables, tandis que dans les pays développés, le niveau le plus élevé des eaux souterraines en pourcentage des ressources en eau renouvelables est observé à une valeur de 21% (graphique 1.6).

Graphique 1.6: Structure des sources d'eau renouvelables dans le monde (à gauche) et dans les pays de l'OCI (à droite), 2017



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne AQUASTAT.

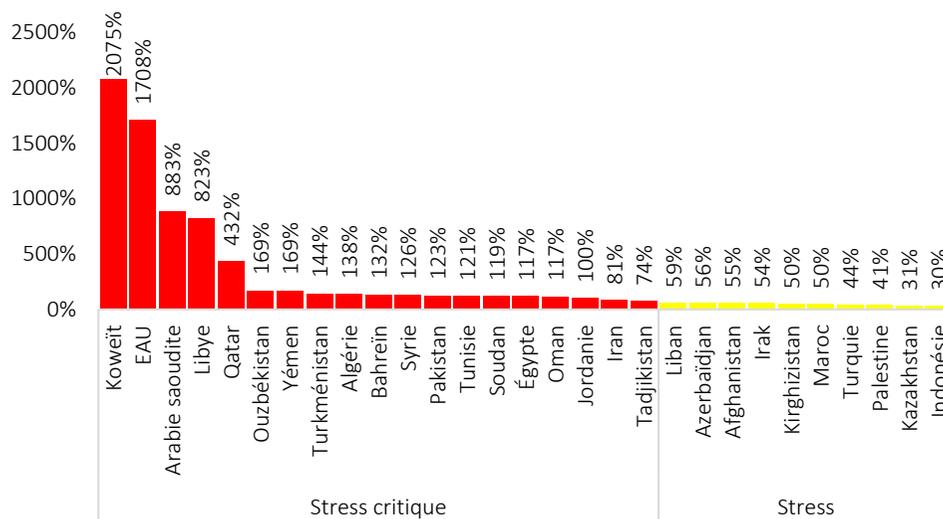


Le stress hydrique

Le niveau de stress hydrique mesure la proportion d'eau prélevée par tous les secteurs par rapport aux ressources en eau disponibles, tout en tenant compte des besoins en eau pour le maintien de l'environnement naturel. Cet indicateur fournit des informations sur le temps que l'eau est suffisante pour consommer à la fois pour l'environnement et la société en général, indiquant ainsi l'état de la sécurité de l'eau d'un pays ou d'une région. Un niveau élevé de stress hydrique non seulement entrave la durabilité de l'environnement naturel, mais pourrait également avoir des répercussions négatives sur le développement socio-économique et la sécurité alimentaire, en raison de l'utilisation concurrente de l'eau. Cet indicateur est utilisé pour suivre les progrès vers la cible de l'ODD 6.4¹.

Au cours de la période 2000-2017, le niveau de stress hydrique mondial a été estimé à 19 %. Selon cet indicateur, un pays commence à connaître un stress hydrique à un niveau de 25 %, alors qu'un niveau supérieur à 70 % est considéré comme un stress critique (UN Water, 2018). Le groupe des pays de l'OCI connaît un stress hydrique avec un niveau de stress moyen de 33%. Au niveau de chaque pays, 29 pays de l'OCI connaissent un stress hydrique, dont 19 sont exposés à un niveau de stress hydrique critique allant de 30% en Indonésie à 2075% au Koweït (graphique 1.7). La plupart de ces pays membres sont ceux situés dans des régions arides et semi-arides aux ressources en eau limitées et rares.

Graphique 1.7: Niveau de stress hydrique (%), 2000-2017



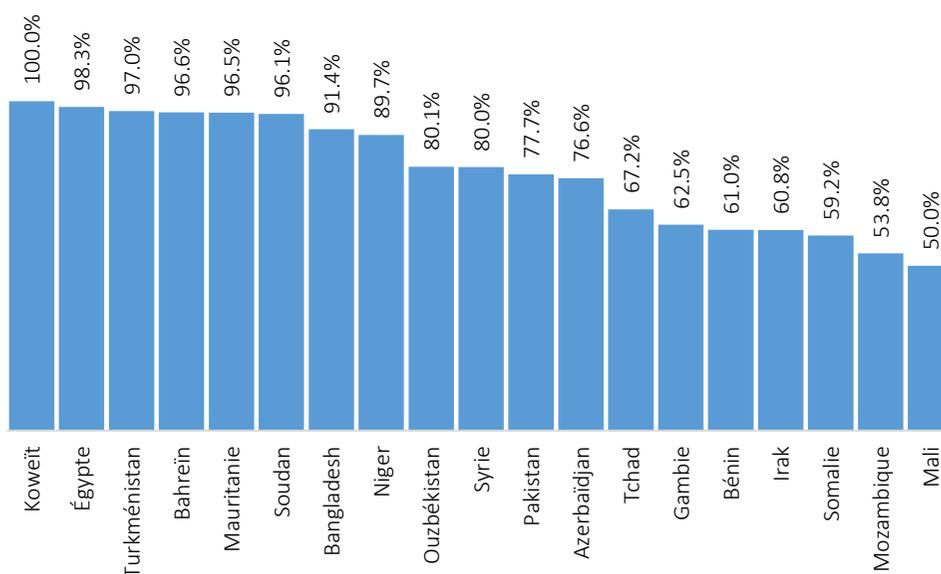
Source: Base de données en ligne AQUASTAT

¹ Cible de l'ODD 6.4: D'ici à 2030, augmenter considérablement l'utilisation rationnelle des ressources en eau dans tous les secteurs et garantir la viabilité des retraits et de l'approvisionnement en eau douce afin de tenir compte de la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau

La dépendance vis-à-vis de l'eau

Le terme "ratio de dépendance des ressources en eau" indique dans quelle mesure un pays est dépendant de ses voisins pour satisfaire ses besoins en eau. On observe qu'en 2017, les pays de l'OCI étaient dépendants des pays voisins pour 29,8 % de leurs besoins totaux en eau. Ce ratio était supérieur aux moyennes des autres pays en développement (24,6 %) et du monde (22,2 %). Le graphique 1.8 présente 19 pays de l'OCI dont le taux de dépendance à l'égard de l'eau est de 50 % ou plus. En particulier, les pays de l'OCI au Moyen-Orient et en Afrique du Nord-Est ont enregistré les taux de dépendance les plus élevés en matière de ressources en eau en 2017.

Graphique 1.8: Ratio de dépendance des sources externes, 2017



Source: Base de données en ligne AQUASTAT

Parmi les pays de l'OCI, le Koweït occupe la première place avec une dépendance de 100 % vis-à-vis des sources extérieures, suivi par l'Égypte (98,3 %), le Turkménistan (97,0 %), Bahreïn (96,6 %), la Mauritanie (96,5 %) et le Soudan (96,1 %). La plupart de ces pays membres dépendent de huit grands bassins fluviaux internationaux : les bassins du Nil, du Niger, du Sénégal, du lac Tchad et du Limpopo dans la région africaine ; le bassin de l'Euphrate et du Tigre, le bassin de la mer d'Aral (Amou-Daria et Syr-Daria) et le bassin du Gange dans la région asiatique. Par exemple, le Koweït et le Bahreïn dépendent fortement de l'aquifère souterrain qui coule depuis l'Arabie saoudite, tandis que l'Égypte dépend du Nil qui coule depuis l'Éthiopie, la Mauritanie sur le fleuve Sénégal, le Turkménistan sur les fleuves Amou-Daria et Syr-Daria.

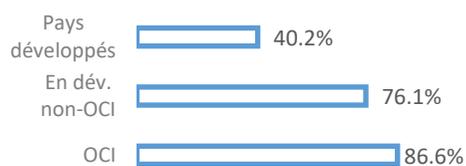


Prélèvement d'eau à usage agricole

Compte tenu de la croissance rapide de leur population, de nombreux pays de l'OCI sont encore confrontés à de sérieux défis pour répondre à la demande croissante en eau, en particulier dans le secteur agricole. Au cours de la période 2000-2017, les pays membres de l'OCI ont enregistré un prélèvement d'eau total de 1 030 km³. Dont environ 892 km³ ont été utilisés dans le secteur agricole, ce qui représente 86,6 % du prélèvement total d'eau (graphique 1.9).

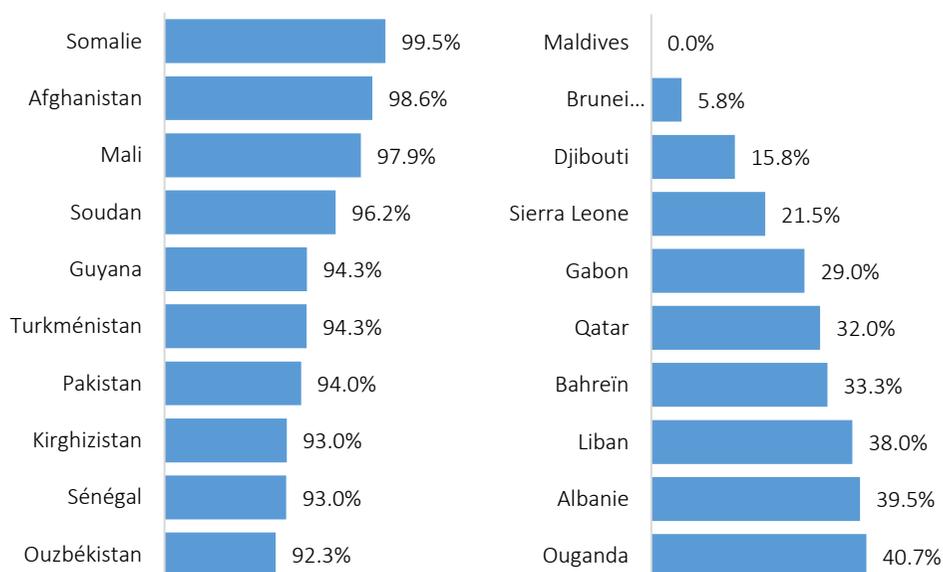
La répartition des prélèvements d'eau agricole au sein des pays de l'OCI est loin d'être uniforme comme le montre le graphique 1.10. Cette divergence peut être attribuée à la disponibilité de ressources en eau renouvelables et aux conditions socio-économiques, qui dictent la quantité d'eau prélevée par le secteur agricole par rapport à l'eau prélevée à des fins industrielles et municipales.

Graphique 1.9: Part du secteur agricole dans l'ensemble des prélèvements d'eau, 2000-2017



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne AQUASTAT.

Graphique 1.10: Les 10 premiers pays de l'OCI ayant les plus hauts (à gauche) et les plus bas (à droite) prélèvements d'eau pour l'agriculture % du total des prélèvements d'eau, 2000-2017



Source: Base de données en ligne AQUASTAT

Irrigation

La majeure partie de l'eau prélevée pour l'agriculture est utilisée pour l'irrigation. Les termes "zone équipée pour l'irrigation, zone d'irrigation, zone sous irrigation", font tous référence à la zone terrestre équipée pour fournir de l'eau, autre que la pluie directe aux cultures. Selon cette définition, la superficie agricole totale équipée pour l'irrigation dans les pays de l'OCI couvre 80,2 millions d'hectares, ce qui ne représente que 5,9% de leur superficie agricole totale, contre une moyenne mondiale de 6,8%. Pourtant, la superficie totale équipée pour l'irrigation dans les pays de l'OCI représente 26,4% de leurs terres arables, un niveau supérieur à celui des autres pays en développement (26,1%) et du monde (23,9%).

Toutefois, au niveau de chaque pays, on observe que la répartition de la zone d'irrigation varie à travers les pays de l'OCI. Selon les dernières estimations, seuls 15 pays avec 69 millions d'hectares représentent 86,0% de la surface totale d'irrigation dans les pays de l'OCI. Le Pakistan se distingue parmi ces pays de l'OCI avec sa superficie d'irrigation de 20,0 millions d'hectares, qui représente à lui seul 24,9% de la superficie totale d'irrigation des pays de l'OCI. Par ailleurs, les parts des superficies irriguées dans les terres agricoles des pays diffèrent également, allant de niveaux négligeables (moins de 0,1 %) à 102,4%. Comme le montre le graphique 1.11, parmi les dix premiers pays de l'OCI en termes de superficie équipée pour l'irrigation en pourcentage des terres agricoles, seuls neuf pays avaient des parts atteignant plus de 20 %.

Graphique 1.11: Les 10 premiers pays de l'OCI ayant une superficie équipée pour l'irrigation en % des terres agricoles, 2000-2017



Source: Bases de données en ligne AQUASTAT

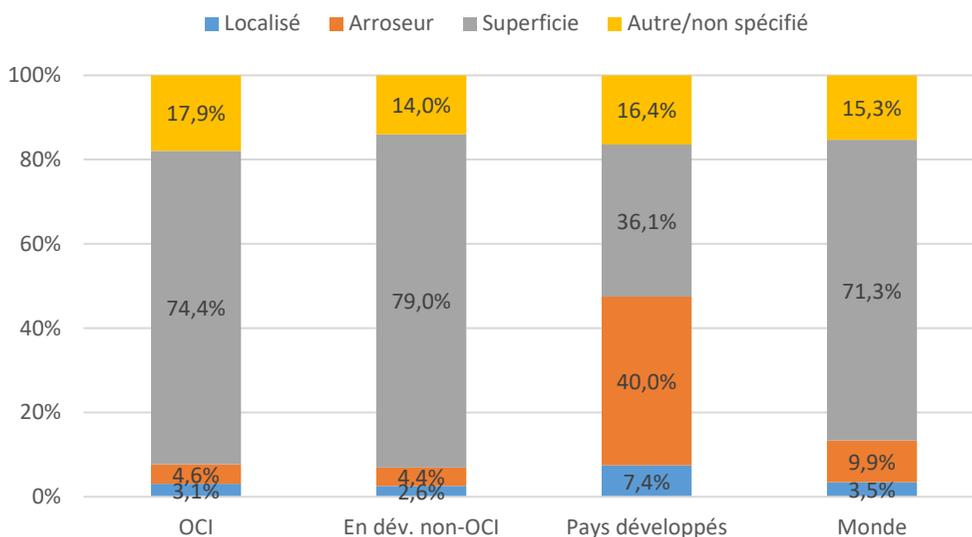


La partie des terres arables irriguées joue un rôle crucial dans la production agricole de nombreux pays de l'OCI, en particulier ceux qui souffrent d'un stress hydrique critique dans les régions arides et semi-arides. Par conséquent, l'agriculture irriguée et l'utilisation de systèmes et de techniques d'irrigation efficaces jouent un rôle particulièrement important dans le développement agricole et la production alimentaire de ces pays. À cet égard, les données disponibles sur les techniques d'irrigation utilisées dans les pays de l'OCI montrent que l'irrigation de surface, qui est la technique la plus traditionnelle et la moins économe en eau, est de loin la plus utilisée. Cette pratique est menée sur 74,4% de la surface totale équipée pour l'irrigation, alors que le niveau des autres pays en développement est de 79% (graphique 1.12, à gauche). Ce ratio est supérieur à 50 % dans 24 pays de l'OCI, dont 6 utilisent l'irrigation de surface en tant que technique unique d'irrigation. Par conséquent, d'énormes quantités d'eau détournées pour l'irrigation dans ces pays sont gaspillées au niveau des exploitations agricoles, soit par percolation profonde, soit par ruissellement des eaux de surface.

En revanche, l'irrigation par aspersion est pratiquée sur 4,6% de la superficie totale équipée pour l'irrigation dans les pays de l'OCI (graphique 1.12). Au niveau de chaque pays, la technique d'arrosage, qui est plus économe en eau que l'irrigation de surface, est pratiquée sur plus de 20 % de la surface d'irrigation dans sept pays de l'OCI, notamment en Arabie saoudite (44 %), en Azerbaïdjan (42 %), en Algérie (31 %) et au Liban (31 %). Ce ratio est presque négligeable (moins de 0,1 %) dans 23 pays de l'OCI. D'autre part, la technique d'irrigation localisée, qui est la plus économe en eau, est pratiquée sur 2,3 million d'hectares, ce qui correspond à seulement 3,1% de la superficie totale équipée pour l'irrigation dans les pays de l'OCI ; un ratio qui est inférieur à la moyenne mondiale de 3,5%. La prévalence de cette technique varie également entre les pays de l'OCI. La Palestine, les Émirats arabes unis et la Jordanie se distinguent par leur niveau remarquablement élevé d'utilisation de l'irrigation localisée, atteignant respectivement 83 %, 77 % et 60 %. En plus de ces trois pays, ce ratio n'était supérieur à 20% que dans quatre pays de l'OCI, à savoir la Tunisie (32%), le Liban (32%), Oman (24%) et l'Algérie (23%). En revanche, ce ratio était négligeable dans 26 pays de l'OCI (moins de 0,1%). En général, les pays situés dans les régions arides choisissent de développer plus intensivement les techniques d'irrigation localisée et par aspersion pour économiser encore plus d'eau.



Graphique 1.12: Techniques d'irrigation en % de la superficie totale équipée pour l'irrigation, 2000-2017



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur les bases de données en ligne AQUASTAT.

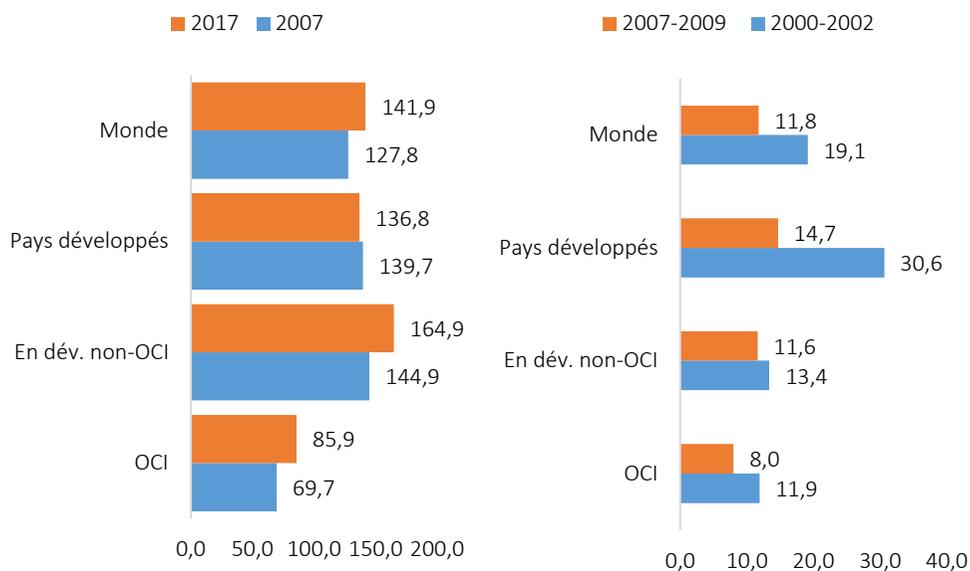
1.3. Engrais et Mécanisation

L'utilisation moyenne d'engrais par hectare de terre arable dans les pays de l'OCI est passée de 69,7 kilogrammes en 2007 à 85,9 kilogrammes en 2017. Toutefois, comme le montre le graphique 1.13 (à gauche), ce niveau d'utilisation d'engrais est insuffisant, en particulier si on le compare aux moyennes mondiales et à celles des autres pays en développement, qui sont respectivement de 141,9 et 164,9 kilogrammes. Les pays développés, en revanche, utilisaient 136,8 kilogrammes d'engrais par hectare en 2017.

Les dernières données sur la mécanisation agricole sont obsolètes et les estimations disponibles doivent donc être interprétées avec prudence. Selon les données disponibles de la FAO, le niveau de mécanisation agricole dans les pays de l'OCI est resté faible, le nombre total de tracteurs pour 1000 hectares de terres arables étant passé de 11,9 au cours de la période 2000-2002 à 8,0 en 2007-2009. Comme le montre le graphique 1.13 (à droite), les autres groupes de pays ont également connu une tendance à la baisse similaire. En 2007-2009, la moyenne mondiale était de 11,8 et la moyenne des autres pays en développement était de 11,6. En d'autres termes, par rapport aux autres pays en développement et à la moyenne mondiale, l'utilisation des tracteurs dans les pays de l'OCI est restée faible. Les pays de l'OCI ont également une mécanisation agricole insuffisante par rapport au groupe des pays développés où la même superficie de terres arables a été récoltée par 14,7 tracteurs.



Graphique 1.13: Utilisation des engrais (à gauche) et des tracteurs (à droite) dans le monde



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne de FAOSTAT



CHAPITRE DEUX

2. Production agricole

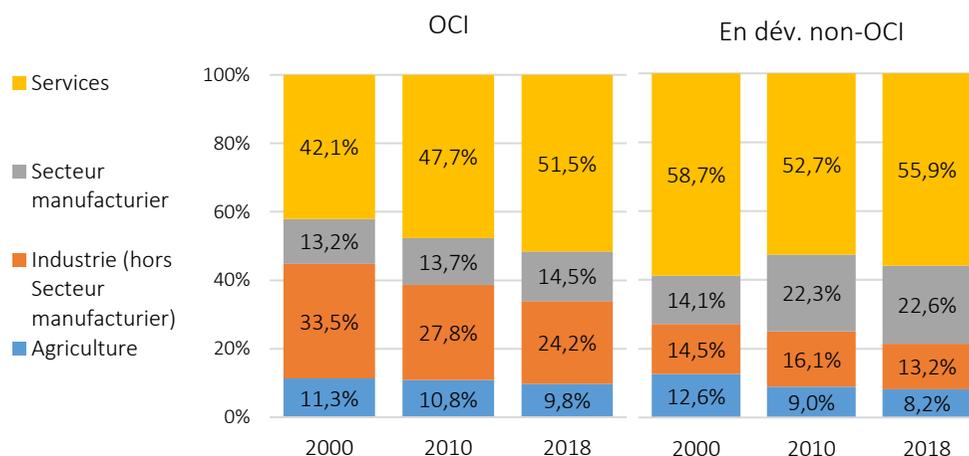


Bien que l'agriculture soit largement connue pour être une activité économique primaire et supposée jouer un rôle majeur dans les économies des pays en développement, sa contribution au PIB est en déclin dans les pays membres de l'OCI et ailleurs. En outre, bien qu'ils disposent de ressources agricoles importantes, la majorité des pays en développement continuent à dépendre fortement des importations pour nourrir leurs populations locales. Dans ce contexte, ce chapitre fournit une analyse détaillée de la production agricole dans les pays membres de l'OCI en examinant les dernières statistiques pertinentes.

2.1. Production agricole

La part de l'agriculture dans le PIB total des pays de l'OCI a progressivement diminué, passant de 11,3% en 2000 à 9,8% en 2018 (graphique 2.1). Cette tendance à la baisse est conforme à la situation dans d'autres pays en développement où l'agriculture ne représentait que 8 % du PIB en 2018. En général, le déclin relatif de la valeur ajoutée agricole au PIB dans le monde en développement peut être associé à la transformation structurelle, à l'instabilité des marchés agricoles, aux stress environnementaux et à la diminution/dégradation des ressources en terre et en eau.

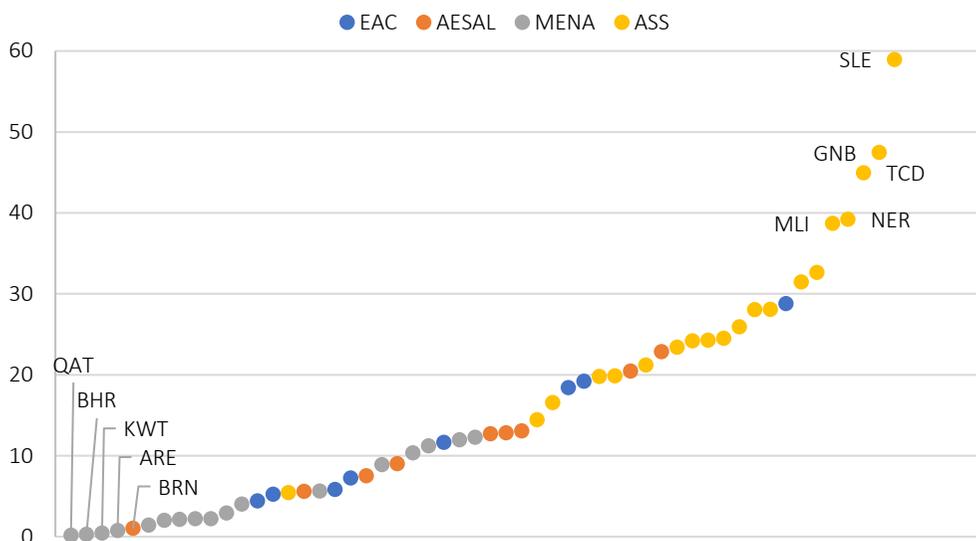
Graphique 2.1: Valeur ajoutée par secteur agricole (% du PIB)



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la Division de statistique de l'ONU.

Au niveau de chaque pays, le secteur agricole revêt une importance particulière pour de nombreuses économies de l'OCI. En 2018, il représentait plus de 20 % du PIB dans 18 pays de l'OCI (graphique 2.2). Même dans sept pays de l'OCI situés en Afrique, cette part a dépassé les 30 % la même année. Il y a également 23 pays de l'OCI en Asie centrale et orientale et dans la région MENA pour lesquels la contribution des activités agricoles au PIB est restée inférieure à 10 %.

Graphique 2.2: Valeur ajoutée par le secteur agricole dans les pays de l'OCI (% du PIB), 2018



Source: Base de données des principaux agrégats des comptes nationaux des Nations unies

En termes d'indice de production agricole de la FAO, les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont enregistré une amélioration de leurs performances au cours de la période 2000-2016. En particulier, depuis 2010, les pays membres de l'OCI ont enregistré une bien meilleure performance par rapport aux pays développés et à la moyenne mondiale (graphique 2.3, à gauche). Pourtant, en 2016, il y avait encore 24 pays de l'OCI, qui ont enregistré un indice de production agricole inférieur à celui de la moyenne mondiale de 127. D'autre part, au cours de la période 2000-2016, l'indice de la production brute a enregistré une croissance notable dans certains pays de l'OCI, à savoir la Sierra Leone avec un taux de croissance annuel composé de 10,1%, suivie du Niger (6,4%), du Koweït (6,2%) et du Tadjikistan (6,0%)

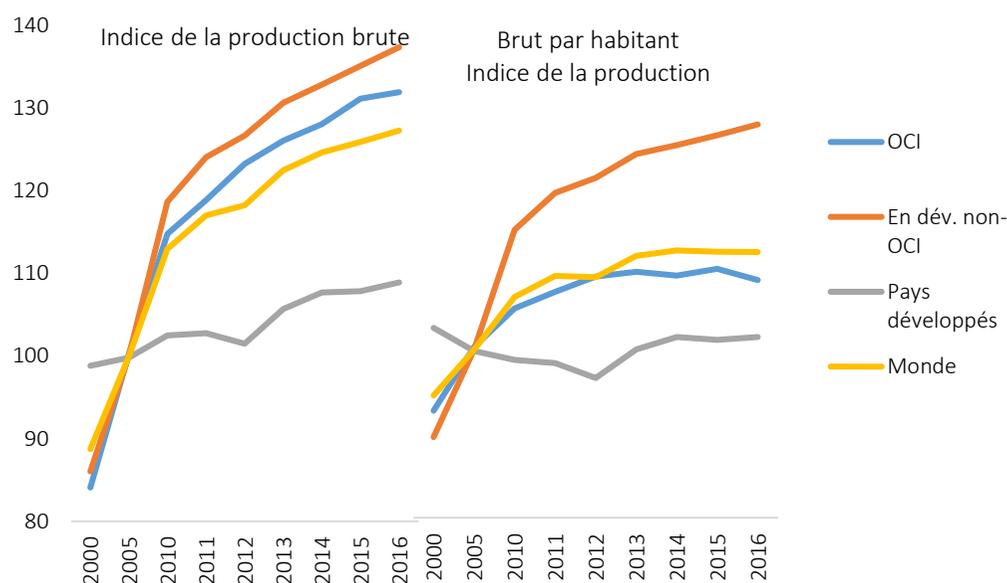
En ce qui concerne l'indice de production agricole par habitant, on observe qu'au cours de la période considérée, la production agricole moyenne par habitant dans les pays de l'OCI a connu une modeste augmentation par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI et le monde dans son ensemble. La stagnation de la tendance de la production par habitant s'est particulièrement aggravée au cours de la période 2013-2016, ce qui a entraîné un élargissement significatif de l'écart de production par habitant entre les pays de l'OCI et les pays en développement non membres de l'OCI (graphique 2.3, à droite).

Au niveau de chaque pays, 37 pays membres de l'OCI ont fait état d'un taux de croissance annuel composé (TCAC) positif de la production agricole par habitant au cours de la



période 2000-2016. Parmi ces pays membres, la Sierra Leone a enregistré le TCAC le plus élevé (6,8%), suivie du Brunei Darussalam et de l'Algérie (4,0% chacun), du Tadjikistan (3,7%), de l'Albanie (3,5%), de l'Ouzbékistan (3,4%), du Kazakhstan (3,3%) et de l'Azerbaïdjan (3,1%). Néanmoins, 39 pays membres de l'OCI ont enregistré un score inférieur pour l'indice de production par habitant par rapport à la moyenne mondiale de 112. La faible performance des pays de l'OCI indique que la majorité d'entre eux ont une capacité de production alimentaire insuffisante pour répondre à la demande intérieure de leur population croissante et, par conséquent, doivent dépendre fortement des importations alimentaires.

Graphique 2.3: Indices de production agricole (2004-2006=100), 2000-2016



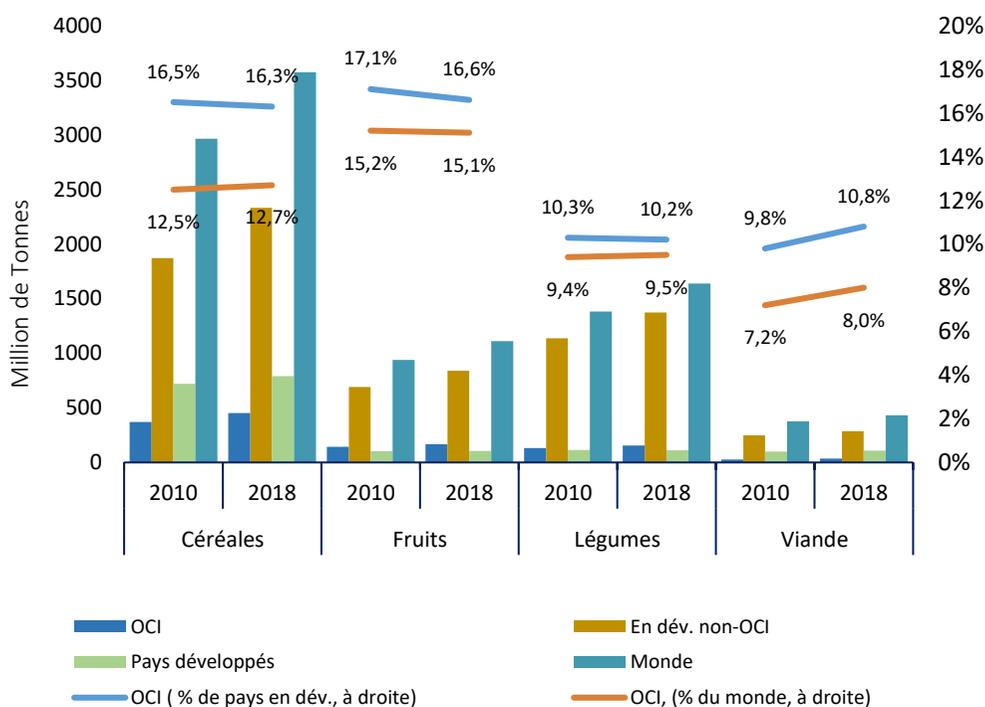
Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne de FAOSTAT

2.2. Production des principaux produits agricoles

Au cours de la dernière décennie, les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont montré une tendance positive en termes de production des principaux produits de base. En 2018, les pays de l'OCI représentaient 12,7 % de la production céréalière mondiale totale, soit une légère amélioration par rapport aux 12,5 % de 2010 (graphique 2.4). Cela correspond à un volume de production de 352,7 millions de tonnes en 2018. Toujours en 2018, avec 167,5 millions de tonnes, la part des pays de l'OCI dans la production mondiale de fruits a été enregistrée à 15,1 %, en légère baisse par rapport à 15,2 % en 2010, et leur part cumulée dans les pays en développement a été enregistrée à 16,6 % en 2018, en baisse par rapport à 17,1 % en 2010. La production totale de légumes dans les pays de l'OCI a été enregistrée à 155,9 millions de tonnes en 2018. La part des pays de l'OCI dans la

production totale de légumes dans le monde a légèrement augmenté, passant de 9,4 % en 2010 à 9,5 % en 2018, alors que la part dans la production des pays en développement a diminué, passant de 10,3 % en 2010 à 10,2 % en 2018. En ce qui concerne la production de viande, les pays de l'OCI ont vu leurs parts s'améliorer dans le monde ainsi que parmi les pays en développement. Avec 34,6 millions de tonnes en 2018, les pays de l'OCI ont enregistré des parts de 8,0% et 10,8% dans la production totale de viande du monde et des pays en développement, respectivement.

Graphique 2.4: Production des principaux produits agricoles (en millions de tonnes)

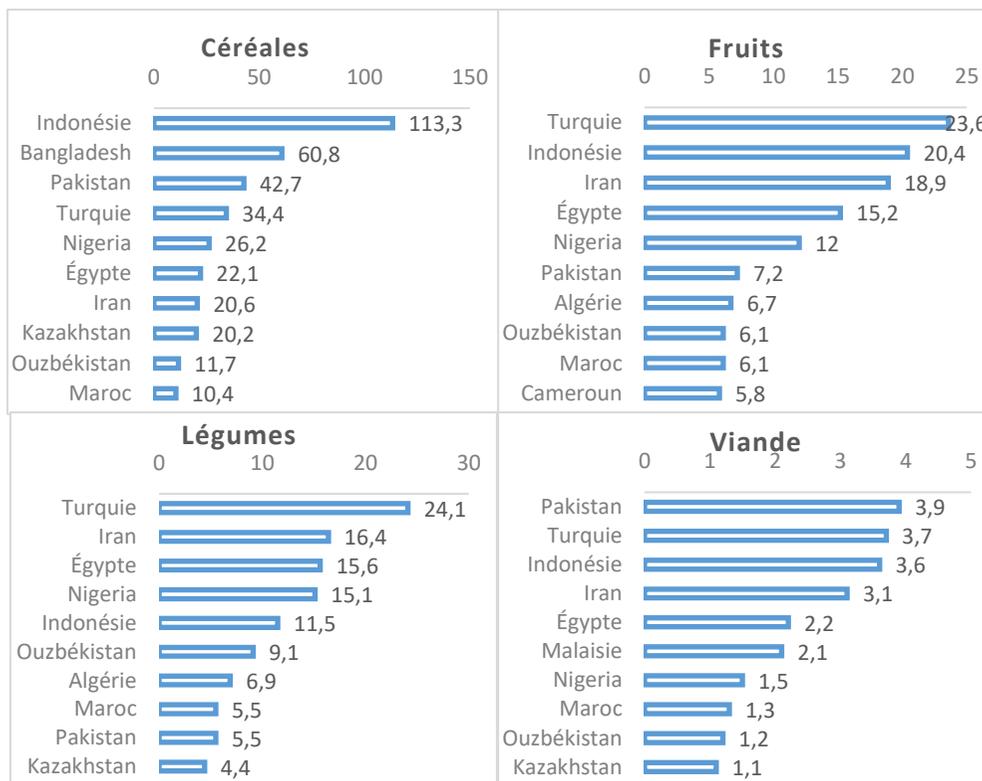


Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne de FAOSTAT

On observe également que la production agricole totale de l'OCI est concentrée dans quelques pays membres. Comme le montre le graphique 2.5, les dix premiers producteurs représentaient plus de 80 % des céréales, 85 % des fruits, 78 % des légumes et 65 % de la viande produits dans les pays membres de l'OCI en 2018.



Graphique 2.5: Les 10 premiers producteurs agricoles (en millions de tonnes), 2018

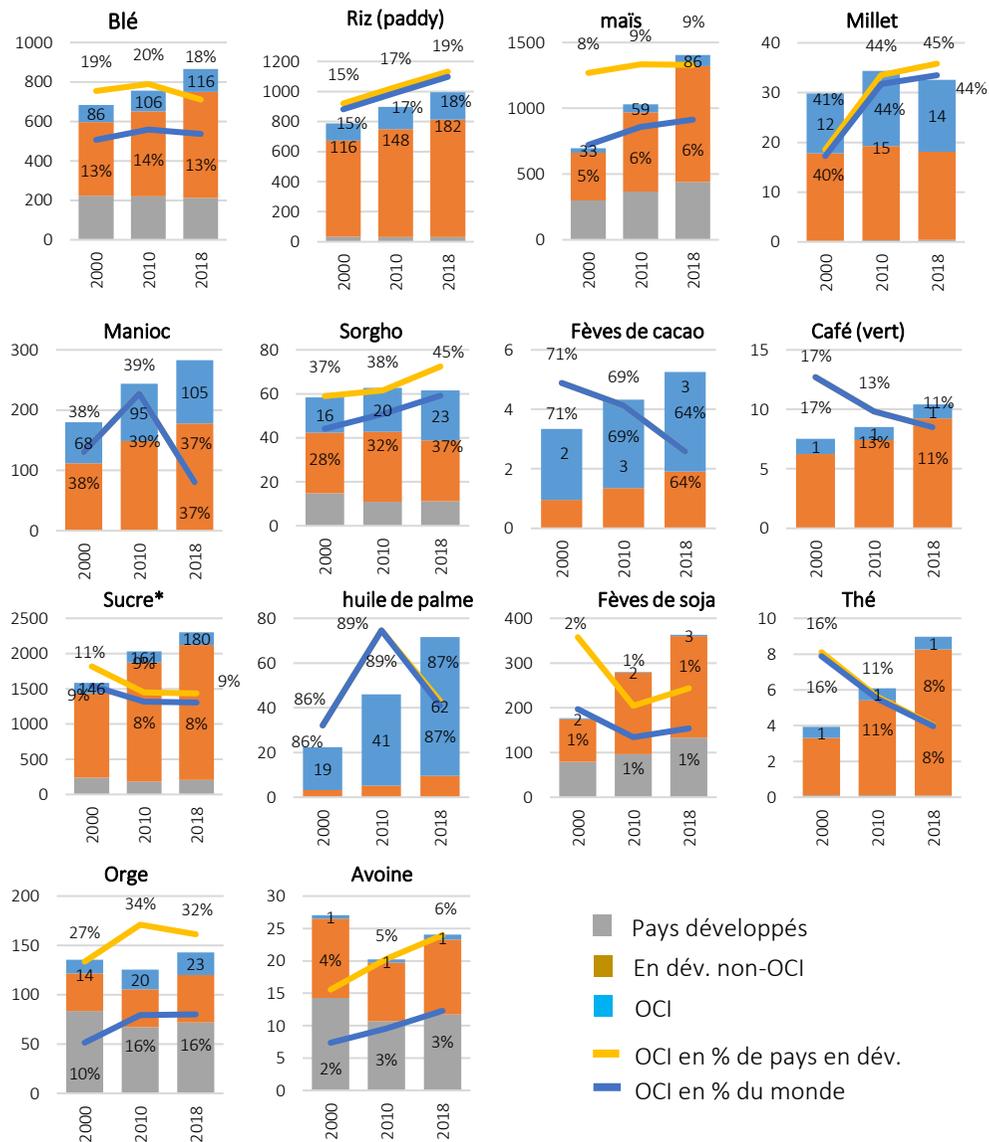


Source: Base de données en ligne FAOSTAT

Le graphique 2.6 montre le volume de production des principaux produits agricoles dans les pays de l'OCI et leurs parts correspondantes dans les autres groupes en développement ainsi que la moyenne mondiale. Les pays de l'OCI ont affiché les parts les plus élevées au niveau mondial dans la production totale d'huile de palme (87%), de cacao (64%), de millet (44%), de manioc (37%) et de sorgho (37%) - par rapport aux autres principaux produits (graphique 2.6). Pour les produits de base tels que le riz, le maïs, le sorgho, le millet, l'huile de palme, l'orge et l'avoine, les pays de l'OCI ont pu améliorer leur part tant dans les autres pays en développement que dans le monde depuis 2000.

Au contraire, les pays de l'OCI ont observé une diminution de leur part de manioc, de sucre, de fèves de cacao, de café, de thé et de soja au cours de la période considérée. Dans tous les cas, à l'exception du café, les pays membres de l'OCI en tant que groupe ont augmenté le volume de la production. L'augmentation la plus significative a été observée dans la production d'huile de palme (222% d'augmentation de 19,3 à 62,1 millions de tonnes), de maïs (156% d'augmentation de 33,4 à 85,5 millions de tonnes), d'orge (64% d'augmentation de 13,9 à 22,9 millions de tonnes) et de soja (61% d'augmentation de 1,7 à 2,8 millions de tonnes).

Graphique 2.6: Production des principaux produits agricoles (en millions de tonnes)



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne de FAOSTAT

* Le sucre comprend les cultures sucrières, la canne à sucre et la betterave sucrière

Au niveau de chaque pays, 26 pays de l'OCI sont classés parmi les 20 premiers producteurs des principaux produits agricoles dans le monde (tableau 1). Ces produits vont des céréales, comme le blé, l'orge, le riz et le maïs aux produits des zones tropicales/tempérées, comme l'huile de palme, le cacao, le café, le caoutchouc et le sucre. Toutefois, pour beaucoup de ces pays, en particulier ceux dans lesquels l'essentiel



de leurs exportations se concentre sur quelques produits agricoles de base, les fluctuations des prix sur les marchés internationaux des produits de base peuvent poser des risques et des difficultés supplémentaires. En outre, l'exportation de ces produits primaires à faible valeur ajoutée ou sans valeur ajoutée, principalement en raison d'installations de transformation inadéquates, constitue un autre défi lié à la compétitivité de leurs produits sur les marchés commerciaux internationaux.

Tableau 1: Les pays de l'OCI parmi les 20 premiers producteurs mondiaux de produits agricoles, 2018

Matière première	Pays (Classement mondiale)
Orge	Turquie (8), Kazakhstan (11), Maroc (15), Iran (16), Algérie (18)
Manioc	Nigeria (1), Indonésie (6), Mozambique (9), Cameroun (13), Côte d'Ivoire (14), Bénin (16), Ouganda (20)
Fèves de cacao	Côte d'Ivoire (1), Indonésie (3), Nigeria (4), Cameroun (5), Sierra Leone (11), Ouganda (14), Togo (13), Ouganda (15), Guinée (17).
café	Indonésie (3), Ouganda (10), Côte d'Ivoire (15).
maïs	Indonésie (6), Nigeria (14), Égypte (18), Pakistan (20).
Millet	Niger (2), Soudan (3), Nigeria (4), Mali (5), Burkina Faso (7), Tchad (9), Sénégal (10), Pakistan (11), Guinée (17), Ouganda (18), Cameroun (20).
Caoutchouc naturel	Indonésie (2), Malaisie (6), Côte d'Ivoire (9), Nigeria (12), Cameroun (16), Gabon (17), Guinée (20).
huile de palme	Indonésie (1), Malaisie (2), Nigeria (5), Côte d'Ivoire (11), Cameroun (13).
Riz	Indonésie (3), Bangladesh (4), Pakistan (10), Nigeria (14), Égypte (17)
Sorgho	Nigeria (2), Soudan (3), Niger (9), Burkina Faso (10), Mali (12), Cameroun (13), Tchad (16), Égypte (17).
Soja	Indonésie (14), Nigéria (15).
Canne à sucre	Pakistan (5), Indonésie (12), Égypte (17).
Thé	Turquie (5), Indonésie (7), Iran (8), Bangladesh (12), Ouganda (13) et Mozambique (18).
Blé	Pakistan (7), Turquie (11), Iran (13), Kazakhstan (14), Égypte (18), Maroc (20).

Source: Analyse du personnel du SESRIC basée sur les données de la base de données en ligne FAOSTAT.

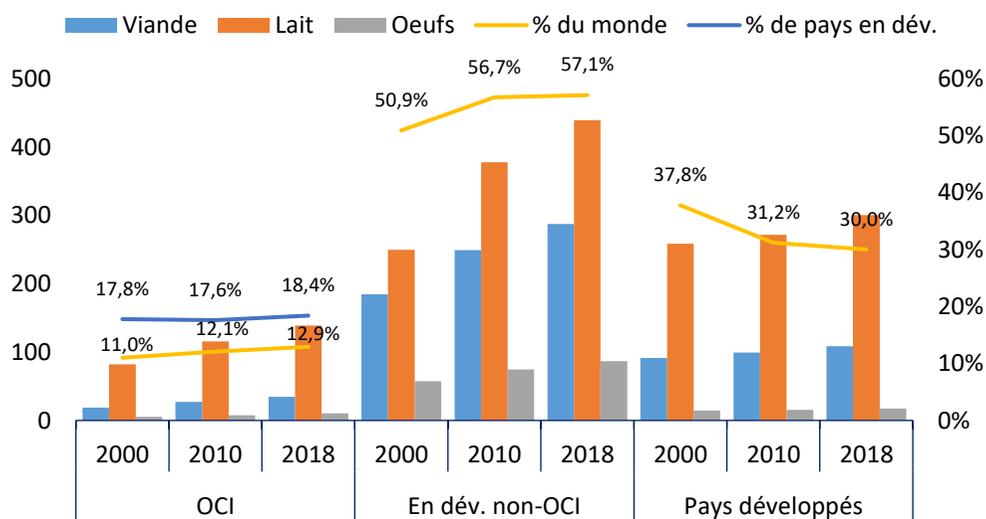
2.3. Élevage et pêche

Élevage

La croissance rapide et l'innovation technologique ont entraîné de profonds changements structurels dans le secteur de l'élevage, notamment le passage de petites exploitations mixtes à de grands systèmes de production industrielle spécialisés, un déplacement de la demande et de l'offre vers les pays en développement et une importance croissante accordée à l'approvisionnement et à la commercialisation au niveau mondial. Ces changements ont des implications sur la capacité du secteur de l'élevage à développer la production de manière durable, de manière à promouvoir la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la santé publique.

Entre 2000 et 2018, les pays de l'OCI en tant que groupe ont augmenté leur production de viande, de lait et d'œufs de 85,4% (de 18,7 à 34,6 millions de tonnes), 68,9% (de 82,2 à 138,8 millions de tonnes) et 97,8% (de 5,2 à 10,3 millions de tonnes), respectivement (graphique 2.7).

Graphique 2.7: Production de produits animaux (millions de tonnes)



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne de FAOSTAT

En conséquence, leur part dans la production globale de produits animaux dans le monde s'est également améliorée. En 2018, les pays de l'OCI représentaient 12,9 % de la production mondiale totale de produits animaux, enregistrant une augmentation depuis sa valeur de 11,0 % en 2000. En ce qui concerne les moteurs de la croissance de la production, le rapport actuel conclut que les facteurs liés à l'offre ont permis l'expansion de la production animale. Les intrants bon marché, l'évolution technologique et les gains



d'efficacité à l'échelle au cours des dernières décennies ont entraîné une baisse des prix des produits animaux.

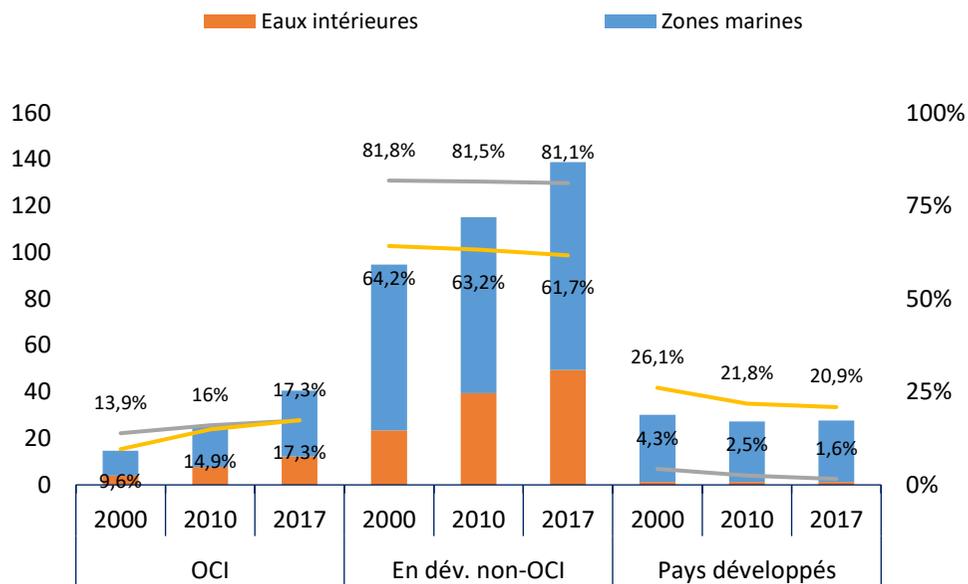
Pêche

La pêche et l'aquaculture continuent à apporter une contribution essentielle au bien-être et à la prospérité du monde. Ils constituent une source importante d'aliments nutritifs et de protéines animales pour une grande partie de la population mondiale. Les données du département des pêches et de l'aquaculture de la FAO révèlent que les pêches de capture et l'aquaculture fournissaient au monde environ 207 millions de tonnes de poissons en 2017. Grâce à la croissance soutenue de la production de poissons et à l'amélioration des circuits de distribution, la production halieutique mondiale a connu une croissance significative au cours de la dernière décennie, avec un taux de croissance annuel composé de 2,2 % pendant la période 2000-2017.

Le graphique 2.8 illustre le volume total d'espèces aquatiques capturées par différents groupes de pays selon la zone de pêche (c'est-à-dire dans les eaux intérieures ou marine). Dans ce contexte, on observe que la production de la pêche dans les eaux intérieures a augmenté globalement de 28,8 à 62,8 millions de tonnes entre 2000 et 2017, alors que la production marine est restée relativement stable (soit 144,2 millions de tonnes en 2017 contre 110,9 en 2000) (graphique 2.8). En conséquence, la part de la production intérieure a connu des améliorations significatives par rapport à la production marine au cours de la période examinée. Comme le montre également le graphique, les pays de l'OCI ont amélioré leur part dans la production mondiale de la pêche dans les eaux intérieures, passant de 13,9 % en 2000 à 17,3% en 2017. Cependant, une amélioration significative est visible dans le cas de la production marine, où les pays de l'OCI ont augmenté leur part globale dans la production mondiale de la pêche marine de 9,6 % à 17,3% au cours de la même période. En 2017, les pays membres de l'OCI ont enregistré une production de poisson de 12,2 et 28,3 millions de tonnes provenant respectivement des zones de pêche intérieures et marines. Les pays en développement non membres de l'OCI ont continué à produire la majeure partie de la production intérieure et marine internationale, avec des parts respectives de 81,1% et 61,7% en 2017.



Graphique 2.8: Production de la pêche par zone de pêche (en millions de tonnes)



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne de FAOSTAT





CHAPITRE TROIS

3. Commerce agricole



Le commerce international favorise la croissance économique et déclenche le développement en créant des gains de prospérité pour les partenaires commerciaux. Les pays membres de l'OCI sont situés sur quatre continents et les niveaux de développement agricole varient considérablement d'un membre à l'autre. Certains pays de l'OCI sont exportateurs nets de divers produits, tandis que d'autres font partie des pays importateurs nets d'un groupe de produits agricoles. Dans ce contexte, les politiques commerciales agricoles jouent un rôle crucial, pour assurer la sécurité alimentaire et l'approvisionnement durable en produits de base essentiels. Pourtant, un petit nombre de pays de l'OCI sont confrontés à de graves difficultés qui les empêchent de tirer pleinement parti des avantages du commerce international, notamment en ce qui concerne les produits agricoles. Bien que la nature, l'ampleur et la portée des défis liés au commerce agricole varient d'un pays de l'OCI à l'autre, il existe certaines similitudes et modèles communs. Dans ce contexte, l'objectif de cette section est d'identifier les tendances communes à la lumière des statistiques récentes et de comprendre les principaux défis du commerce agricole. Cela permettrait aux décideurs politiques d'élaborer des politiques fondées sur des preuves afin de renforcer le commerce des produits agricoles entre les pays de l'OCI et au-delà, ainsi que d'améliorer le bien-être de millions de travailleurs, en particulier ceux qui travaillent dans le secteur agricole, et de leurs familles.

3.1. Tendances des exportations et des importations

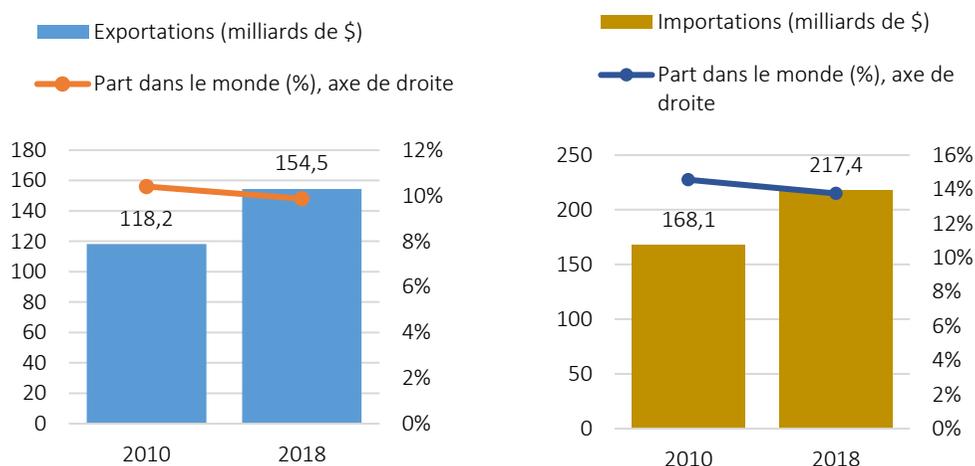
Environ 910 millions de personnes dans les pays de l'OCI, représentant une part de 49,5 % de la population totale, vivaient dans des zones rurales en 2018. Elle implique que près de la moitié de la population vivant dans les pays de l'OCI a des liens avec la production agricole et les réseaux commerciaux étant donné les liens importants en amont et en aval du secteur agricole (FIDA, 2016). Dans ce contexte, le commerce agricole pourrait jouer un rôle important dans l'amélioration des moyens de subsistance d'un nombre important de personnes, notamment en leur permettant d'accéder à des produits alimentaires en plus grandes quantités et de meilleure qualité, de réduire le coût de production des produits agricoles, de générer des revenus plus élevés et de promouvoir la spécialisation et la compétitivité.

Le graphique 3.1 montre les tendances des exportations et des importations agricoles dans les pays de l'OCI. La valeur des exportations agricoles est passée de 118,2 milliards de \$ en 2010 à 154,5 milliards en 2018. Au cours de la même période, la part du groupe de l'OCI dans le total des exportations agricoles mondiales a légèrement régressé, passant de 10,4 % à 9,9 %. De même, la valeur des importations agricoles des pays de l'OCI est passée de 168,1 milliards de \$ en 2010 à 217,4 milliards de \$ en 2018.



Néanmoins, la part du groupe de l'OCI dans les importations agricoles totales mondiales est passée de 14,6 % à 13,8 % au cours de la même période.

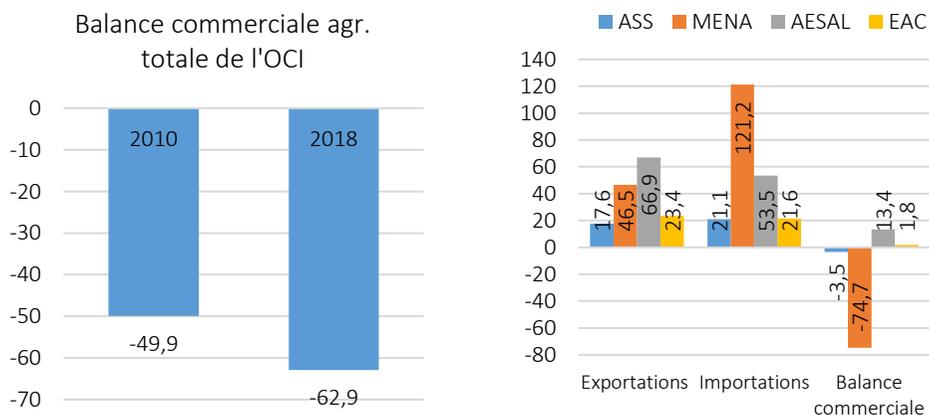
Graphique 3.1: Exportations et importations agricoles totales dans les pays de l'OCI



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne de la CNUCED-STAT.

Les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont généré des déficits commerciaux pour les produits agricoles en 2010 et 2018 car la valeur des importations a dépassé la valeur des exportations. En d'autres termes, les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont continué à rester un importateur net dans le commerce agricole. La valeur du déficit commercial agricole total de l'OCI est passée de 49,9 milliards de \$ en 2010 à 62,9 milliards de \$ en 2018 (graphique 3.2).

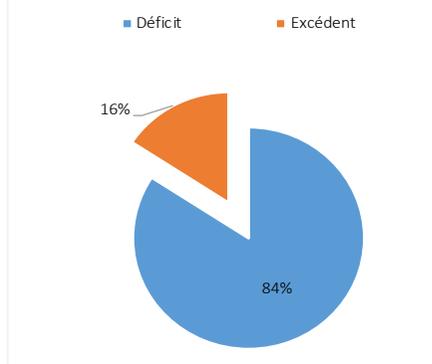
Graphique 3.2: Performance du commerce agricole dans les pays et sous-régions de l'OCI (2018, milliards de dollars)



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne de la CNUCED-STAT.

Néanmoins, les performances des sous-régions de l'OCI montrent des variations. En 2018, les sous-régions de l'ASS et du MENA de l'OCI ont toutes les deux enregistré des déficits commerciaux nets de 3,5 milliards de \$ et de 74,7 milliards de \$ pour les produits agricoles, respectivement. Parallèlement, les sous-régions de l'EASAL et de l'EAC ont généré des excédents commerciaux agricoles de 13,4 milliards de dollars US et de 1,8 milliard de dollars US respectivement en 2018. Au niveau des pays individuels, 48 pays de l'OCI, représentant 84% de tous les pays membres, étaient des importateurs nets. En outre, neuf pays de l'OCI, représentant 16 % de l'ensemble des pays membres, étaient exportateurs nets dans le domaine du commerce agricole en 2018 (graphique 3.3).

Graphique 3.3: Balance commerciale agricole dans les pays de l'OCI, 2018



Les données révèlent que les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont été en mesure d'accroître leurs capacités de commerce international des produits agricoles au fil du temps. Cela peut être attribué à une forte diversification des produits, à la réduction des barrières commerciales, à une concurrence accrue et à des gains de productivité. Néanmoins, tous les pays de l'OCI n'ont pas atteint une performance similaire. Il existe des pays et des sous-régions de l'OCI qui sont des importateurs nets ou qui génèrent des déficits commerciaux pour les produits agricoles. Les pays de l'OCI présentant des déficits commerciaux sont principalement concentrés dans les sous-régions de l'ASS et du MENA. Les disparités existantes entre les pays et les sous-régions de l'OCI en termes de commerce international des produits agricoles pourraient être considérées comme une fenêtre d'opportunité pour renforcer le commerce agricole intra-OCI. L'établissement d'une correspondance entre les pays et les sous-régions de l'OCI présentant une offre excédentaire (c'est-à-dire un exportateur net) et ceux présentant une demande excédentaire (c'est-à-dire un importateur net) pour divers produits agricoles contribuerait à approfondir la coopération intra-OCI et à générer davantage de ressources pour le développement socio-économique des pays de l'OCI.

Au niveau régional et national, les performances commerciales varient considérablement compte tenu d'un certain nombre de facteurs. Par exemple, certains pays de l'OCI ont accordé une plus grande priorité à l'intégration commerciale régionale et à la levée des barrières commerciales agricoles, tandis que certains d'entre eux ont mis en œuvre des stratégies de diversification des produits pour améliorer le volume de leurs échanges agricoles. Pourtant, les pays de l'OCI, en tant que groupe, doivent encore faire plus pour



obtenir une part plus importante dans le commerce mondial des produits agricoles à mesure que la concurrence mondiale s'intensifie (COMCEC, 2018 ; OCDE, 2015).

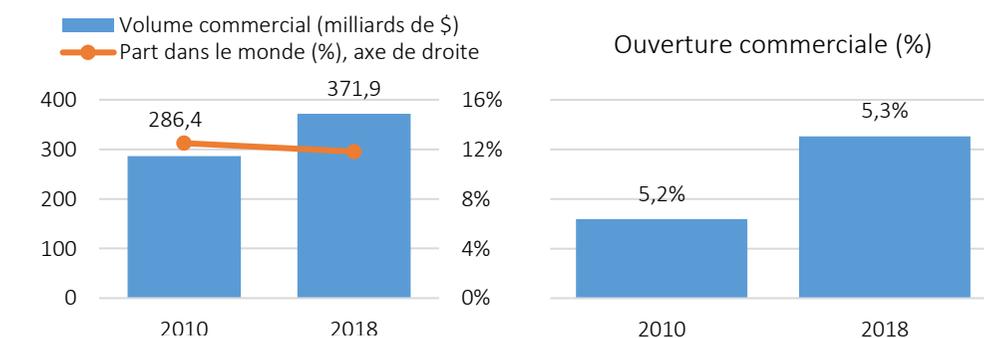
Les pays de l'OCI sont riches en termes de développement et de mise en œuvre de politiques et de programmes commerciaux agricoles nationaux efficaces. Dans ce contexte, le COMCEC (2019) présente une analyse approfondie de ces pratiques mises en œuvre par le Maroc, la Turquie, la Gambie et le Tchad qui pourrait donner des idées sur la disponibilité de toute une série de politiques dans les pays de l'OCI sur la façon d'accroître le commerce international des produits agricoles. À cette fin, le renforcement de la coopération intra-OCI dans ce domaine important pourrait permettre de tirer des enseignements des expériences des uns et des autres.

3.2. Importance économique

Il est essentiel de comprendre l'importance économique réelle d'un secteur pour déterminer les bonnes politiques et identifier les domaines prioritaires. Dans de nombreux pays en développement, dont plusieurs pays de l'OCI, l'importance économique du secteur agricole est très élevée en termes d'emploi, de contribution au PIB et de commerce international.

En termes de contribution économique au PIB, le secteur agricole revêt une importance particulière pour de nombreux pays en développement et économies de l'OCI (voir le chapitre 2 pour plus de détails). En termes de commerce international, le volume total des échanges agricoles des pays de l'OCI a augmenté de 30% sur la période 2010-2018 et a atteint 371,9 milliards de \$ en 2018. Avec cette performance, le groupe OCI représente une part de 11,8% du marché mondial du commerce agricole en 2018. L'ouverture du commerce agricole des pays de l'OCI, qui reflète la part relative du commerce agricole total dans le PIB, est également passée de 5,2 % en 2010 à 5,3 % en 2018, reflétant une intégration légèrement meilleure avec les marchés mondiaux du commerce agricole (graphique 3.4).

Graphique 3.4: Volume total du commerce agricole et ouverture dans les pays de l'OCI



Source: Base de données en ligne de la CNUCED-STAT

Au niveau de chaque pays, l'ouverture du commerce agricole était supérieure à 20% dans quatre pays de l'OCI, à savoir la Somalie (48%), la Guinée-Bissau (32,1%), le Bénin (24,5%) et la Côte d'Ivoire (21,2%) en 2018. Dans 16 pays de l'OCI, l'ouverture du commerce agricole est restée inférieure à la moyenne de 5,3 % de l'OCI au cours de la même année. En d'autres termes, l'importance relative du commerce agricole dans les économies des pays de l'OCI varie considérablement et est influencée par des facteurs tels que la population totale, la situation géographique, la zone climatique, l'infrastructure du commerce agricole et la disponibilité des ressources minérales pour l'exportation (par exemple, le gaz, le pétrole).

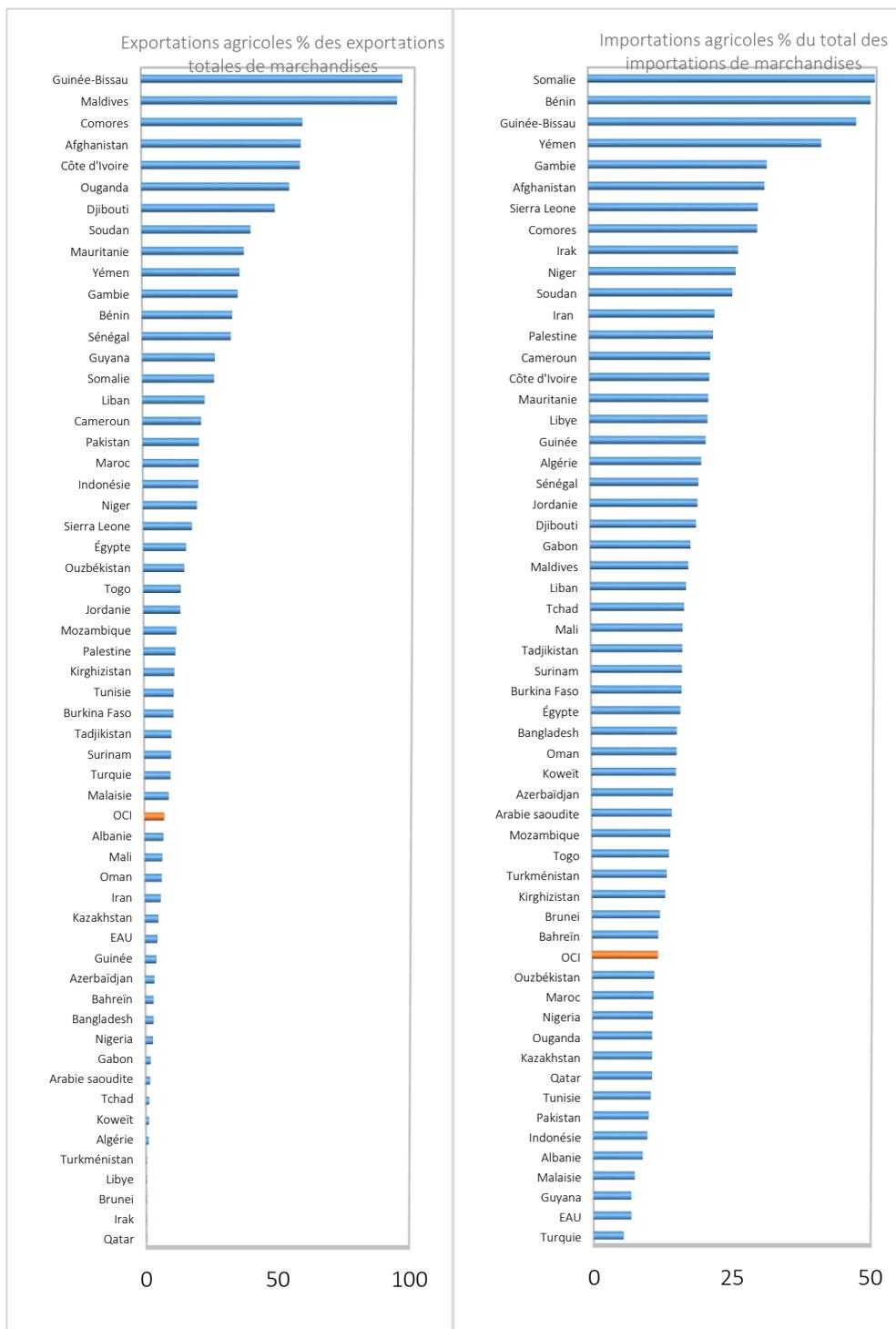
Dans un bon nombre de pays de l'OCI, le commerce international des produits agricoles joue un rôle clé dans leurs économies, tant en termes d'exportations que d'importations. À cet égard, le graphique 3.5 montre le rôle du commerce agricole dans les économies de l'OCI en examinant les parts relatives des exportations et des importations agricoles dans le commerce total de marchandises en 2018. La part des exportations agricoles dans les exportations totales de marchandises a dépassé le seuil de 50% en Ouganda (54,1%), en Côte d'Ivoire (58%), en Afghanistan (58,3%), aux Comores (58,9%), aux Maldives (93,5%) et en Guinée-Bissau (95,4%). Dans 17 pays de l'OCI, les exportations agricoles ont contribué à moins de 5 % des exportations totales de marchandises. Dans le même ordre d'idées, la performance des pays de l'OCI en matière d'importations agricoles est diverse lorsqu'elle est mesurée par rapport aux importations totales de marchandises. D'une part, dans six pays de l'OCI (Somalie, Bénin, Guinée-Bissau, Yémen, Gambie et Afghanistan), la part des importations agricoles dans le total des importations de marchandises s'est avérée supérieure à 30 %. D'autre part, dans 14 pays de l'OCI, cette part est restée en dessous de la moyenne du groupe de l'OCI (11,7%) la même année.

Dans l'ensemble, les pays de l'OCI, en tant que groupe, se sont efforcés ces dernières années d'améliorer leurs capacités de commerce international dans le secteur agricole. En termes de contribution économique, le secteur est une source importante de création d'emplois et de valeur ajoutée dans de nombreux pays de l'OCI (COMCEC, 2018). Dans ce contexte, des politiques efficaces et saines visant à éliminer davantage les barrières commerciales existantes et à améliorer l'intégration régionale dans l'agriculture aideraient les pays de l'OCI à obtenir une part élevée dans le marché commercial mondial des produits agricoles.

L'analyse révèle en outre que dans certains pays de l'OCI particulièrement situés en Afrique et en Asie, les exportations et les importations agricoles jouent un rôle vital dans leurs relations commerciales et leurs économies internationales en tant que moteur de croissance et source de recettes en devises étrangères.



Graphique 3.5: Rôle du commerce agricole dans l'économie (2018)



Source: Stat de la CNUCED et de la FAO



Néanmoins, une très forte dépendance vis-à-vis des exportations et des importations agricoles affaiblit la résistance des pays aux chocs extérieurs. Par exemple, un choc dans le commerce mondial, comme celui qui s'est produit en raison de la pandémie de COVID-19, peut entraîner des pertes importantes de recettes en devises. De même, une forte dépendance à l'égard des importations de produits agricoles peut accroître le risque d'insécurité alimentaire en cas de choc ou de crise dans l'économie mondiale. À cet égard, les pays de l'OCI fortement dépendants des exportations et importations agricoles doivent déployer plus d'efforts pour diversifier leurs produits d'exportation et investir dans la production locale de produits agricoles et alimentaires en utilisant de nouvelles techniques (par exemple, l'irrigation, la mécanisation), surtout pour améliorer leur résilience.

3.3. Composition des produits

Une étude de la composition des produits dans le commerce agricole des pays de l'OCI pourrait fournir des informations supplémentaires. Dans ce contexte, le tableau 2 présente des informations commerciales détaillées sur une sélection de sept groupes de produits dans le commerce agricole en 2018. En détail, dans quatre des sept principaux produits de base, la valeur des importations a dépassé la valeur des exportations, ce qui ainsi implique un déficit commercial. Le déficit le plus élevé parmi les sept principaux groupes de produits a été observé dans le groupe des "céréales et préparations à base de céréales", évalué à 36,2 milliards de \$. Dans les groupes de produits "légumes et fruits", "café, thé, cacao, épices" et "poissons, crustacés, mollusques et leurs préparations", la valeur des exportations a été enregistrée à un niveau supérieur à la valeur des importations, ce qui reflète l'existence d'un avantage comparatif dans les pays de l'OCI. En d'autres termes, dans ces groupes de produits, les pays de l'OCI, en tant que groupe, offraient des prix compétitifs au niveau international qui leur permettaient par la suite de recourir largement à l'exportation vers le reste du monde. La valeur des excédents commerciaux dans ces trois groupes de produits se situe entre 1,8 et 6,1 milliards de \$.

Dans quatre groupes de produits, à savoir "céréales et préparations à base de céréales", "légumes et fruits", "café, thé, cacao, épices" et "poissons, crustacés, mollusques et leurs préparations", les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont pu générer des recettes d'exportation totalisant 74,2 milliards de dollars en 2018. La valeur la plus faible des exportations (2,7 milliards de \$) a été enregistrée dans le groupe de "viande et préparations de viande" parmi les sept groupes énumérés dans le tableau 2.

En 2018, la valeur totale des importations pour les sept principaux groupes de produits a dépassé 141 milliards de \$. Parmi tous les groupes de produits, la valeur d'importation la plus faible a été enregistrée dans le groupe "poissons, crustacés, mollusques et leurs



préparations" au cours de la même année. Les pays de l'OCI ont importé une quantité importante de "céréales et préparations de céréales", évaluée à 49,7 milliards de \$ en 2018, ce qui en fait le premier grand groupe de produits en termes de valeur des importations.

Les parts relatives des principaux groupes de produits agricoles pourraient fournir des indications supplémentaires sur leur importance relative. Dans ce contexte, le groupe de produits "légumes et fruits" représentait la part la plus élevée (35,5%) de la valeur totale des exportations agricoles de l'OCI de sept grands produits agricoles, suivi du groupe "café, thé, cacao, épices" avec une part de 18% (tableau 2). En termes d'importations, les "céréales et préparations de céréales" ont obtenu une part de 35,3% dans la valeur totale des importations agricoles de l'OCI de sept produits agricoles majeurs et ont été suivies par le groupe de produits "légumes et fruits" (19,5%).

Tableau 2: Commerce agricole de certains produits majeurs dans les pays de l'OCI, 2018

Matières premières	Exportations (en milliards de \$)	Importations (en milliards de \$)	Balance commerciale (en milliards de \$)	Part en % des exportations agricoles totales des sept principaux produits agricoles de l'OCI	Part en % des importations agricoles totales des sept principaux produits agricoles de l'OCI
Céréales et les préparations à base de céréales	13.5	49.7	-36.2	15,5%	35,3%
Café, thé, cacao, épices	15.7	13.9	1.8	18,0%	9,8%
Produits laitiers et œufs de volailles	6.4	15.7	-9.3	7,3%	11,2%
Poissons, crustacés, mollusques et leurs préparations	13.9	7.8	6.1	15,9%	5,5%
Viande et préparations à base de viande	2.7	13.3	-10.6	3,1%	9,4%
Sucre, préparations à base de sucre et le miel	4.1	13.1	-9.0	4,7%	9,3%
Légumes et fruits	31.1	27.5	3.5	35,5%	19,5%

Source: Analyse du personnel du SESRIC basée sur la base de données en ligne de la CNUCED-STAT

Dans l'ensemble, les pays de l'OCI sont divers en termes de climat, de géographie et de production de produits agricoles. En conséquence, plusieurs d'entre eux exportent et importent des produits agricoles à destination et en provenance de partout dans le monde jusqu'à ce qu'ils atteignent un équilibre en termes d'offre et de demande agrégées. Les changements en cours dans la structure du commerce mondial des produits agricoles de base constituent une fenêtre d'opportunité pour de nombreux pays en développement, dont plusieurs pays de l'OCI, qui leur permettrait de faire partie des chaînes de valeur mondiales (OCDE, 2015).

Néanmoins, les mesures de politique commerciale en vigueur, à savoir les droits de douane, les mesures non tarifaires et les accords commerciaux, pourraient fausser le niveau d'équilibre optimal en termes de commerce agricole (COMCEC, 2019). Il est également important de souligner que la performance du commerce agricole des pays de l'OCI est également affectée par les prix mondiaux des produits agricoles. De nombreux pays de l'OCI ont une influence limitée sur le niveau des prix mondiaux des produits agricoles, notamment en raison de capacités de production limitées, de marchés désorganisés, de l'absence de plateformes d'échange de marchandises organisées, de problèmes de connectivité et d'une concurrence imparfaite. Dans ce contexte, les pays de l'OCI doivent s'efforcer d'accroître leur compétitivité en investissant dans des techniques de production telles que l'utilisation d'engrais et la mécanisation agricole. Parallèlement, ils doivent supprimer les restrictions et les obstacles qui faussent les échanges agricoles, tels que les taux tarifaires élevés et les procédures douanières complexes et longues. De cette façon, les pays de l'OCI pourraient atteindre leur plein potentiel dans la production et le commerce des principaux produits agricoles et obtenir une part croissante du marché mondial.

3.4. Commerce agricole intra-OCI

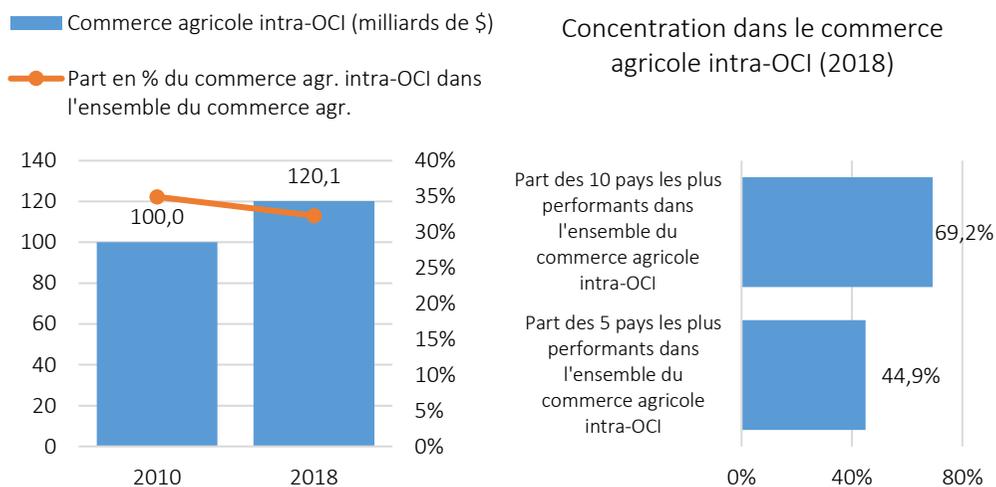
Aucun pays ne peut produire tous les types de produits agricoles pour répondre à ses propres besoins. Il est également presque impossible pour un pays de consommer tous les produits agricoles produits sur le marché intérieur. Par conséquent, les pays échangent leurs produits agricoles au niveau international. La diversité des pays de l'OCI en termes de production du climat, de la géographie et des principaux produits agricoles présente une grande fenêtre d'opportunité pour renforcer le commerce intra-OCI (SESRIC, 2016). En fait, la tendance positive observée dans la valeur du commerce agricole intra-OCI soutient cet argument. Le commerce agricole intra-OCI a augmenté d'environ 20 % au cours de la période 2010-2018 et a dépassé 120,1 milliards de \$ en 2018 (graphique 3.6, à droite). Néanmoins, la valeur totale du commerce agricole dans les pays de l'OCI a augmenté plus que la valeur du volume du commerce agricole intra-OCI. En conséquence, la part du commerce agricole intra-OCI dans l'ensemble du



commerce agricole a connu une légère baisse, passant de 34,9 % en 2010 à 32,3 % en 2018. En d'autres termes, environ un tiers du commerce agricole des pays de l'OCI a eu lieu entre les pays membres de l'OCI. Les deux tiers restants du commerce agricole sont réalisés avec le reste du monde.

Les pays de l'OCI ne bénéficient pas tous largement du commerce agricole intra-OCI, car ces activités commerciales sont fortement concentrées dans quelques pays de l'OCI (graphique 3.6, à gauche). La valeur totale du commerce agricole intra-OCI enregistrée par les cinq premiers pays performants de l'OCI (EAU, Arabie Saoudite, Indonésie, Malaisie et Turquie) représentait une part de 44,9% de l'ensemble du commerce agricole intra-OCI en 2018. Lorsque cette liste est enrichie pour inclure l'Irak, l'Iran, le Pakistan, Oman et l'Égypte, ces dix premiers pays de l'OCI ont obtenu une part de 69,2 % dans l'ensemble du commerce agricole intra-OCI. En d'autres termes, les 47 autres pays de l'OCI ne pourraient obtenir qu'une part de 30,8 % de l'ensemble du commerce agricole intra-OCI en 2018.

Graphique 3.6: Commerce agricole intra-OCI



Source: Base de données en ligne de la CNUCED-STAT

En bref, ces chiffres mettent en évidence l'existence de nombreuses possibilités inexploitées en termes de commerce agricole intra-OCI. Bien qu'il y ait une tendance positive en termes de valeur du commerce agricole intra-OCI, la prévalence de la concentration de ces activités dans seulement quelques pays de l'OCI limite les bénéfices importants attendus du commerce intra-OCI.

En examinant les chiffres au niveau de chaque pays, il est encore plus évident que de nombreux pays de l'OCI ont des déficits et des excédents commerciaux dans un grand

nombre de produits de base. Par exemple, dans la catégorie "sucre, préparations à base de sucre et miel", six pays de l'OCI ont enregistré un excédent commercial net alors que 50 d'entre eux ont enregistré des déficits commerciaux nets dans ce groupe de produits (tableau 3). Du point de vue de la coopération intra-OCI, six pays de l'OCI pourraient exporter davantage vers 50 pays de l'OCI en utilisant la plateforme de coopération de l'OCI. De même, 31 pays de l'OCI ont enregistré des déficits commerciaux dans le groupe des "fruits et légumes", alors que 25 d'entre eux ont généré un excédent commercial dans le même groupe. Là encore, une bonne concordance entre ces deux groupes de pays pourrait porter le commerce intra-OCI à des niveaux plus élevés.

Tableau 3: Potentiel du commerce intra-OCI pour les principaux produits de base, 2018

Matières premières	Statut des pays de l'OCI (en tant que groupe)	Nombre de pays de l'OCI ayant un déficit commercial	Nombre de pays de l'OCI ayant un excédent commercial
Céréales et les préparations à base de céréales	Importateur net	51	5
Produits laitiers et œufs de volailles	Importateur net	52	4
Viande et préparations à base de viande	Importateur net	50	5
Sucre, préparations à base de sucre et le miel	Importateur net	50	6
Légumes et fruits	Exportateur net	31	25
Café, thé, cacao, épices	Exportateur net	44	12
Poissons, crustacés, mollusques et leurs préparations	Exportateur net	31	25

Source: Analyse du personnel du SESRIC basée sur la base de données en ligne de la CNUCED-STAT





CHAPITRE QUATRE

4. Sécurité alimentaire



A travers le monde, les pays ont tardé à se remettre de la crise alimentaire de 2006-2008. Depuis 2015, les modèles d'insécurité alimentaire restent inchangés, ce qui pose de sérieux défis socio-économiques aux individus et aux décideurs politiques, alors même que l'éradication de la faim a pris une place centrale dans les principaux documents stratégiques internationaux tels que l'Agenda 2030 et les objectifs de développement durable. Plus particulièrement, dans certaines économies à revenu faible ou moyen, comme celles d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud, la faim et la sous-alimentation - deux indicateurs clés d'une grave insécurité alimentaire - sont en hausse. Alors que dans les économies développées, comme celles de l'Europe, la prévalence de l'obésité chez les adultes et les enfants en surpoids est sans précédent. Tout cela est le résultat direct de l'insécurité alimentaire résultant d'une combinaison de facteurs incluant, mais sans s'y limiter, des conditions économiques difficiles, la faiblesse des prix des matières premières, le manque d'infrastructures adéquates, la pauvreté, les conflits et les conditions climatiques défavorables, qui prolongent ou aggravent l'insécurité alimentaire chronique et transitoire dans le monde. Cette situation est particulièrement préoccupante pour les pays membres de l'OCI car la plus part de ces pays sont actuellement confrontés à un ou plusieurs de ces facteurs aggravants.

Compte tenu de ces défis, le programme d'action de l'OCI pour 2025 réalise que "sans une alimentation suffisante et adéquate, il n'est pas possible pour les pays membres de l'OCI de gravir l'échelle du développement" (Pilier 8 du programme d'action de l'OCI pour 2025, p. 10). Par conséquent, pour que les pays membres de l'OCI atteignent la sécurité alimentaire, il est primordial de "consolider les structures de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (OISA) afin d'atteindre ses objectifs de coordination des opérations de sécurité alimentaire intra-OCI" (objectif 2.8.6. du programme d'action de l'OCI pour 2025, p. 22).

La sécurité alimentaire est atteinte "aux niveaux individuel, familial, national, régional et mondial, dès lors que tous les individus, à tout moment, ont un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive qui répond à leurs besoins et préférences alimentaires pour un mode de vie sain et actif" (FAO, 1996). Selon cette large définition, la sécurité alimentaire comporte quatre dimensions stratégiques : Disponibilité, accès, stabilité et utilisation. Ce chapitre met en évidence l'état de la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI en référence à ces quatre dimensions stratégiques.

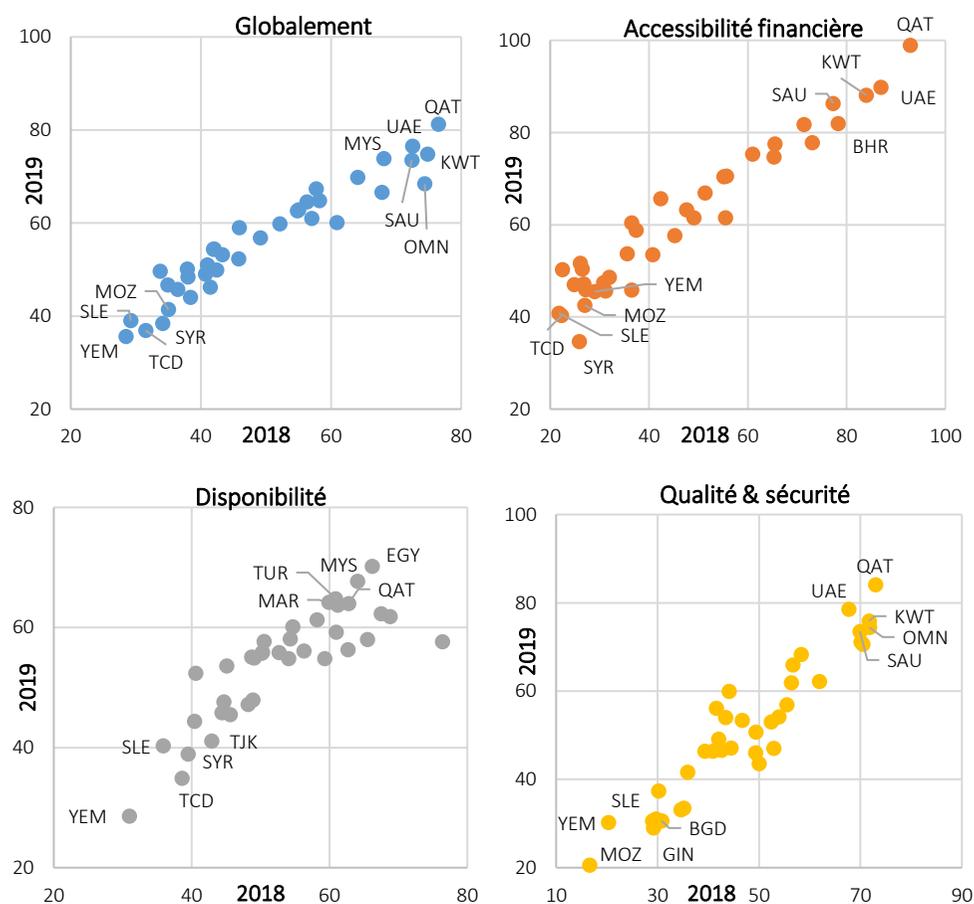
4.1. Vue d'ensemble

L'indice mondial de la sécurité alimentaire (GFSI) (EIU, 2019) évalue "la sécurité alimentaire des pays à travers le monde" en examinant les questions fondamentales de disponibilité, d'accessibilité économique, de qualité et de sécurité à l'aide d'un ensemble



de 34 indicateurs, en notant les pays de zéro à 100, où 100 = le meilleur. Selon le GFSI 2018 vs. 2019, la performance des pays membres de l'OCI est très variable en fonction de leur situation géographique, de leur niveau de revenu et du climat politique actuel (stabilité/conflit). D'une part, les pays membres à revenu élevé tels que le Qatar, le Koweït, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite comptent parmi les pays où la sécurité alimentaire est la plus élevée au monde (graphique 4.1). La mise à niveau des infrastructures essentielles liées à l'alimentation a été essentielle pour améliorer la sécurité alimentaire de certains de ces pays membres. Par exemple, dans les années passées, le Qatar a amélioré les infrastructures portuaires et ferroviaires, tandis qu'au Koweït, le gouvernement a investi dans de nouveaux silos à grains et a augmenté le stockage des récoltes dans un grand port (EIU, 2019).

Graphique 4.1: Indice de sécurité alimentaire mondiale (GFSI) Scores des pays de l'OCI, 2018 vs. 2019

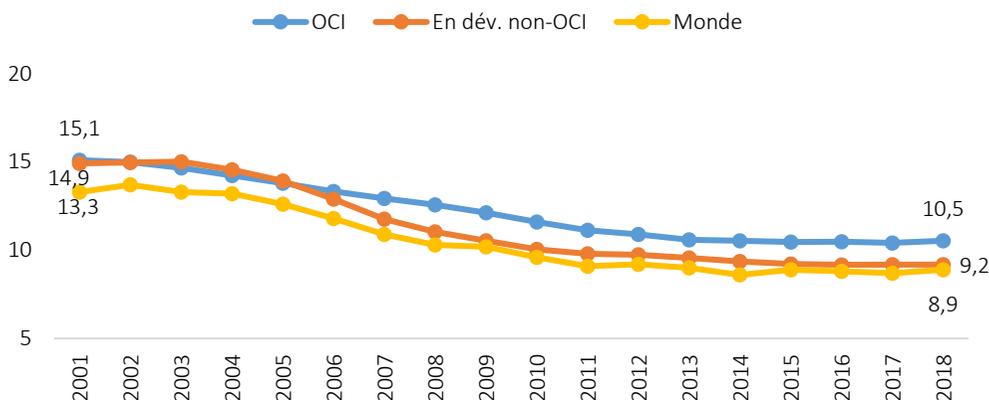


Source: Indice de la sécurité alimentaire mondiale par The Economist's Intelligence Unit, mise à jour 2019

D'autre part, certains des pays membres les plus touchés par l'insécurité alimentaire sont aussi ceux qui connaissent de violents conflits, comme le Yémen et la Syrie. L'instabilité politique, combinée aux conflits, à la famine et à la récession économique, a entraîné une diminution de la sécurité alimentaire dans ces pays, ce qui a conduit à des pénuries d'approvisionnement et de production alimentaires et à une dépendance accrue sur l'aide alimentaire (EIU, 2019). De même, dans plusieurs pays membres d'Afrique subsaharienne (ASS) - tels que l'Ouganda, la Sierra Leone et le Tchad - la production alimentaire a été volatile ces dernières années, principalement en raison des chocs imprévisibles résultant du changement climatique, tels que la famine, les parasites et les maladies des cultures.

Selon les dernières estimations de la FAO (graphique 4.2), environ 678,1 millions de personnes (8,9 % de la population mondiale) dans le monde étaient sous-alimentées en 2018 - ce qui signifie que leur consommation alimentaire habituelle était insuffisante pour fournir les niveaux d'énergie alimentaire nécessaires à une vie saine. La majorité de ces personnes sous-alimentées résident dans les régions en développement d'Asie (381,1 millions), d'Afrique subsaharienne (234,7 millions) et d'Amérique latine et des Caraïbes (47,7 millions).

Graphique 4.2: Prévalence de la sous-alimentation (% de la population totale), 2001-2018



Source: Calcul du personnel du SESRIC basé sur la base de données des indicateurs ODD de l'ONU

Note: (OCI: N = 42; En dév. Non-OCI N = 77; Monde: N = 154)

Les pays de l'OCI, qui constituent une part importante des pays en développement, ne font pas exception à la règle. En 2018, il y avait 175,98 millions de personnes sous-alimentées dans les pays de l'OCI, ce qui correspond à 25,9 % du total des personnes sous-alimentées dans le monde et à 10,5 % de la population totale des pays membres de

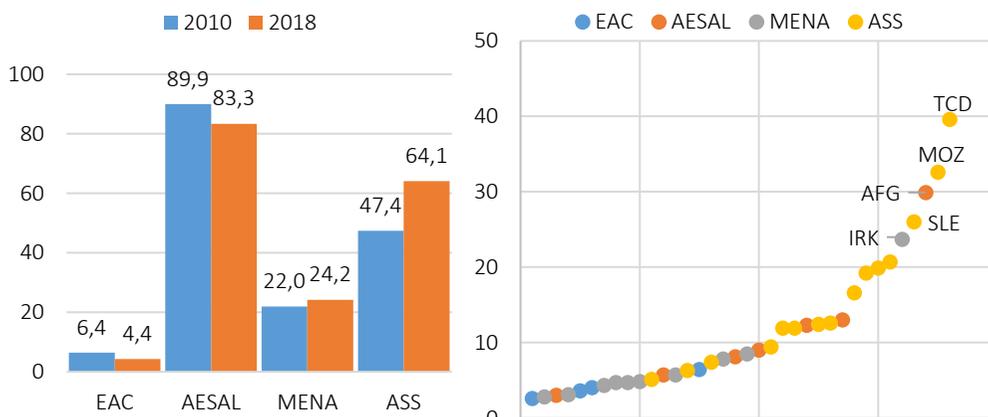


l'OCI. La majorité de ces personnes sous-alimentées (83,7%) vivaient dans les régions de l'EASAL (47,3%) et l'ASS (36,4%) (graphique 4.3, à gauche).

Des tendances similaires peuvent également être observées au niveau de chaque pays. Par exemple, le plus grand nombre de personnes sous-alimentées dans les pays membres de l'OCI a été enregistré au Pakistan (26,1 millions), au Nigeria (24,6 millions), en Indonésie (24 millions), au Bangladesh (20,9 millions) et en Afghanistan (11,1 millions). Ensemble, ces cinq pays membres abritent 106,7 millions de personnes sur un total de 175,98 millions de personnes sous-alimentées dans la région de l'OCI.

En termes de prévalence de la sous-alimentation, les cas les plus élevés ont été observés au Tchad (39,6%), au Mozambique (32,6%), en Afghanistan (29,9%), en Sierra Leone (26%) et en Irak (23,7%). D'autre part, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Turquie, le Koweït, la Tunisie et le Brunei ont enregistré une prévalence de sous-alimentation inférieure à 2,5 % en 2018. La prévalence de la sous-alimentation est également restée inférieure à 5% en Algérie, en Ouzbékistan, en Malaisie, aux EAU et en Albanie (graphique 4.3, à droite).

Graphique 4.3: Sous-alimentation dans les régions (millions) et les pays de l'OCI (%), 2018



Source: Calcul du personnel du SESRIC basé sur la base de données des indicateurs ODD de l'ONU, mise à jour de mars 2020 Note: Six pays de l'OCI (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turquie, Brunei Darussalam, Koweït et Tunisie) ayant la plus faible prévalence de sous-alimentation en 2018 ne figurent pas dans le graphique car la base de données de la FAO ne fournit pas de valeur exacte pour chaque pays.

Ces statistiques nationales des pays membres d'Asie de l'Est et du Sud montrent que l'absence de croissance économique et de revenus suffisants n'est pas le seul facteur qui peut entraîner la prévalence de la sous-alimentation. Au contraire, des facteurs imprévisibles tels que les conflits qui créent des réfugiés et des personnes déplacées,

l'instabilité politique et la centralisation/décentralisation de la politique et des programmes alimentaires sont également d'une importance vitale pour améliorer ou aggraver la sous-alimentation.

En 2020, la FAO a classé tous les pays membres de l'OCI en Afrique subsaharienne, à l'exception du Gabon, soit comme "pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV)", soit comme "pays en crise nécessitant une aide extérieure", ou les deux (tableau 4). Les pays à faible revenu et à déficit vivrier sont ceux qui sont "pauvres" (leur revenu net par personne est inférieur au niveau utilisé par la Banque mondiale pour déterminer l'éligibilité à l'aide internationale au développement). Ces pays sont également des "importateurs nets de denrées alimentaires", c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas produire suffisamment de nourriture pour répondre à leurs besoins et manquent de devises pour combler le déficit en achetant des denrées alimentaires sur le marché international, ce qui fait que leurs exportations surpassent leurs importations. Outre les pays membres de l'OCI en Afrique subsaharienne, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan sont également des PFRDV.

Tableau 4: Pays à faible revenu et à déficit vivrier et pays en crise ayant besoin d'aide extérieure

Afghanistan	Djibouti	Mozambique	Togo
Bangladesh	Gambie	Niger	Ouganda
Bénin	Guinée	Sénégal	Ouzbékistan
Burkina Faso	Guinée-Bissau	Sierra Leone	Yémen
Cameroun	Kirghizstan	Somalie	Irak
Tchad	Libye	Soudan	Nigeria
Comores	Mali	Syrie	Pakistan
Côte d'Ivoire	Mauritanie	Tadjikistan	Libye

■ PFRDV ■ PFRDV en crise nécessitant une aide extérieure ■ Pays en crise nécessitant une aide extérieure

Source: Compilation du personnel du SESRIC basée sur www.fao.org, Juillet 2020.

Les pays en crise nécessitant une aide extérieure sont ceux qui manquent de ressources pour gérer et répondre aux problèmes résultant et découlant de l'insécurité alimentaire. Les crises dans divers pays membres de l'OCI ont pour conséquence que leur performance est disproportionnée dans certains domaines critiques liés à la sécurité



alimentaire par rapport à d'autres. Par exemple, en Afghanistan, en Irak, au Pakistan et en Ouganda, l'insécurité alimentaire découle de facteurs localisés tels que la présence d'importantes populations de réfugiés et les conflits civils. De même, en Syrie, un manque exceptionnel de production/approvisionnement alimentaire global s'est produit en raison d'un conflit civil. Au Yémen, le manque d'accès à la nourriture est généralisé en raison du conflit, de la pauvreté et des prix élevés des denrées alimentaires et du carburant. Conflits au Nigeria et en Somalie, L'insécurité civile est une autre raison qui provoque une grave insécurité alimentaire localisée au Burkina Faso, au Cameroun, au Tchad, en Libye, au Mali, au Niger, en Somalie et au Soudan. Un déficit de production céréalière en Guinée, au Sénégal et en Ouganda, une disponibilité réduite des pâturages en Mauritanie, les dommages causés par les cyclones et les déficits de production au Mozambique, le manque de pluies à Djibouti et en Somalie, les prix élevés des denrées alimentaires en Sierra Leone et au Soudan, sont quelques-unes des principales causes de déclenchement des crises alimentaires dans ces pays membres. En outre, les pays membres tels que l'Afghanistan, le Bangladesh, Djibouti, la Libye, la Syrie et le Yémen sont classés à la fois comme des pays à faible revenu et à déficit alimentaire et comme des pays en crise nécessitant une aide extérieure - faisant face à une situation de double gravité lorsqu'il s'agit de sécurité alimentaire.

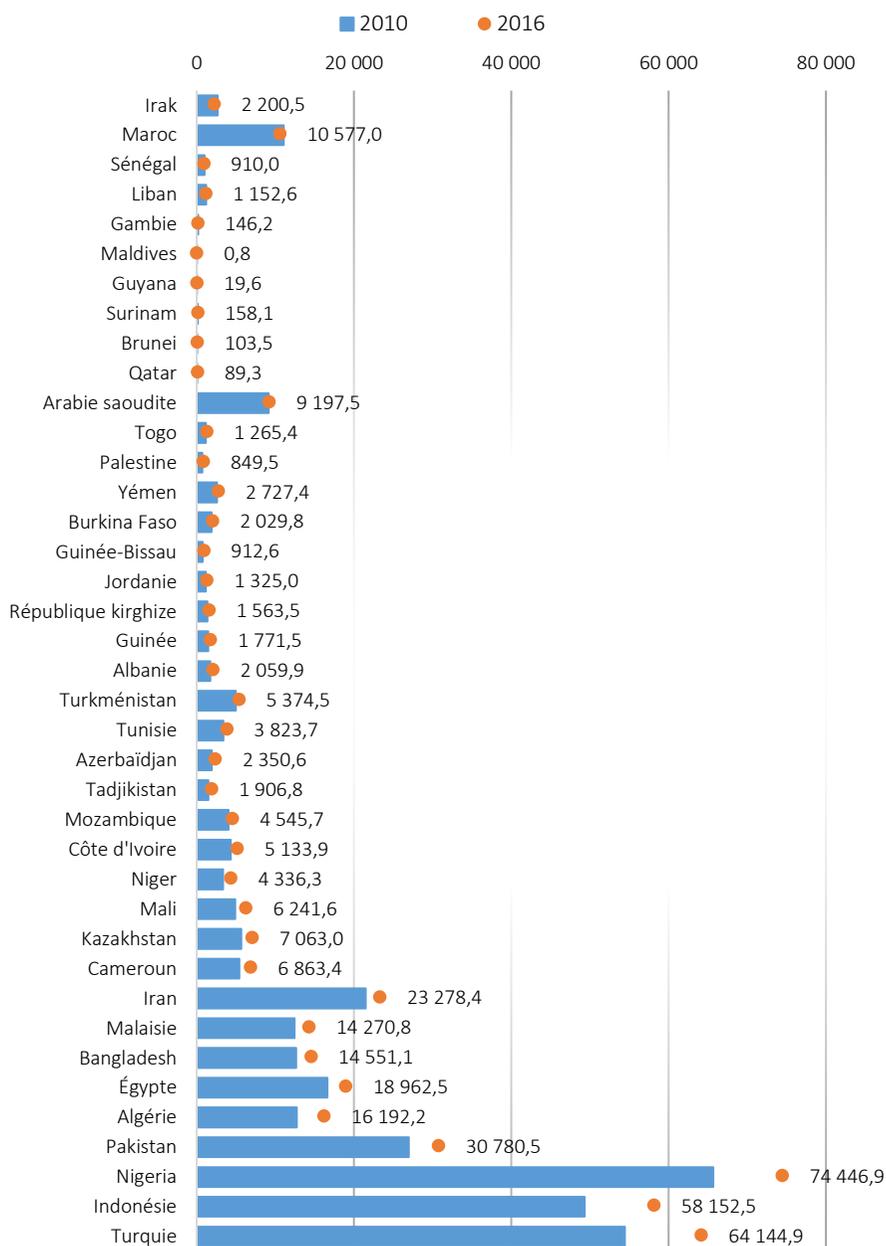
4.2. Disponibilité alimentaire

Du côté de l'offre, la disponibilité alimentaire se réfère à la « disponibilité de quantités suffisantes de nourriture de qualité appropriée, fournie par la production nationale ou les importations (y compris l'aide alimentaire) » (FAO, 2006). En termes de production, la valeur brute de la production alimentaire met en lumière la valeur des aliments produits dans un pays. De 2010 à 2016, 33 pays membres de l'OCI ont augmenté leur production en valeur brute (en termes monétaires) en 2016 ; allant d'une augmentation de 1% en Arabie Saoudite à une augmentation de 88% au Guyana. Dans la même période, 6 pays membres de l'OCI ont connu une baisse de la valeur de la production alimentaire brute allant de -4% au Maroc à -20% en Gambie (graphique 4.4).

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, de nombreux pays de l'OCI exportent et importent massivement des produits agricoles à destination et en provenance du monde entier. À cette fin, le volume total des échanges commerciaux des pays de l'OCI dans le domaine de l'agriculture a augmenté de 30 % au cours de la période 2010-2018 et a atteint 371,9 milliards en 2018. Pourtant, dans le même temps, certains pays membres de l'OCI plus que d'autres, continuent à dépendre fortement des importations de céréales pour satisfaire leurs besoins alimentaires de base, en plus, ils souffrent des faibles niveaux de consommation des principaux produits de l'élevage, à savoir la viande, le lait et les œufs.



Graphique 4.4: Évolution de la valeur de la production brute de denrées alimentaires (%)



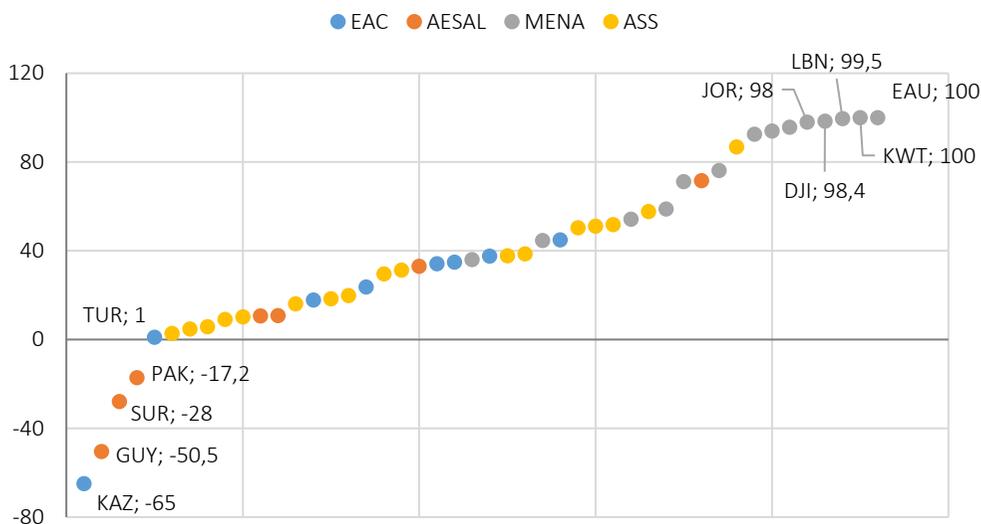
Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur FAOSTAT.

Par exemple, comme le montre le graphique 4.5, les moyennes triennales de 2015 à 2017 montrent que, d'une part, les Émirats arabes unis et le Koweït étaient totalement dépendants des importations de céréales, tandis que le Liban (99,5 %), Djibouti (98,4 %)



et la Jordanie (98 %) étaient également très dépendants des importations de céréales. D'autre part, des pays comme le Kazakhstan (-65%), la Guyane (-50,5%), le Suriname (-28%) et le Pakistan (-17,2%) ont été exportateurs nets de céréales pendant la même période - ce qui signifie que leur approvisionnement intérieur en céréales était suffisant pour répondre aux besoins locaux et exporter vers d'autres pays.

Graphique 4.5: Ratio de dépendance des importations céréalières (%) dans les pays de l'OCI, 2015-2017



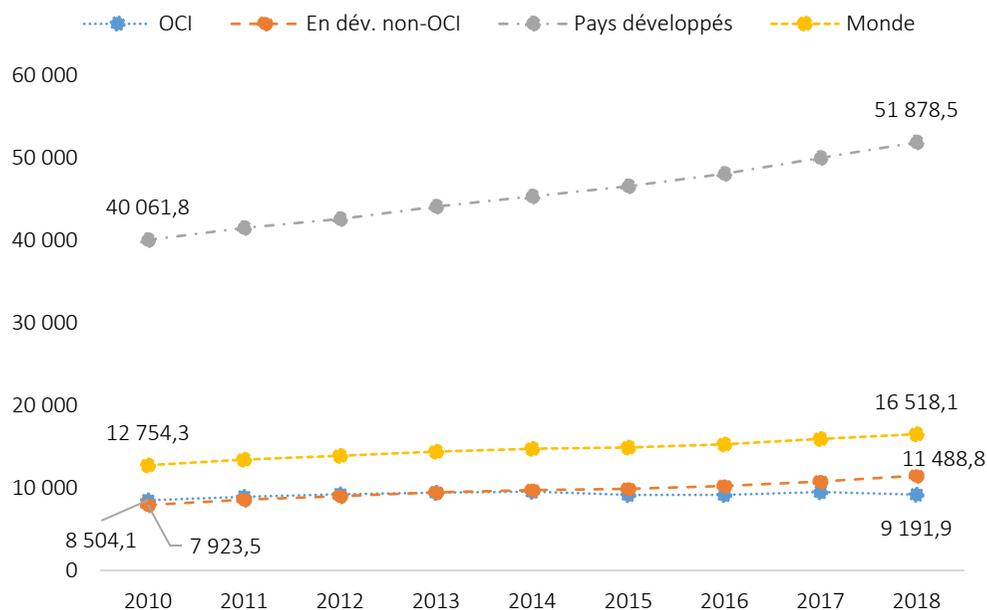
Source: Suite d'indicateurs de la sécurité alimentaire de la FAO, mise à jour de juillet 2020. Note: Les pays dont les valeurs sont plus élevées sont plus dépendants des importations de céréales. Une valeur négative indique que le pays est un exportateur net de céréales.

4.3. Accessibilité et abordabilité des aliments

Et pourtant, même si la valeur brute de la production alimentaire a augmenté dans une majorité de pays membres de l'OCI, l'accès à la nourriture est une tout autre affaire. En effet, un approvisionnement alimentaire adéquat au niveau national et international n'est pas une garantie de sécurité alimentaire pour les ménages (FAO, 2008). Des facteurs tels que le revenu des ménages, les dépenses, les prix des denrées alimentaires et l'accessibilité aux marchés sont tous essentiels pour traduire l'approvisionnement alimentaire en sécurité alimentaire. Dimension essentielle de la sécurité alimentaire: « l'accessibilité alimentaire » désigne « l'accès des individus à des ressources adéquates (droits) pour acquérir des aliments appropriés pour un régime alimentation nutritif » (FAO, 2006). Le pouvoir d'achat des consommateurs est l'un des facteurs les plus visibles et les plus influents sur la sécurité alimentaire des ménages. Le PIB par habitant en parité

de pouvoir d'achat a baissé dans les pays membres de l'OCI de 2017 à 2018 de -318,74\$ (en dollars internationaux courants) (graphique 4.6). Les pays membres de l'OCI ont été le seul groupe à connaître cette baisse entre 2017 et 2018. Dans le monde entier, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat s'est amélioré de 589,9 dollars. Dans les pays en développement non membres de l'OCI, cette valeur a augmenté de 727,9 dollars et dans les pays développés, elle a augmenté de 1863,5 dollars de 2017 à 2018. Cette baisse a été observée après une amélioration constante du pouvoir d'achat dans le monde entier entre 2010 et 2017 (graphique 4.6).

Graphique 4.6: PIB par habitant (PPA, dollars internationaux courants), 2010-2018



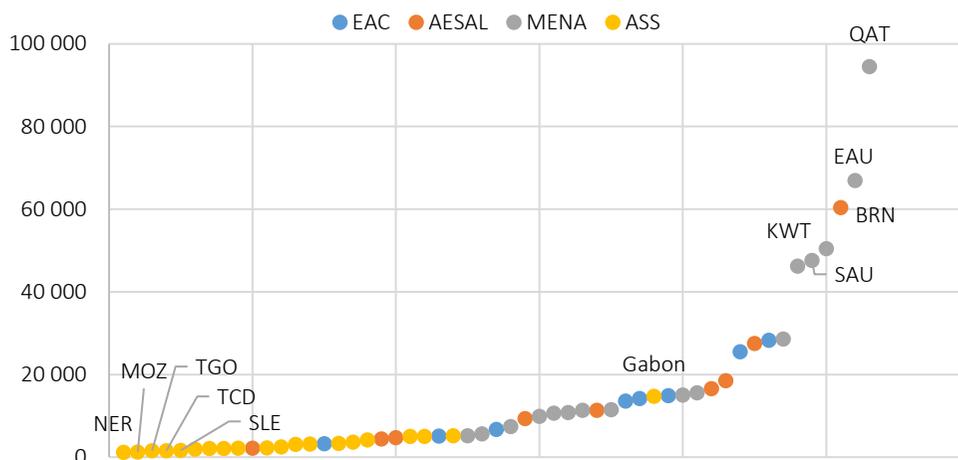
Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC basés sur Indicateurs de développement de la Banque mondiale, mise à jour de 2019.

Une baisse de la parité du pouvoir d'achat fait qu'il est difficile pour les consommateurs de s'offrir de la nourriture, ce qui a une conséquence particulière pour les fractions les plus pauvres de la société. La contraction économique et les récessions entraînant une augmentation du chômage et des inégalités de revenus est de loin le facteur le plus important qui affecte l'accessibilité des aliments dans les pays membres de l'OCI, affectant directement le pouvoir d'achat des ménages pauvres qui dépensent jusqu'à 40% de leur revenu pour les aliments de base. Ce manque de pouvoir d'achat a également des conséquences dramatiques sur l'augmentation de la malnutrition dans ces ménages. Parmi les pays membres de l'OCI (graphique 4.7), le pouvoir d'achat le plus faible parmi les différents pays membres est observé en Afrique subsaharienne : Niger (1 196,5),



Mozambique (1 289,5), Tchad (1 576,3), Togo (1 552,5) et Sierra Leone (1 663,6). Le pouvoir d'achat le plus élevé des particuliers est observé au Qatar (94 502,7), aux Émirats arabes unis (66 968,3), au Brunei Darussalam (60 388,9), au Koweït (50 478,6) et en Arabie saoudite (47 596,7).

Graphique 4.7: PIB par habitant dans les pays de l'OCI (PPA, \$ international courant), 2018



Source: Suite d'indicateurs de la sécurité alimentaire de la FAO, mise à jour de juillet 2020.

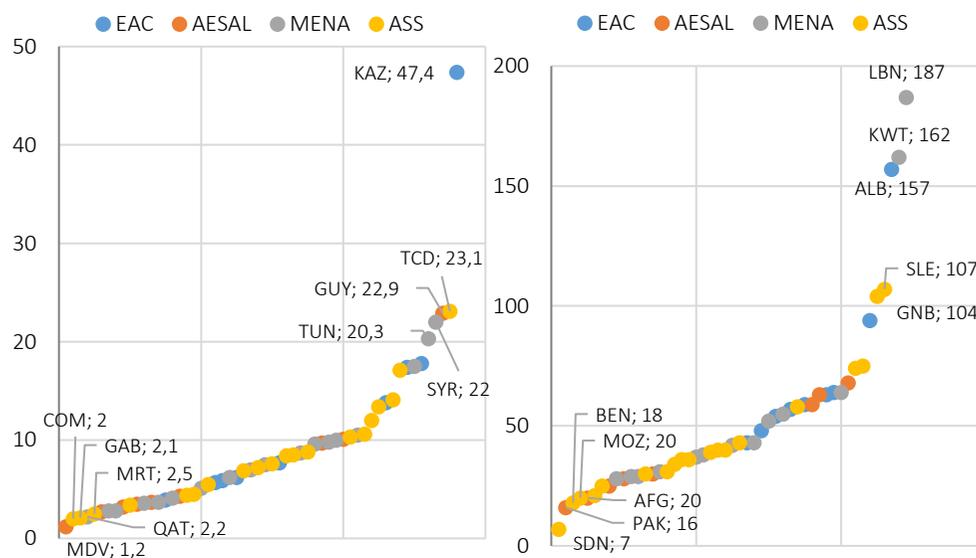
4.4. Équilibre alimentaire

Les tendances de la production et des importations sont également fortement touchées par des chocs tels qu'une reprise économique inégale, une récession économique, des catastrophes naturelles, les pandémies, les conflits, etc. - en particulier dans les économies à faibles et moyens revenus. Un élément essentiel de la sécurité alimentaire - « la stabilité alimentaire » - est directement lié aux facteurs de choc qui peuvent affecter à la fois la sécurité alimentaire nationale et celle des ménages. La stabilité alimentaire est assurée lorsqu'une population, un ménage ou un individu a accès à une nourriture adéquate à tout moment, c'est-à-dire qu'il ne doit pas risquer de perdre son accès à la nourriture à la suite de chocs soudains (par exemple une crise économique ou climatique) ou d'événements cycliques (par exemple une insécurité alimentaire saisonnière)" (FAO, 2006). Les événements affectant la stabilité alimentaire ont également un impact sur la disponibilité et l'accès à la nourriture, ce qui les rend particulièrement importants pour les décideurs politiques.

Parmi les pays membres de l'OCI, la variabilité de la production alimentaire par habitant et de l'approvisionnement alimentaire par habitant est relativement volatile. Selon la série d'indicateurs de la sécurité alimentaire de la FAO, la variabilité de la production

alimentaire par habitant dans le monde a diminué de 0,6 mille \$ internationaux (constants de 2004-06) par habitant de 2010 à 2015. Comme indiqué ci-dessous (graphique 4.8), parmi les pays membres de l'OCI, la production alimentaire du Kazakhstan (47,4), du Tchad (23,1), de la Guyane (22,9), de la Syrie (22) et de la Tunisie (20,3) était plus variable que celle des autres pays membres de l'OCI. Une plus grande variabilité indique une augmentation ou une diminution brutale de la production alimentaire nationale dans ces pays membres en 2015. Alors qu'aux Maldives (1,2), aux Comores (2), au Gabon (2,1), au Qatar (2,2) et en Mauritanie (2,5), la variabilité de la production alimentaire intérieure était comparativement plus stable en 2015, par rapport aux autres pays membres de l'OCI. De même, dans le monde entier, la variabilité de l'approvisionnement alimentaire par habitant a diminué de 6 kcal/caput/jour de 2010 à 2017. Parmi les pays membres de l'OCI, la variabilité de l'approvisionnement alimentaire par habitant (mesurée en kcal/caput/jour) était également très variable en 2017. Par exemple, les cas les plus élevés de variabilité de l'offre ont été enregistrés au Liban (187), au Koweït (162), en Albanie (157), en Sierra Leone (107) et en Guinée-Bissau (104). En revanche, le Soudan (7), le Pakistan (16), le Bénin (18), le Mozambique (20) et l'Afghanistan (20) ont connu une plus faible variabilité de l'approvisionnement alimentaire par habitant au cours de la même période (graphique 4.8, à droite).

Graphique 4.8: Production alimentaire par habitant (2004-06 mille intl. \$ constant par habitant 2015) (à gauche) et Offre (kcal/caput/jour, 2017) Variabilité (à droite) dans les pays de l'OCI



Source: Suite d'indicateurs de la sécurité alimentaire de la FAO, mise à jour de juillet 2020.



La faible variabilité de l'approvisionnement alimentaire par habitant peut s'expliquer par des facteurs tels qu'une forte hausse des prix alimentaires, qui peut amener les populations pauvres à consommer des aliments moins chers et moins nutritifs, tandis que la forte variabilité de l'approvisionnement alimentaire par habitant peut être attribuée aux effets des événements climatiques, des conflits et d'autres chocs. Il est important de noter ici qu'une plus grande variabilité de la production et de l'approvisionnement alimentaire implique des fluctuations plus importantes, mais celles-ci ne résultent pas toujours de causes négatives. Par exemple, aux EAU, une plus grande variabilité de la production peut être partiellement attribuée à une amélioration des infrastructures liées à l'alimentation entre 2010 et 2016. Cependant, la variabilité et la volatilité de la production et de l'offre alimentaire par habitant sont préjudiciables à la sécurité alimentaire à long terme d'un pays car elles sont en contradiction avec la cohérence (de l'offre et de la production) indispensable à la sécurité alimentaire.

C'est en partie à cause de facteurs tels que la variabilité de la production et de l'offre que divers pays membres de l'OCI ont été classés en insécurité alimentaire modérée ou sévère entre 2017 et 2019. La proportion de personnes touchées par un niveau modéré ou grave d'insécurité alimentaire était particulièrement alarmante en Sierra Leone (81,4%), en Guinée (74,1%), au Mozambique (68,4%), en Ouganda (66,3%), en Afghanistan (60,8%) et en Gambie (54,3%) - où plus de la moitié de la population était confrontée à des vulnérabilités liées à "une qualité et/ou une quantité réduite de nourriture, à l'incertitude quant à leur capacité à se procurer de la nourriture en raison du manque d'argent, et à diverses formes de malnutrition" ; cela inclut également les personnes "qui ont manqué de nourriture et, au plus extrême, ont passé des jours sans manger" (FAO, 2020).

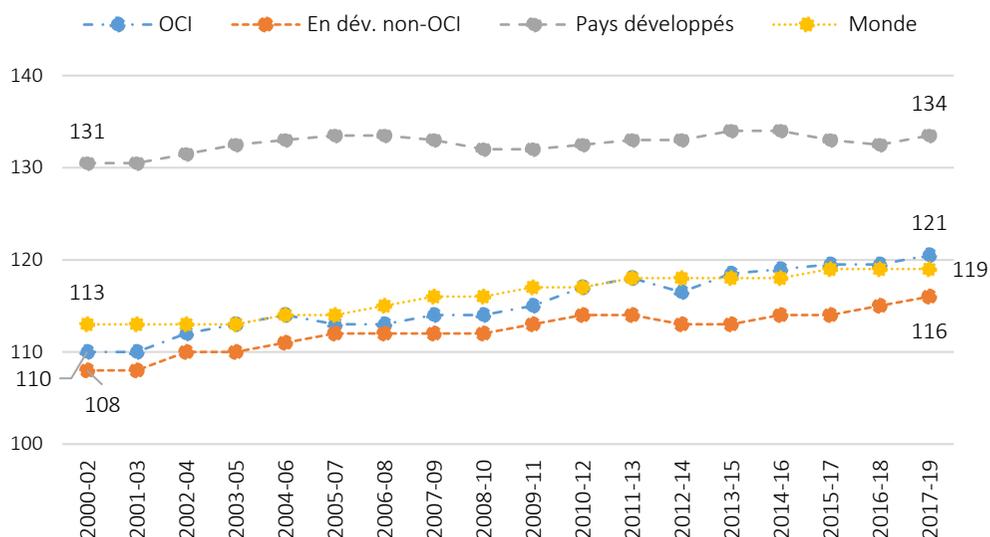
4.5. Utilisation des aliments

Alors que les indices de disponibilité alimentaire du côté de l'offre expliquent la quantité de nourriture disponible dans un pays, les indices non alimentaires déterminent la qualité de la nourriture consommée et son impact sur l'état nutritionnel des individus. En théorie, «l'utilisation des aliments», le quatrième facteur essentiel contribuant à la sécurité alimentaire, examine comment un accès adéquat à l'eau, à l'assainissement, aux soins de santé, aux pratiques d'alimentation, à la préparation des repas, à la diversité des régimes alimentaires et à la distribution des aliments par les ménages est utilisé de manière optimale pour générer l'énergie et les nutriments nécessaires aux individus pour mener une vie saine (FAO, 2008). Par exemple, le manque de pouvoir d'achat conduit les ménages à modifier leurs habitudes alimentaires, en recourant à des aliments moins chers et moins sains. Combiné à la qualité et à la distribution de l'approvisionnement alimentaire, cela peut avoir des répercussions sur la satisfaction de l'apport énergétique



alimentaire moyen des populations. L'adéquation de l'apport énergétique alimentaire moyen dans le monde a montré une tendance à la hausse au cours des deux dernières décennies. Dans les pays membres de l'OCI, l'adéquation moyenne de l'approvisionnement énergétique alimentaire a connu une tendance positive à la hausse, ayant augmenté de 9% depuis 2000 (graphique 4.9).

Graphique 4.9: Adéquation moyenne de l'apport énergétique alimentaire (%), 2000-2019



Source: Calcul du personnel du SESRIC basé sur la série d'indicateurs de la sécurité alimentaire de la FAO, mise à jour d'octobre 2019. Note: Les pourcentages indiqués dans ce tableau sont des valeurs médianes. (OCI: N = 54; En dev. non-OCI N = 89; Pays développés: N = 36; Monde: N = 179).

La valeur médiane de 121% indique également que l'approvisionnement énergétique alimentaire dans les pays membres de l'OCI est supérieur à la moyenne (ou plus qu'adéquat). Cependant, cette croissance est toujours suivie par les pays développés, à 134%. Pourtant, même si l'approvisionnement énergétique alimentaire moyen s'est amélioré dans une majorité de pays membres de l'OCI entre 2017 et 2019, la Somalie (76%), l'Ouganda (90%), les Maldives (92%), le Tadjikistan (92%), la Palestine (94%), l'Afghanistan (95%), le Tchad (95%), le Mozambique (95%), le Yémen (96%) et la Guinée Bissau (98%) ont continué à souffrir d'une pénurie d'approvisionnement énergétique alimentaire adéquat.

La gravité de l'insécurité alimentaire aggrave la malnutrition et a de graves répercussions sur la santé et le bien-être d'un individu. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire ne souffrent peut-être pas de la faim, mais elles peuvent ne pas avoir accès à une alimentation nutritive et suffisante, ce qui les expose à la malnutrition sous forme d'obésité chez les adultes, d'anémie chez les adultes, de retard de croissance chez les



enfants, d'émaciation, de surpoids et d'insuffisance pondérale chez les enfants - entre autres maladies telles que le diabète et les troubles cardio-vasculaires (FAO, 2019). Sur le plan du développement, la malnutrition peut avoir des répercussions critiques sur les économies nationales en raison des coûts économiques résultant d'une perte de capital humain combinée au coût direct des soins de santé. Par exemple, la FAO prévoit que l'obésité coûtera 2000 milliards de dollars par an en perte d'activité économique et en coûts de santé (2019). De même, la sous-alimentation devrait entraîner une contraction du PIB de 11% en Afrique et en Asie selon la FAO (2019).

Pourtant, dans le monde entier, le surpoids et l'obésité sont sur une trajectoire ascendante - responsables d'environ 4 millions de décès (FAO, 2019). Et bien que la surcharge pondérale ait été autrefois principalement associée aux pays à revenu élevé, le nombre d'enfants de moins de cinq ans en surpoids a triplé entre 2000 et 2018 en Europe de l'Est et en Asie centrale. Dans les pays membres de l'OCI, plus de 17,5% de la population adulte de plus de 18 ans était obèse en 2016 (SESRIC, 2019). La prévalence de l'obésité était concentrée dans les pays membres du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord où 29,1% de la population de plus de 18 ans était obèse, suivis par les pays membres d'Europe et d'Asie centrale (20,1%), d'Amérique latine (17,3%), d'Asie de l'Est (11,3%), d'Afrique subsaharienne (9%) et d'Asie du Sud (5,9%) (SESRIC, 2019).

L'insécurité alimentaire peut également avoir des effets néfastes sur les ménages dont la quantité et la qualité de l'apport nutritionnel sont affectées. Pour les femmes, cela peut affecter la nutrition maternelle, la croissance des enfants et un risque accru de maladies et d'anémie (FAO, 2019). La malnutrition est actuellement la première cause d'anémie chez 33% (une sur trois) des femmes en âge de procréer dans le monde. Il s'est également avéré être l'un des défis nutritionnels les plus tenaces, la prévalence de l'anémie n'ayant pas changé depuis 2012. La carence en fer est la cause la plus fréquente d'anémie chez les femmes et les enfants. C'est également l'un des troubles nutritionnels les plus répandus dans le monde. Les conséquences de l'anémie et de la carence en fer peuvent entraîner des complications à la naissance, un risque accru de mortalité maternelle et une altération du développement physique et mental de l'enfant (SESRIC, 2019). Et alors que la prévalence de l'anémie n'était que de 11% dans les pays développés, les chiffres étaient stupéfiants dans les pays en développement non membres de l'OCI et dans les pays de l'OCI, avec 41% et 50% de la population souffrant d'anémie, respectivement (SESRIC, 2019). Dans la région de l'OCI, l'anémie reste un problème de santé majeur en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Ces deux régions représentent plus de 70% du total des populations anémiques dans les pays de l'OCI (SESRIC, 2019).



²Pour les enfants de moins de cinq ans, le surpoids peut avoir de graves conséquences sur la santé tout au long du cycle de vie d'un individu. Actuellement, il y a environ 38,3 millions d'enfants de moins de 5 ans en surpoids³ dans le monde. En 2019, la prévalence du surpoids chez les enfants de moins de 5 ans était comparativement plus faible dans les pays de l'OCI (2 %) que dans les pays en développement non membres de l'OCI (2,9 %). La prévalence du surpoids est restée la plus élevée dans les régions de l'EASAL et du MENA (graphique 4.10). Ces deux régions représentaient 68% du fardeau des enfants en surpoids de l'OCI (avec 33,4% du total de l'OCI vivant dans l'EASAL et 35,6% dans le MENA). Au niveau national, la plus grande proportion du total des enfants en surpoids modéré et grave de l'OCI vivait en Libye (22 %), suivie de la Syrie (18 %) et du Liban (17 %).

Pourtant, dans le même temps, la prévalence du retard de croissance⁴ et de l'émaciation⁵ chez les enfants de moins de cinq ans due à la malnutrition reste un problème persistant pour les pays membres de l'OCI, même si la prévalence mondiale des problèmes liés à la malnutrition chez les enfants s'est améliorée ces dernières années. Une bonne nutrition des enfants contribue non seulement à améliorer leurs chances de survie pendant les premières années de leur vie, mais aussi à leur développement physique et cognitif. Sans une sécurité alimentaire adéquate, la bonne nutrition des enfants est menacée. En 2019, les pays de l'OCI ont supporté 10,3% du fardeau mondial des enfants souffrant d'un retard de croissance, comme le montre le graphique 4.10. En comparaison, environ 14,7 % des enfants de moins de 5 ans dans les autres pays en développement non membres de l'OCI présentaient un retard de croissance. Parmi les régions de l'OCI, la plus forte prévalence du retard de croissance a été enregistrée en AESAL (12%), suivie de l'ASS (14%), du MENA (3,9%) et de l'EAC (0,9%). La répartition des enfants présentant un retard de croissance reste très inégale entre les pays de l'OCI. Dans les pays membres de l'OCI, les retards de croissance étaient plus fréquents au Yémen (46 %), au Nigeria (44 %), au Mozambique (43 %), en Afghanistan (41 %), au Niger (41 %) et au Tchad (40 %).

Au niveau mondial, plus de 47 millions d'enfants de moins de 5 ans étaient gaspillés en 2019, ce qui représente environ 6,9 % des enfants de moins de 5 ans dans le monde. Comme le montre le graphique 4.10, la prévalence de l'émaciation dans les pays membres de l'OCI était relativement plus faible, soit 3,1% contre 5,3% dans les pays en développement non membres de l'OCI. Parmi les régions de l'OCI, les cas d'émaciation sont les plus élevés dans les régions de l'AESAL et de l'ASS, qui représente 80,6% des enfants émaciés dans les pays de l'OCI (39,8% vivant dans l'AESAL et 40,8% dans l'ASS). Il convient de noter que la plus forte prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins

L'état nutritionnel des enfants est défini comme suit (UNICEF, OMS et Banque mondiale, 2020) :

³ Un enfant en surpoids est trop lourd pour sa taille.

⁴ Le retard de croissance est une forme de dénutrition où les enfants sont trop petits pour leur âge.

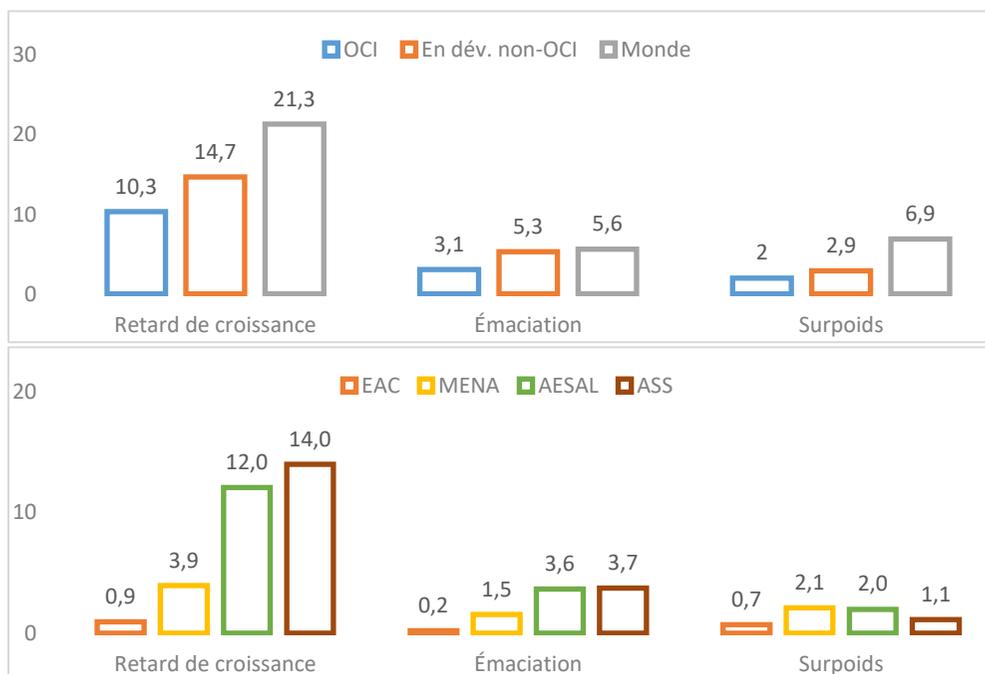
⁵ L'émaciation est une forme extrême de dénutrition dans laquelle un enfant est trop maigre pour sa taille.



de 5 ans a été constatée dans les pays membres suivants : Djibouti (22%), le Soudan (17%), le Yémen (16%) et la Mauritanie (15%), et la Somalie (15%).

Un autre ensemble d'indicateurs non alimentaires essentiels - les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) - sont également directement responsables de l'amélioration ou de la détérioration du bien-être nutritionnel des populations du monde entier. L'accès aux services WASH de base a un impact sur la disponibilité, l'accès et l'utilisation d'aliments. L'absence de services adéquats de WASH est principalement préjudiciable à l'état nutritionnel des individus pour les raisons suivantes : contamination due à l'utilisation d'eau non épurée et à l'élimination des déchets, risque d'infections dues à l'utilisation et au stockage de l'eau de façon inappropriée, et propagation de maladies infectieuses due à la consommation d'eau insalubre ou à l'exposition à une mauvaise élimination des déchets. Par exemple, l'UNICEF (2006) fournit des preuves que « la diarrhée causée par un manque d'interventions WASH est la cause de plus de décès chez les enfants de moins de cinq ans que toute autre cause de décès dans les pays où le taux de mortalité infantile est élevé ».

Graphique 4.10: État nutritionnel des enfants de moins de 5 ans (% du total des enfants de moins de 5 ans) dans le monde (en haut) et dans les sous-régions de l'OCI (en bas), 2019



Source: Calcul du personnel du SESRIC basé sur les estimations conjointes de l'UNICEF/OMS/Banque Mondiale sur la malnutrition des enfants, mise à jour de mars 2020. Note: Dernière année disponible au cours de la période 2013-2018. (OCI: N = 57; En dév. non-OCI N = 110; Monde: N = 202)

Les services WASH déterminent également la sécurité des aliments consommés et stockés par les ménages. Par exemple, la contamination des aliments due à l'indisponibilité d'eau propre, les pratiques irrégulières de lavage des mains, le manque d'eau pour laver les ustensiles et préparer les aliments, etc. sont parmi les principales causes de sous-alimentation causée par la propagation de micro-organismes infectieux.

Néanmoins, en ce qui concerne l'accès au moins aux services de base d'eau potable et d'assainissement, le monde a connu une amélioration significative depuis 2000. Dans le monde entier, le pourcentage de la population utilisant au moins des services sanitaires de base est passé de 54,2% en 2000 à 64,2% en 2017 et le pourcentage de la population utilisant au moins des services de base d'approvisionnement en eau est passé de 75% en 2000 à 84,6% en 2017 (graphiques 4.11 et 4.12). Dans les pays membres de l'OCI, le pourcentage de la population utilisant au moins les services d'assainissement de base a augmenté de 14,8% et la population utilisant au moins les services d'eau potable de base a augmenté de 9,6% au cours de la même période. En revanche, en 2017, la majeure partie de cette population vivait dans les pays membres d'Europe et d'Amérique centrale, alors que le plus faible pourcentage de la population disposant soit de services d'assainissement de base soit d'eau potable de base était concentré en Afrique subsaharienne (assainissement - 32,4 %, eau potable - 64 %).

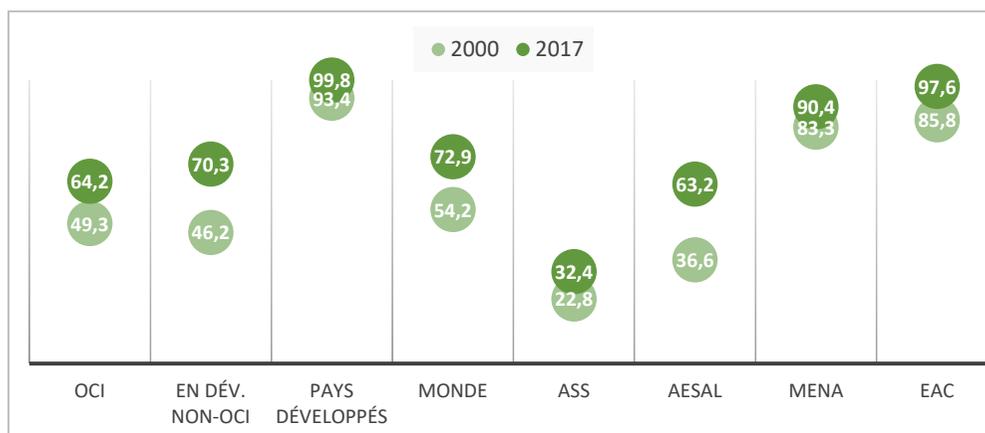
La situation est particulièrement préoccupante au Tchad où moins de 10% de la population a accès à des services d'assainissement de base en 2017. Au Niger, en Sierra Leone, au Togo, au Bénin, en Ouganda, au Burkina Faso, en Guinée-Bissau, en Guinée et au Mozambique, entre 11 et 30% de la population avait accès à des installations sanitaires de base. En Côte d'Ivoire, aux Comores, au Soudan, en Somalie, au Cameroun, au Nigeria, en Gambie, au Mali, au Gabon et en Mauritanie, seuls 31 à 50% de la population avaient accès à des installations sanitaires de base. Au Sénégal, un peu plus de la moitié de la population totale (51,5%) avait accès à des installations sanitaires de base. La situation était également désastreuse dans plusieurs pays membres d'Asie du Sud, comme en Afghanistan (43,4%), au Bangladesh (48,2%) et au Pakistan (59,9%) où la population n'avait pas accès à des installations sanitaires de base.

En ce qui concerne les services d'eau potable de base, les perspectives des pays membres de l'OCI sont bien meilleures, puisque seuls trois pays membres dont la population est inférieure à 50% ont accès aux services d'eau potable de base (Tchad 38,7 %, Burkina Faso 47,9 % et Ouganda 49,1 %). Pourtant, dans cinq pays membres de l'OCI, le pourcentage de la population ayant accès à des services d'eau potable gérés de manière sûre était assez faible. Ces pays sont la Côte d'Ivoire (36,5%), le Pakistan (35,3%), le Nigeria (20,1%), la Sierra Leone (9,9%) et l'Ouganda (7,1%). La gestion sûre des services d'eau potable et d'assainissement est essentielle pour garantir la sécurité alimentaire lors des étapes de collecte/achat, de stockage, de préparation et de consommation. Compte

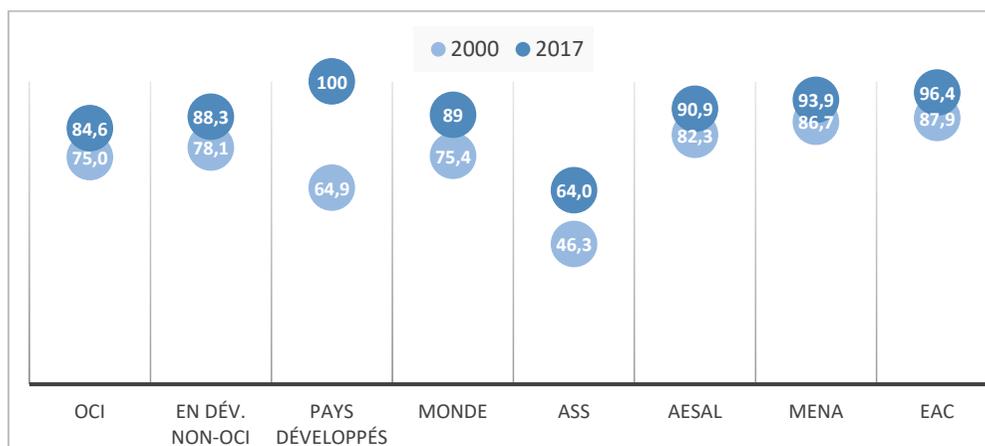


tenu de la densité de population de ces pays membres, ces statistiques sont stupéfiantes. Ils indiquent également que des millions de personnes dans ces pays membres n'ont pas accès aux services d'assainissement et d'eau potable de base, qui sont essentiels à une vie saine.

Graphique 4.11: Personnes utilisant au moins les services d'assainissement de base (% de la population) 2000-2017



Graphique 4.12: Personnes utilisant les services d'eau potable de base (% de la population), 2000-2017



Source: Indicateurs du développement dans le monde par la Banque mondiale

Conformément aux tendances mondiales, les données des pays membres de l'OCI confirment le fait que les économies à faible revenu souffrent de manière disproportionnée de l'absence de services adéquats de WASH résultant d'un manque de ressources économiques et d'infrastructures. Lorsqu'ils sont disponibles, il est relativement courant que les services WASH soient inégalement répartis en fonction de

la résidence (urbaine/rurale), du sexe, du statut socio-économique, du statut de minorité, etc. Par exemple, dans les zones rurales ou les quartiers pauvres, les femmes sont plus susceptibles d'être les principales collectrices, utilisatrices, transporteuses et gestionnaires de l'eau dans les pays en développement (SIDA, 2015). En Afrique subsaharienne, une étude portant sur 25 pays montre que les femmes passent au moins « un total de 16 millions d'heures chaque jour par aller-retour pour aller chercher l'eau à sa source, contre 6 millions d'heures pour les hommes et 4 millions d'heures pour les enfants » (SIDA, 2016, p. 3). En conséquence, les femmes - qui sont également les principales responsables de la majorité des travaux ménagers et des soins - doivent faire face à une charge supplémentaire en raison de l'inaccessibilité des services WASH. En outre, le manque d'eau potable et d'installations sanitaires de base contribue au cycle de l'inégalité et de la pauvreté dans les pays à faible revenu en réduisant les ressources des ménages pour acheter et consommer des aliments nutritifs. Par exemple, les femmes qui consacrent leur temps à la collecte de l'eau peuvent faire des compromis sur les opportunités économiques, génératrices de revenus, qui peuvent affecter les pratiques alimentaires de leur foyer.





CHAPITRE CINQ

5. Perspectives et défis



L'agriculture est toujours considérée comme un secteur économique important pour la subsistance de la population dans de nombreux pays de l'OCI. Toutefois, malgré son énorme puissance, le secteur reste improductif et les pays membres n'en ont pas encore tiré pleinement parti de ce potentiel. L'insécurité alimentaire reste un problème au sein des pays membres de l'OCI. Avec une population en forte croissance, de nombreux pays de l'OCI sont parmi les plus touchés par la faim et la sous-alimentation dans le monde. En conséquence, les importations agricoles augmentent de temps en temps, ce qui fait peser une charge supplémentaire sur les réserves de change.

L'amélioration de la productivité agricole est cruciale dans les pays de l'OCI pour réduire la pauvreté et éradiquer la faim. Par conséquent, les pays membres doivent prendre en considération les pratiques agricoles durables pour augmenter la production avec les ressources limitées disponibles et la demande croissante de nourriture. Ce chapitre met en lumière certains défis importants du secteur agricole et de la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI et examine les perspectives que les pays membres peuvent poursuivre dans la mise en œuvre de pratiques agricoles plus durables.

5.1. Gestion des ressources agricoles

Le passage à une agriculture durable est considéré comme l'approche la plus appropriée pour répondre aux défis actuels liés à l'agriculture. Pour être durable, il est nécessaire de répondre à la demande de produits et de services agricoles des générations actuelles et futures, tout en garantissant la santé environnementale et l'équité sociale et économique (FAO, 2014). Les bonnes pratiques de gestion des ressources agricoles constituent l'un des aspects les plus importants de la production agricole durable. Le principal défi à cet égard est de savoir comment gérer efficacement les ressources et ainsi préserver la productivité et la durabilité de l'agriculture. Les principales ressources et services concernés sont les facteurs de production agricole (c'est-à-dire la terre, la main-d'œuvre et les autres intrants agricoles). Dans ce contexte, la productivité agricole dépend de la quantité et de la qualité des intrants, à tel point que les ressources naturelles et humaines sont utilisées efficacement.

L'un des principaux problèmes de gestion des ressources agricoles dans de nombreux pays de l'OCI concerne l'utilisation des terres. En 2017, la superficie des terres agricoles des membres de l'OCI représentait 1,4 milliard d'hectares, soit l'équivalent de 28,5% de la superficie agricole mondiale. La superficie agricole de l'OCI représente environ 45,3% de sa propre superficie totale, contre 28,4% dans les autres pays en développement et 37,1% dans le monde. Malgré la superficie importante de terres agricoles, la productivité des terres dans les pays de l'OCI est assez faible. Comme le montre le tableau 5, en moyenne, en 2016, la productivité des terres de l'OCI était de 780 USD constants 2004-2006, soit un niveau bien inférieur à la moyenne des pays en développement, qui est de



906 USD constants 2004-2006. Cependant, la croissance de la productivité des terres constitue une perspective prometteuse. Entre 2005 et 2016, le taux de croissance annuel composé (TCAC) de la productivité des terres de l'OCI était de 2,3% alors que la valeur moyenne des pays en développement était de 1,7%. Cela pourrait indiquer une amélioration considérable de l'utilisation plus intensive d'autres intrants agricoles (tels que les engrais et les machines) (IFPRI, 2019).

Tout comme la productivité des terres, la productivité du travail dans les pays de l'OCI reste faible. Comme le montre le tableau 5, en 2016, les pays de l'OCI ont en moyenne une productivité du travail de 3622 dollars US constants 2004-2006, ce qui est bien inférieur à la moyenne des pays en développement qui est de 4493 dollars US constants 2004-2006. Les données suggèrent également que la croissance de la productivité du travail dans les pays de l'OCI au cours de la période 2005-2016 est d'environ 1,1% seulement. Ce chiffre est également inférieur à la moyenne des pays en développement, qui est de 2,0%.

Tableau 5: Productivité moyenne du travail, 2005-2016

	Productivité des terres (en dollars constants américains de 2004- 2006)				TCAC	Productivité du travail (en dollars constants américains de 2004- 2006)				TCAC
	2005	2010	2016	2005-16		2005	2010	2016	2005-16	
OCI	608	692	780	2,3%	3 210	3 370	3 622	1,1%		
Pays en dévelop- pement	754	837	906	1,7%	3 603	4 006	4 493	2,0%		

Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur l'IPE 2020. ⁶

Les deux indicateurs mentionnés ci-dessus indiquent le manque de productivité agricole dans les pays de l'OCI. Cela peut être associé à des facteurs transversaux tels que le manque d'intrants modernes, l'inefficacité du marché foncier et l'absence de financement moderne. Alors qu'en général les intrants modernes (tels que les engrais inorganiques et autres produits agrochimiques, ou la mécanisation et le contrôle de l'eau) sont déjà utilisés même dans les pays les moins développés de l'OCI, l'utilisation de ces intrants était encore faible et pas toujours efficace (Sheahan & Barrett, 2017). Par

⁶ Le FPRI 2020 comprend un ensemble de données concernant 132 pays en développement et une région qui mesure la productivité totale des facteurs. Il comprend également des mesures de la productivité des terres et du travail. La productivité des terres est calculée comme le rapport entre la production totale et la surface agricole totale. Alors que la productivité du travail est le rapport entre la production totale et le nombre de personnes économiquement actives dans l'agriculture.

exemple, bien que l'utilisation moyenne d'engrais soit passée de 313,1 kg par ha de terres arables en 2010 à 315,5 kg en 2016, elle est encore bien inférieure à la quantité utilisée dans les pays développés (1191 kg). En outre, bien que la consommation moyenne de l'OCI soit supérieure à la consommation moyenne mondiale (140,6 kg), il existe une disparité de consommation au sein des pays de l'OCI, l'ASS-OCI consommant toujours un niveau extrêmement faible d'utilisation d'engrais, soit 14,5 kg par ha. de terres arables.

Le faible niveau moyen d'utilisation des machines et des technologies dans les pays de l'OCI est un autre obstacle à la productivité agricole, car il existe une forte corrélation entre la productivité agricole et les taux d'investissement par travailleur agricole. Le manque de machines se manifeste par le faible niveau du stock de capital. Selon les dernières données en 2016, le stock net moyen de capital agricole dans les pays de l'OCI était de 16 093,8 dollars des États-Unis, alors que le stock net moyen de capital agricole dans les autres pays en développement ainsi que la moyenne mondiale étaient respectivement de 1 613 681,4 et 571 837 dollars des États-Unis.

Le manque d'accès et d'utilisation des intrants modernes est en partie dû à l'inefficacité des marchés fonciers et au manque d'accès aux financements modernes. Si les systèmes fonciers traditionnels ont été bons, l'augmentation de la densité de population, l'urbanisation et l'instabilité politique dans certains pays membres de l'OCI exacerberont encore plus la pression sur la disponibilité des terres pour l'agriculture. Le marché foncier ne fonctionne pas bien en raison de l'insécurité des droits de propriété, de la mauvaise exécution des contrats et des restrictions juridiques strictes qui limitent la performance des marchés fonciers (Banque mondiale, 2008). Il s'agit ici d'un problème majeur pour l'OCI, en particulier pour les pays membres les moins avancés, où la sécurité foncière n'est pas établie. L'inégalité dans la propriété foncière réduit l'accès à la terre et crée des inefficacités dans la productivité des terres (Binswanger-Mkhize & McCalla, 2010). Garantir l'accès à la terre et assurer le contrôle des terres pour les ménages ruraux pauvres et marginalisés est important pour promouvoir la croissance agricole. L'absence de propriété d'actifs servant de garantie dans certains pays de l'OCI crée également des problèmes pour obtenir des prêts bancaires, ce qui entrave la capacité des agriculteurs à réaliser des investissements supplémentaires et à moderniser leurs pratiques agricoles (Foster & Rosenzweig, 2010).

L'amélioration de la productivité agricole est également liée à l'existence d'un marché financier accessible et fonctionnant bien. De nombreux agriculteurs des pays de l'OCI n'ont toujours pas accès au crédit, en particulier dans les zones rurales. Cela entrave la capacité des agriculteurs à améliorer leur productivité, car ils invoquent souvent un manque de capital comme principale raison pour ne pas moderniser leurs pratiques agricoles (Mohammed et al., 2019). Les contraintes relatives à l'accès au financement mettent à nouveau en évidence la question du régime foncier, car comme l'indiquent les



études précédentes, dans les endroits où le régime foncier est faible et les droits de propriété incertains, les agriculteurs peuvent ne pas être incités à investir dans des technologies bénéfiques qui amélioreraient leur productivité agricole (Jack, 2011). En conséquence, le manque d'utilisation moderne des intrants agricoles dans les pays de l'OCI non seulement réduit la productivité agricole mais empêche également le développement agricole à long terme.

5.2. Amélioration des infrastructures agricoles

Il a été prouvé que l'amélioration des infrastructures est l'un des facteurs clés du développement (Luu et al., 2019). Cela est valable également dans le cas du secteur agricole. La croissance de la productivité agricole peut être stimulée par des infrastructures fiables. La productivité est améliorée principalement par la réduction des coûts de transaction sur les marchés des intrants et des produits agricoles. Dans divers pays africains, le manque d'infrastructures fait que la différence de prix entre les villes est assez importante (Gajigo & Lukoma, 2011). En outre, les infrastructures permettent de mieux connecter les différents marchés connexes et de prévenir les défaillances du marché.

En moyenne, les pays de l'OCI ne disposent toujours pas de l'infrastructure qui soutient les secteurs agricoles. Le SESRIC (2016) a souligné que le manque d'infrastructure est le défi majeur en ce qui concerne l'utilisation des engrais dans de nombreux pays de l'OCI. En outre, au sein du groupe de l'OCI, il existe un énorme fossé entre les régions, une région ayant déjà mis en place une infrastructure agricole fiable, tandis que les autres sont à la traîne.

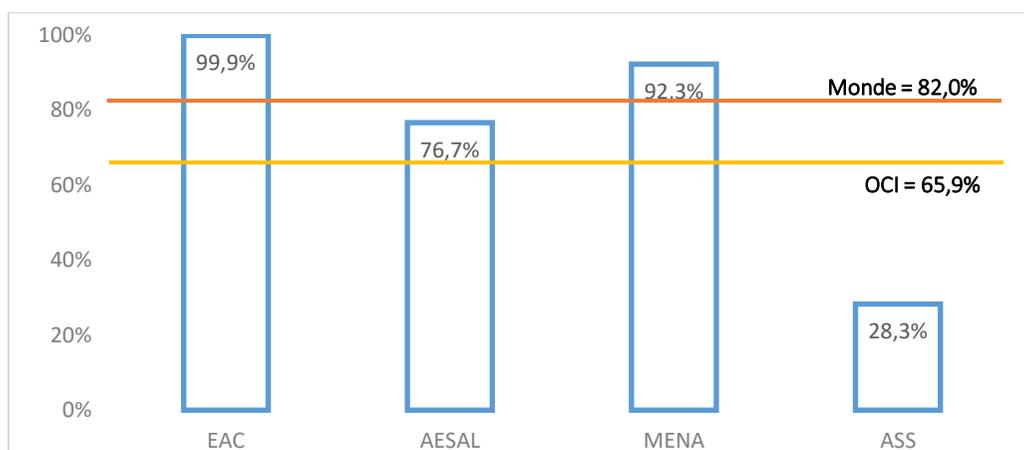
L'une des infrastructures de base nécessaires pour favoriser la productivité de l'agriculture est le réseau routier rural et l'accessibilité. L'amélioration des infrastructures de transport rural rendrait divers marchés accessibles aux agriculteurs, ce qui réduirait les coûts de transaction des intrants nécessaires à la productivité agricole. En outre, l'accès routier peut également accroître le bien-être des ménages à condition qu'il facilite l'accès des populations rurales à de nouveaux marchés du travail et services sociaux. Par exemple, des preuves empiriques suggèrent qu'en Indonésie, l'amélioration de la qualité des routes a augmenté les salaires et réduit le temps de travail des travailleurs agricoles (Yamauchi, 2016). De même, en Éthiopie, l'accès à une route praticable en toute saison a réduit la pauvreté des effectifs de 6,9% et augmenté la consommation des ménages de 16,3% (Dercon et al., 2009). Cependant, une route peut n'apporter que peu de bénéfices économiques dans les régions qui n'ont pas de marché pour soutenir les emplois non agricoles.



Des études montrent que le fossé du développement énergétique est apparent dans les pays en développement et les pays développés (Fathurrahman, 2016), ce qui est également vrai dans les pays de l'OCI. L'accès à l'électricité dans de nombreuses zones rurales de l'OCI est encore un défi. En 2018, en moyenne, seuls 65,9% de la population rurale des pays de l'OCI ont eu accès à l'électricité. Ce chiffre est inférieur à la part de la population rurale moyenne dans le monde qui a accès à l'électricité, soit 82,0%. En outre, si l'on considère le niveau régional parmi les pays de l'OCI, la région de l'ASS semble nécessiter une attention particulière. Comme le montre le graphique 5.1, seulement 28,3% de la population rurale en ASS a accès à l'électricité, alors que dans le même temps, les autres régions de l'OCI ont un niveau nettement plus élevé. Il est primordial de favoriser le déploiement des énergies modernes afin d'améliorer la production agricole dans la région.

Par ailleurs, la fourniture d'électricité devrait également être associée à une amélioration des infrastructures de télécommunications afin de favoriser l'innovation grâce à la technologie numérique. Le transfert de technologies et de connaissances pertinentes dans les pays en développement peut être considérablement accru grâce à un meilleur accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) (Chapman & Slaymaker, 2002). Les TIC peuvent contribuer à accroître le niveau d'efficacité et d'efficience dans le secteur agricole.

Graphique 5.1: Accès à l'électricité rurale parmi les groupes sous régionaux de l'OCI, 2018



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données des IDM de la Banque mondiale.

Bien que l'amélioration des infrastructures soit sans doute importante, sa réalisation s'avère coûteuse. Le manque d'investissements dans les infrastructures rurales et agricoles a conduit à la stagnation du développement de l'agriculture. C'est la raison pour laquelle les pays les moins avancés de l'OCI ne sont pas en mesure de fournir un niveau d'infrastructure suffisant. L'allocation budgétaire pour ce secteur n'est pas assez forte

pour inciter à la croissance agricole. Paradoxalement, les pays qui dépendent fortement de l'agriculture sont ceux qui ont le plus réduit leur soutien à l'agriculture (SESRIC, 2016). On observe que l'agriculture dans de nombreux pays de l'OCI a été remplacée par des activités industrielles où la part moyenne de l'agriculture dans le PIB global des pays membres de l'OCI est passée de 19,1% en 2000 à 16,1% en 2016.

L'obtention d'investissements du secteur privé pourrait être une option, mais elle se heurte néanmoins à plusieurs problèmes. Le paiement imposé aux utilisateurs (frais d'utilisation) pour récupérer les coûts d'investissement et de fonctionnement peut être très élevé et le projet devient peu attrayant, voire même irréalisable. En outre, des complications sociales et politiques peuvent exister lorsque le projet est de nature sensible, ce qui rend plus difficile l'obtention du financement pour le projet (Gajigo & Lukoma, 2011).

Pour financer le projet d'agriculture rurale, les parties prenantes doivent réfléchir au-delà des moyens conventionnels pour récupérer leur investissement. Dans le cas où l'investissement ne peut pas être récupéré par le biais des redevances d'utilisation, la génération de revenus doit se faire par une autre voie. C'est là que l'importance des partenariats public-privé (PPP) apparaît.

Les PPP pourraient atténuer les risques dans les projets d'infrastructure en recourant à différentes sources de financement. Le gouvernement peut participer au projet par le biais de subventions ou de participations au capital des composantes où il peut être difficile de récupérer les recettes. Le financement du projet peut être obtenu à la fois par des prêts concessionnels (étant donné la présence d'un gouvernement) et par le marché privé (en raison de la présence de participants privés).

5.3. Carence en micronutriments

Les pays de l'OCI sont parmi les plus vulnérables à la carence en micronutriments en raison du niveau élevé d'insécurité alimentaire. Par rapport aux macronutriments (énergie, protéines et graisses), les micronutriments sont consommés en petites quantités et sont fondamentaux pour le développement mental et physique. Certains des micronutriments les plus importants sont l'iode, le calcium, le zinc, le fer, la vitamine A, la vitamine B et la vitamine C. La prévalence de la carence en micronutriments dans les pays de l'OCI peut être observée grâce à l'indice de la faim cachée (HHI) (Muthayya et al., 2013). L'IFI estime la gravité de la carence en micronutriments dans 149 pays (dont la plupart sont des pays en développement) à l'aide de trois indicateurs principaux : les données de prévalence sur le retard de croissance, l'anémie due à une carence en fer et les faibles niveaux de rétinol sérique chez les enfants d'âge préscolaire.



Le problème de la faim invisible dans les pays de l'OCI est assez grave. Parmi les 20 pays présentant le pire niveau de faim invisible, la moitié d'entre eux étaient des pays membres de l'OCI. Le graphique 5.2 montre le niveau d'IFI parmi les pays de l'OCI et leurs régions. Des niveaux d'indice plus élevés signifient une aggravation de la faim invisible. Au niveau régional, nous pouvons constater des disparités entre les pays de l'OCI, la région de l'ASS étant à la traîne. Les données révèlent également que l'OCI a un niveau moyen de prévalence de la faim invisible de 29,8, ce qui indique une carence en micronutriments plus élevée que le niveau moyen mondial de l'IHH de 25,2.

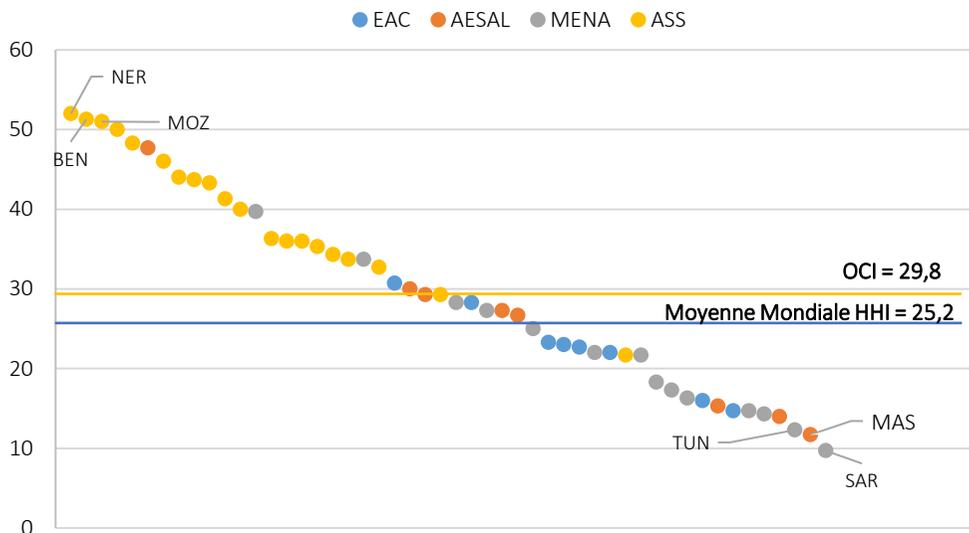
L'enrichissement des aliments peut être la réponse au besoin d'apport en micronutriments de la population, lorsqu'il est impossible d'obtenir des aliments naturels à forte teneur en micronutriments. Par exemple, dans le cas de l'Afrique, une grande partie de la population dépend des céréales et des racines qui manquent de micronutriments essentiels, des millions de personnes n'ont pas accès à des aliments riches en micronutriments tels que les fruits, les légumes et les produits laitiers (PNUD, 2012). C'est là que la fortification alimentaire peut être utile en augmentant les micronutriments dans les aliments que la population consomme habituellement. En outre, la fortification alimentaire est également considéré comme le meilleur investissement dans le développement économique en raison de son rapport coût-efficacité, car elle améliore la santé de la société tout en stimulant indirectement la productivité et le progrès économique (Centre, 2013). Par exemple, le coût de l'iodation du sel est estimé à moins de 20 centimes de dollars des États-Unis par personne et par an, et pour chaque dollar dépensé, les bénéfices qui en résultent (en termes d'augmentation de la productivité et de réduction des dépenses de santé) sont évalués à 30 des États-Unis (Mannar & Hurrell, 2018).

Les pays de l'OCI ont fait des progrès en termes de programmes de fortification alimentaire. Certains pays se sont déjà dotés, à des degrés divers, de diverses réglementations en matière de fortification alimentaire. En 2002, le Nigeria est devenu le premier pays africain à appliquer un programme obligatoire d'iodation du sel, et a également commencé à fortifier le maïs et l'huile de cuisine en vitamine A, et le sucre et la farine en fer (Sablah et al., 2013). L'ensemble de données de FFI et al. (2019) montre que la majorité des membres de l'OCI ont mis en place une réglementation obligatoire en matière de fortification. Cependant, la plupart d'entre eux se concentrent uniquement sur l'iodisation du sel. Seule la moitié environ des pays de l'OCI ont imposé l'obligation d'enrichir les aliments non salés (par exemple, la farine, l'huile ou le riz) avec divers micronutriments tels que la B12, la vitamine D, le folate (B9), la vitamine A, le fer et le zinc. Du côté positif, la majorité des pays disposent déjà de normes de fortification pour enrichir divers vecteurs alimentaires avec différents types de micronutriments. La fortification obligatoire au-delà de l'iodation du sel doit être effectué par les pays



membres en tenant compte de la carence spécifique en micronutriments dans leurs localités.

Graphique 5.2: Indice de la faim invisible dans les pays de l'OCI



Source: Calcul du personnel du SESRIC basé sur Schmidhuber et al. (2013).

Outre la mise en place d'une législation et de normes, plusieurs facteurs doivent être pris en compte pour mettre en œuvre un programme d'enrichissement alimentaire réussi, à savoir : le véhicule d'enrichissement, les fortifiants et l'échelle d'enrichissement alimentaire. Le type d'aliments à enrichir doit tenir compte des habitudes socioculturelles de la société. En outre, le choix des vecteurs fortifiés doit être rentable et bien ciblé afin que le bénéfice soit perçu par la population. En ce qui concerne le choix des fortifiants, il doit être stable, avoir une longue durée de conservation et ne doit pas altérer les caractéristiques physiques de l'aliment telles que la couleur et le goût. Les contraintes à la mise en œuvre réussie des programmes de fortification sont généralement l'utilisation de fortifiants peu coûteux, peu biodisponibles et non recommandés. Il est donc crucial que le gouvernement dispose de la réglementation et des directives nécessaires pour que les producteurs de denrées alimentaires puissent mettre en œuvre des programmes de fortification des aliments.

Bien que les avantages soient évidents, la fortification alimentaire pourrait ne pas résoudre le problème de la carence en micronutriments lorsque l'une des conditions suivantes se présente : (1) la plupart de la population n'a pas accès à des aliments enrichis (en raison de la pauvreté ou de la localité), (2) le niveau de la faim invisible est trop élevé, (3) la présence simultanée d'infections augmente la demande métabolique en micronutriments (WHO & FAO, 2006). En outre, les diverses contraintes technologiques,



sociales, politiques et économiques peuvent également retarder les interventions en matière de fortification alimentaire. Donc, un programme de fortification approprié nécessiterait d'autres évaluations au-delà de la fortification technique des aliments, mais aussi des considérations économiques, sociales et culturelles. Dans ces contextes, des stratégies complémentaires sont nécessaires pour soutenir une modification du régime alimentaire adapté à la culture et des interventions communautaires et agricoles, avec des efforts simultanés pour améliorer la capacité et la portée de la supplémentation et de l'enrichissement.

5.4. Changement climatique et développement agricole

Il existe des effets de rétroaction à double sens entre l'agriculture et le changement climatique. D'une part, les activités agricoles émettent des gaz à effet de serre (GES), qui contribuent au changement climatique, d'autre part, le changement progressif du climat a un impact important sur les productions agricoles. La solution dépendra de la manière dont le secteur agricole pourra atténuer les dommages causés au climat tout en s'adaptant aux changements irréversibles du climat.

Les émissions de GES anthropiques du secteur agricole proviennent de divers processus de production agricole tels que le traitement des sols agricoles, la gestion du fumier, la riziculture, le brûlage des résidus de culture et de la savane, et la fermentation entérique. Les dernières données de la FAO (2020) montrent qu'en 2017, les émissions mondiales provenant de l'agriculture atteignent 5,4 GtCO₂eq, ce qui contribue à environ 10-12% des émissions anthropiques mondiales (Smith et al., 2014). À cet égard, les pays de l'OCI contribuent à 21% des émissions de GES de l'agriculture mondiale. Sur le total des émissions agricoles, le traitement des sols agricoles (tels que les engrais synthétiques, la culture de sols organiques, le fumier appliqué sur les sols et laissé en pâturage, et les résidus de culture) et la fermentation entérique contribuent le plus à hauteur de 39% chacun des émissions agricoles totales. En outre, l'utilisation de l'énergie dans la production agricole, telle que celle des machines, a ajouté environ 0,8 GtCO₂eq (FAOSTAT, 2020).

Impacts du changement climatique

L'agriculture est très vulnérable aux effets néfastes du changement climatique mondial, car les températures plus élevées, les niveaux de précipitation plus faibles, la concentration de CO₂ et les événements climatiques extrêmes (tels que la sécheresse ou les inondations) peuvent entraîner une baisse des rendements, voire des mauvaises récoltes. Sans aucune intervention sur la tendance actuelle des émissions de gaz à effet de serre, la température mondiale moyenne devrait augmenter de plus de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels d'ici la fin de ce siècle (PNUE, 2019). Selon les résultats

produire simultanément avec des caractéristiques spatiales et temporelles différentes. Par exemple, dans le cas de la gestion des nutriments, elle peut également être considérée comme un effort d'adaptation car elle améliore la résilience des agriculteurs à s'adapter au changement climatique futur. Il est également important d'intégrer la production et la diffusion d'informations météorologiques au développement des marchés agricoles afin de préparer les agriculteurs à leurs pratiques agricoles face aux prochains chocs météorologiques (Maggio & Sitko, 2019).





CHAPITRE SIX

6. Impacts de Covid-19 sur l'agriculture et la sécurité alimentaire



La pandémie de COVID-19 et la crise socio-économique qui l'accompagne affectent déjà les systèmes alimentaires et agricoles, menaçant ainsi le bien-être de la société. Au vu des précédentes épidémies (par exemple les épidémies d'Ebola) et sur la crise des prix des denrées alimentaires de 2008, on constate des effets négatifs sur les chaînes de production et de consommation agricoles et sur la volatilité des prix sur le marché. La pandémie actuelle de COVID-19 est toutefois sans précédent par sa vitesse et son ampleur, sa gravité, ses perturbations socio-économiques et ses incertitudes, ce qui risque d'exacerber la pression sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.

L'accès à la nourriture est indispensable à la survie des êtres humains, or il reste un problème mondial. Le dernier rapport du Réseau d'information sur la sécurité alimentaire (FSIN) (2020) suggère qu'en 2019, 135 millions de personnes souffrent d'une insécurité alimentaire aiguë dans 55 pays en crise alimentaire. Avec l'épidémie de COVID-19 toujours en cours, le nombre pourrait doubler, ce qui basculera 130 millions de personnes supplémentaires dans une situation d'insécurité alimentaire (Welsh, 2020).

Comme indiqué au chapitre 4, de nombreux pays de l'OCI sont déjà confrontés à l'insécurité alimentaire et l'apparition de la pandémie de COVID-19 pourrait encore amplifier le problème, si celle-ci n'est pas gérée en appliquant des mesures correctes. Pour rendre la situation encore pire, certains pays de l'OCI sont confrontés à de multiples menaces en matière de sécurité alimentaire, telles que des conflits internes, des essaims de ravageurs et de criquets en Afrique de l'Est, des conditions météorologiques extrêmes comme la sécheresse et la canicule, ainsi que des déplacements de population (FSIN, 2020). Par exemple, l'invasion actuelle de criquets pèlerins - qui se produit principalement en Afrique de l'Est - est la pire qui soit survenue depuis 70 ans. On rapporte que le criquet a déjà infesté non seulement les pays d'Afrique de l'Est, mais aussi des pays comme le Yémen, l'Iran et le Pakistan. Des centaines et des milliers d'hectares de cultures ont déjà été touchés par ces essaims de criquets. Ces menaces ainsi que la COVID-19 montrent que la pression exercée sur l'insécurité alimentaire dans la région de l'OCI est très forte et nécessite une attention immédiate.

Pour prévenir l'aggravation de la crise alimentaire, les pays doivent évaluer et prendre des mesures appropriées pour garantir l'accès à la nourriture, maintenir en vie les chaînes d'approvisionnement alimentaires mondiales et atténuer les effets de la pandémie sur les systèmes agroalimentaires (Cullen, 2020). En outre, une attention particulière doit être accordée à la population vulnérable, car les effets de la pandémie touchent le plus durement les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables, y compris les personnes déplacées. Les expériences passées lors de l'épidémie d'Ebola et de la crise des prix des produits alimentaires en 2008, montrent que les ménages les plus pauvres, qui consacrent la plus grande partie de leurs revenus à l'alimentation, ont énormément souffert (CFS HLPE, 2020). Le choc sur la chaîne d'approvisionnement alimentaire a augmenté les prix des denrées alimentaires, ce qui rend l'alimentation plus difficile à

obtenir. De plus, les ménages pauvres n'ont souvent pas assez d'épargne et n'ont pas accès au crédit, ce qui les expose davantage à la pauvreté.

6.1. Exposition du côté de la demande et de l'offre

Comment la pandémie de COVID-19 affecte-t-elle l'agriculture et la sécurité alimentaire ? Il n'y a pas de réponse simple à cette question puisque les répercussions de la pandémie pourraient être directes sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire ainsi qu'indirectes par le biais de l'impact d'autres secteurs économiques. Le degré d'impact dépendra également de la gravité de l'épidémie dans la région ainsi que du niveau des mesures prises par le gouvernement pour gérer la crise. En général, les premières évaluations indiquent une diminution de la demande et de l'offre de produits alimentaires et agricoles en raison du choc sur la logistique et le commerce (Schmidhuber et al., 2020).

Du côté de l'offre, la pandémie risque fort de perturber la production des produits alimentaires et agricoles. Les impacts sur l'agriculture et la production alimentaire sont dus au choc des facteurs de production tels que les intrants intermédiaires (engrais, etc.), le capital fixe (machines, etc.) et le travail. Le choc peut provenir des efforts stricts du gouvernement pour contenir la propagation du coronavirus, ainsi que d'une implication directe de la vaste propagation des infections au sein de la population.

Les efforts déployés pour contenir l'épidémie, qui restreint généralement la circulation des personnes et entraîne la fermeture d'entreprises, pourraient avoir des effets dévastateurs sur la disponibilité et l'accessibilité financière de divers facteurs de production dans le secteur agricole. Par exemple, une perturbation de l'approvisionnement en pesticides ou en engrais, en médicaments vétérinaires et autres intrants pourrait entraîner une faible disponibilité et/ou des prix élevés des intrants agricoles qui influencent les rendements et la production des cultures. Par exemple, au Pakistan, les agriculteurs sont empêchés d'acheter des engrais en raison de la fermeture des marchands d'engrais, ce qui perturbe la production agricole (Hanif, 2020). Dans d'autres cas, les efforts pour lutter contre l'invasion de criquets pèlerins dans les pays d'Afrique de l'Est (dont certains sont membres de l'OCI) sont perturbés par le retard dans l'approvisionnement en pesticides dû à la baisse importante du fret aérien mondial (Ngotho, 2020). L'interruption de la production agricole peut également se produire lorsque les personnes travaillant dans l'agriculture tombent malades ou sont contraintes par des restrictions de mouvement ou d'activité. Ils seront empêchés de travailler sur leurs terres ou d'accéder aux marchés pour vendre des produits, acheter de la nourriture ou se procurer des semences et des intrants agricoles.

L'impact de COVID-19 sur la demande réside dans la perturbation de la consommation. La population qui subit une perte de revenus est susceptible de ne pas pouvoir se



permettre d'acheter de la nourriture pour ses besoins quotidiens. Cette situation est amplifiée par une éventuelle hausse du prix des denrées alimentaires due à une interruption de l'approvisionnement. Au niveau de chaque pays, les pays qui dépendent fortement de l'approvisionnement alimentaire étranger pourraient présenter un risque plus élevé. Les chocs sur le commerce international et la fluctuation des taux de change pourraient entraver le stock alimentaire, faire monter les prix locaux et menacer la sécurité alimentaire du pays. Au Soudan par exemple, dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de COVID-19, les prix de divers aliments de base ont atteint des niveaux record en mars à la suite d'une nouvelle dévaluation de la monnaie du pays (FAO, 2020c).

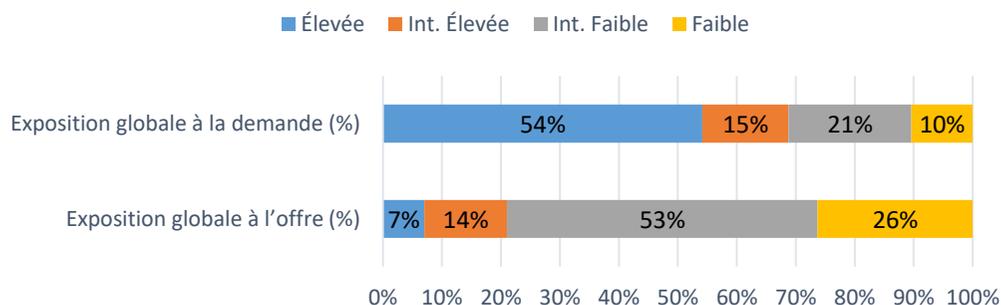
Les risques du pays en matière de sécurité alimentaire peuvent différer selon le degré d'exposition tant au niveau de la production que de la consommation. Selon Schmidhuber et al. (2020)⁸, les pays en développement, en général, présentent un risque plus élevé en termes d'exposition du côté de la demande. Cela signifie que le côté consommation est le canal de transmission le plus vulnérable des impacts de COVID-19, plutôt que le côté production. Cela est également vrai pour de nombreux pays de l'OCI (voir annexe II).

Les pays de l'OCI, en particulier les pays à faible revenu, sont les plus susceptibles de transmettre la pandémie du côté de la demande. Comme le montre le graphique 6.1, près de 70% des pays de l'OCI présentent des niveaux de risque moyennement élevés à ceux élevés en termes des transmissions du côté de la demande. En revanche, seuls 10% ont un faible risque d'exposition du côté de la demande. Dans l'ensemble, la contraction de l'économie et des revenus dans le cadre des mesures de contrôle de la pandémie pourrait accroître la population pauvre, mettant ainsi davantage de personnes dans un état d'insécurité alimentaire.

Pendant la crise, les groupes les plus vulnérables sont contraints de réagir par des stratégies d'adaptation négatives - par exemple, des régimes alimentaires moins diversifiés et la vente d'actifs productifs - pour surmonter la baisse des revenus (FAO, 2020). Le risque lié à la demande menace également les pays qui dépendent des importations alimentaires et qui sont fiscalement dépendants des exportations de matières premières (par exemple le pétrole) dont les prix se sont effondrés pendant la pandémie. Cette situation s'applique principalement aux pays de l'OCI dans la région MENA. L'approvisionnement alimentaire importé est menacé en raison de la diminution des recettes provenant des exportations de produits de base, de la fluctuation des taux de change et de la perturbation de la chaîne agroalimentaire mondiale.

⁸ Schmidhuber et al. (2020) estiment le risque possible pour le secteur agricole et alimentaire sur la base de l'exposition du côté de la demande et de l'offre. Pour l'offre (production), les indicateurs sont : la part des intrants intermédiaires, la consommation de capital fixe par travailleur agricole, la production brute par travailleur agricole, la part des exportations agricoles. Le côté de la demande (consommation) est dérivé de la part des dépenses alimentaires par habitant ainsi que de la part des importations agricoles.

Graphique 6.1: Exposition de l'offre et de la demande aux effets de la pandémie (un niveau plus élevé signifie un risque plus élevé)



Source: Calcul du personnel du SESRIC basé sur les données de Schmidhuber et al. (2020).

En revanche, bien que les risques soient globalement moins élevés, certains pays de l'OCI sont également susceptibles d'être confrontés à des perturbations du côté de l'offre (voir annexe II), étant donné la forte intégration à la chaîne alimentaire mondiale et les systèmes agricoles à forte intensité de capital de certains pays (Schmidhuber et al., 2020). Les perturbations de l'approvisionnement en intrants à la suite de chocs sur le commerce et la logistique pourraient contracter la production agricole à court terme. Lors de l'épidémie de COVID-19, les blocages des voies de transport sont particulièrement gênants pour les chaînes d'approvisionnement en aliments frais et peuvent également entraîner une augmentation des pertes de produits alimentaires et des déchets alimentaires (FAO, 2020). À moyen et long terme, la confiance dans les chaînes de valeur mondiales pourrait être érodée en raison de la COVID-19, en particulier dans le commerce des produits agricoles. Dans certains cas, les perturbations et les retards dans le commerce agricole peuvent entraîner une rupture des chaînes de valeur régionales et mondiales qui pourrait réduire considérablement le volume du commerce agricole mondial.

Du point de vue de la sécurité alimentaire, les mesures de quarantaine (restrictions de mobilité, ainsi que perte de revenus et ralentissement économique général) pourraient même amplifier l'effet négatif des restrictions commerciales agroalimentaires, en particulier dans les pays les moins avancés (PMA) (Mensah, 2020). La plupart des PMA sont des pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires ; par conséquent, leur sécurité alimentaire pourrait être menacée, en particulier lorsque des restrictions à l'exportation sont imposées par les principaux fournisseurs. En outre, les PMA sont plus vulnérables aux fortes augmentations du prix des cultures de base car ils ont une capacité limitée à produire ces cultures au niveau national (OMC, 2020).

Un système agricole à forte intensité de capital est également menacé par les perturbations des marchés du crédit, qui ont tendance à être plus volatiles pendant la crise. En outre, le secteur agricole des pays dont les systèmes de production sont à forte



intensité de main-d'œuvre, est également exposé à des pénuries de main-d'œuvre. L'expérience de l'épidémie d'Ebola, par exemple, nous a montré que les restrictions de circulation ont entraîné une pénurie de main-d'œuvre au moment de la récolte, ce qui a eu un impact négatif sur la productivité agricole (FAO, 2016). Cela aura en outre un effet involontaire sur la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays où les systèmes d'agriculture de subsistance prédominent.

6.2. Mesures politiques des pays membres de l'OCI

Les pays de l'OCI ont mis en place diverses mesures pour atténuer les impacts négatifs de l'épidémie de COVID-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de la société. Des mesures de confinement, telles que la fermeture d'entreprises non essentielles et la restriction de la mobilité, ne devraient pas entraver la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire. Les petits exploitants agricoles qui représentent la plupart des agriculteurs des pays de l'OCI devraient également être soutenus en termes de productivité et d'accès au marché. Du côté des consommateurs, les groupes les plus vulnérables de la population doivent être équipés de réseaux de sécurité sociale, afin que les besoins alimentaires de base puissent être assurés.

Afin de maintenir la chaîne de valeur alimentaire en vie, de nombreux pays membres de l'OCI ont fait des efforts pour supprimer le principal goulet d'étranglement logistique. Les ÉAU, par exemple, a récemment adopté une loi visant à organiser l'approvisionnement alimentaire en cas de crise ainsi qu'à assurer la durabilité alimentaire (Wam, 2020). En vertu de la loi, les fournisseurs et les marchands de produits agroalimentaires enregistrés sont tenus de surveiller leurs stocks et de distribuer leurs produits alimentaires pendant la crise, conformément aux directives de l'Autorité nationale de gestion des crises et des catastrophes. La loi permet également aux détaillants d'obtenir diverses formes d'incitations et de facilités, ainsi que des sanctions pour les contrevenants.

Pour maintenir l'offre de produits agroalimentaires dans le pays, l'accès au marché mondial doit également rester ouvert. Ceci est particulièrement crucial pour le pays qui dépend principalement des produits importés pour satisfaire la demande alimentaire et agricole intérieure. Pendant la crise, les barrières commerciales devraient être assouplies, ce qui permettrait un accès facile aux marchandises en provenance de l'étranger et stabiliserait les prix. Le gouvernement kazakh a fait un effort significatif à cet égard en réduisant temporairement la TVA pour les produits agricoles et alimentaires et en autorisant des droits de douane nuls sur les importations essentiellement importantes (KPMG, 2020).

De nombreux pays membres de l'OCI ont également apporté leur soutien aux agriculteurs pour améliorer leur productivité et commercialiser les aliments qu'ils produisent dans le contexte de la propagation de la pandémie de COVID-19. Pendant les mesures de confinement, l'activité agricole doit être exemptée des contraintes pour maintenir la



productivité du secteur agroalimentaire. Plusieurs pays ont exempté les activités liées à l'agriculture du verrouillage obligatoire, comme ce fut le cas du Pakistan. Au Pakistan, certains gouvernements provinciaux maintiennent le secteur agricole à l'abri du verrouillage afin de pouvoir atteindre l'objectif de production du pays (The News International, 2020).

En outre, des initiatives visant à stimuler la productivité, telles que la facilitation de l'accès aux intrants de production ou aux crédits, font également partie des mesures nécessaires. Comme dans le cas du Kazakhstan, les paiements de l'impôt foncier pour 7000 producteurs de biens agricoles sont exonérés (KPMG, 2020). De même, le gouvernement égyptien a adopté un moratoire de deux ans sur la loi fiscale concernant les terres agricoles (Egypt Today, 2020). Des mesures monétaires et fiscales visant à stimuler la productivité sont également en place au Kazakhstan, telles que l'accès à des prêts d'un montant total de 170 milliards KZT, la possibilité pour les agriculteurs de financer leurs activités par des contrats à terme (dans le cadre de leurs futures récoltes) et la subvention du carburant pour la prochaine saison des semences (KPMG, 2020). En Turquie, le paiement des dettes des agriculteurs a été reporté pour une période de 6 mois (Ergocun, 2020).

Il est également important de garantir l'accès aux intrants agricoles intermédiaires. Au Burkina Faso, par exemple, le gouvernement a acheté des produits agricoles et des aliments de bétail pour un montant de 30 milliards de francs CFA (ILO, 2020). La Côte d'Ivoire, en revanche, a mis en place d'autres mesures pour maintenir la productivité du secteur, comme l'octroi d'un soutien financier au secteur agricole (noix de cajou, huile de coton, hévéa, huile de palme, cacao et café) de 250 milliards de francs CFA, par le biais d'un soutien des prix et des revenus et la fourniture de biens et services, y compris des subventions pour les engrais et la distribution de semences (Sy, 2020).

Parallèlement aux diverses mesures d'endiguement destinées à contrôler la propagation de la maladie, des mesures visant à accroître l'aide alimentaire d'urgence dans le cadre des programmes de protection sociale sont également appliquées dans les pays de l'OCI. Ces mesures sont destinées à fournir à la population la plus vulnérable les produits de première nécessité pour surmonter l'épidémie. Les mesures qui sont déjà appliquées dans les pays de l'OCI prennent la forme d'un transfert direct d'argent liquide, d'une aide alimentaire de base, ou bien les deux.





CHAPITRE SEPT

7. Remarques finales et suggestions de politiques



Le secteur agricole revêt une importance cruciale pour de nombreux pays membres de l'OCI, en particulier pour les pays les moins avancés, car le développement agricole fait partie des diverses conditions préalables au développement économique et constitue un moyen de subsistance pour la majeure partie de la population de l'OCI. Le Programme d'action de l'OCI-2025 met particulièrement l'accent sur le développement du secteur agricole pour atteindre la sécurité alimentaire et renforcer la croissance et la prospérité dans le monde islamique. La Conférence ministérielle biennale sur la sécurité alimentaire et le développement agricole (CMSADA) est la réunion au haut niveau des décideurs et autres parties prenantes concernées pour discuter et débattre des plus importants développements et concevoir une action politique conjointe dans ce domaine. À ce jour, les pays de l'OCI ont tenu sept sessions de CMSADA.

Au fil des ans, de nombreux pays membres de l'OCI ont été témoins d'une amélioration significative du développement agricole et de la sécurité alimentaire. Toutefois, en général, les progrès ont été lents et inégaux élargissant ainsi les inégalités entre, et à l'intérieur des pays. La situation est particulièrement alarmante dans les pays membres à faible revenu et les pays les moins avancés, car la majorité de ces pays se caractérisent par des capacités inadéquates, des infrastructures médiocres, une utilisation inefficace des ressources agricoles et une situation de paix et de sécurité fragile. Les autorités nationales et les décideurs concernés devraient s'attaquer avec soin à ces problèmes et à ces contraintes.

La gestion des ressources agricoles est au cœur d'un système agricole durable dont l'approche principale consiste à utiliser efficacement les ressources agricoles pour améliorer la productivité agricole. La façon dont les pays de l'OCI utilisent leurs ressources agricoles est encore inefficace. La productivité des terres et du travail est inférieure à la moyenne des autres pays en développement. Cet état de fait est associé à des questions transversales telles que le manque de moyens de production modernes, l'inefficacité du marché foncier et l'absence de financement moderne.

De nombreux agriculteurs des pays de l'OCI n'ont toujours pas accès au crédit, en particulier dans les zones rurales. Cela entrave la capacité des agriculteurs à améliorer leur productivité, car ils invoquent souvent un manque de capital comme principale raison pour ne pas moderniser leurs pratiques agricoles. Les contraintes relatives à l'accès au financement mettent à nouveau en évidence la question du régime foncier, car dans les endroits où le régime foncier est faible et les droits de propriété incertains, les agriculteurs peuvent ne pas être incités à investir dans des technologies bénéfiques qui amélioreraient leur productivité agricole. Le marché foncier ne fonctionne pas bien en raison de l'insécurité des droits de propriété, de la mauvaise application des contrats et des restrictions juridiques strictes qui limitent les performances des marchés fonciers. Il s'agit là d'un problème majeur dans les pays de l'OCI, et en particulier pour les pays



membres les moins avancés, où la sécurité foncière n'est pas établie. L'inégalité dans la propriété foncière réduit l'accès à la terre et crée des inefficacités dans la productivité des terres. Garantir l'accès à la terre et assurer le contrôle des terres pour les ménages ruraux pauvres et marginalisés est important pour promouvoir la croissance agricole.

L'amélioration des infrastructures est une condition importante pour stimuler la croissance dans le secteur agricole ainsi que le développement rural. Les pays de l'OCI manquent toujours d'infrastructures qui peuvent soutenir le secteur agricole. Les trois infrastructures agricoles importantes qui doivent être prioritaires dans les pays de l'OCI sont les routes rurales et leur accessibilité, le développement des ressources en eau (c'est-à-dire l'irrigation, les barrages, etc.) et l'électricité. Les routes dans les zones rurales sont très importantes pour faciliter la circulation des biens et de la population, ce qui pourrait rendre la chaîne d'approvisionnement agricole plus efficace et améliorer ainsi la productivité. De nombreux éléments prouvent que les investissements dans les routes rurales contribuent à augmenter les revenus des ménages et le niveau de consommation.

De nombreux agriculteurs des pays de l'OCI dépendent encore des précipitations pour l'irrigation. Ce n'est pas toujours efficace car les précipitations sont très imprévisibles. Cela crée une incertitude et un choc importants dans les productions agricoles. Le risque que les agriculteurs n'obtiennent pas d'eau (ou en reçoivent trop) à cause des précipitations augmente à mesure que l'impact du changement climatique s'intensifie.

La diffusion de l'énergie moderne dans les zones rurales permettra non seulement d'accroître la productivité de l'agriculture, mais aussi d'améliorer le bien-être de la société. La fourniture d'électricité aux communautés rurales, à court terme, favoriserait une amélioration progressive de la population agricole rurale, de l'emploi agricole et de la valeur des propriétés rurales, tandis qu'à long terme, elle entraînerait une augmentation de la croissance économique grâce à l'expansion du secteur agricole.

Il faut relever les défis pour assurer le financement des projets d'infrastructure. Au lieu de poursuivre un modèle conventionnel pour récupérer l'investissement, un régime financier innovant peut être nécessaire pour les projets d'infrastructures agricoles. Lorsque les frais d'utilisation ne peuvent à eux seuls couvrir l'investissement, il faut chercher à générer des revenus à partir d'autres canaux. À cet égard, les partenariats public-privé (PPP) peuvent constituer une bonne alternative. Ce type de modèle permettra aux parties prenantes d'atténuer les risques dans le cadre du projet. Le gouvernement peut participer en tant que fournisseur de subventions et/ou de participations au capital des composantes où la génération de revenus peut être difficile. Le financement du projet peut être généré par des prêts concessionnels et les marchés privés.



Le commerce agricole pourrait jouer un rôle important dans le développement des pays de l'OCI, notamment au niveau de son impact sur la sécurité alimentaire, la pauvreté, la création d'emplois et la croissance économique. Au cours des dernières années, le commerce agricole des pays de l'OCI a enregistré une croissance significative et a atteint 371,9 milliards en 2018. Néanmoins, les pays de l'OCI, en tant que groupe, ne pouvaient toujours pas exporter plus qu'ils n'importaient. Le déficit commercial d'un certain nombre de grands groupes de produits agricoles constitue même une menace pour certains pays de l'OCI en termes de sécurité alimentaire et de besoins en devises.

À cette fin, il est important que les pays de l'OCI réalisent le potentiel économique du commerce agricole intra-OCI qui a atteint 120,1 milliards de dollars en 2018. Il est évident que les décideurs politiques des pays de l'OCI sont conscients de l'importance d'améliorer les relations commerciales bilatérales avec les pays de l'OCI. Dans une enquête menée au sein du COMCEC (2019), 97,8% des répondants (décideurs politiques et experts de haut niveau des pays de l'OCI) ont mentionné que l'amélioration des relations commerciales bilatérales avec les pays de l'OCI est bénéfique pour la performance des exportations de produits agricoles du pays. Néanmoins, le COMCEC (2019) a également constaté que la protection tarifaire élevée mise en œuvre efficacement par de nombreux pays de l'OCI à l'égard des produits agricoles d'autres pays de l'OCI reste un obstacle important. En outre, certains accords commerciaux régionaux signés par les pays de l'OCI entraînent également une discrimination négative en termes de commerce et de taux tarifaires. Par conséquent, si l'on n'examine pas les facteurs qui limitent la coopération intra-OCI en termes de commerce agricole, il est moins probable que la coopération intra-OCI atteigne son plein potentiel.

Dans ce contexte, les pays de l'OCI doivent envisager de supprimer les barrières commerciales, notamment en abaissant les taux tarifaires et en assouplissant les barrières non tarifaires en vue de renforcer le commerce intra-OCI. À cet égard, les politiques commerciales agricoles des pays de l'OCI doivent être efficaces et fondées sur des preuves. La prise en compte des points de vue des différents acteurs nationaux dans l'élaboration des politiques est essentielle pour identifier les domaines prioritaires nationaux et élaborer des politiques susceptibles de promouvoir le commerce des produits agricoles.

Les institutions pertinentes de l'OCI comme la Banque islamique de développement, le SESRIC, le CIDC, la CICA et le COMCEC pourraient également offrir un certain nombre d'outils et de programmes tels que des crédits commerciaux ciblés, des foires commerciales spécialisées, des programmes de renforcement des capacités et de formation au profit des pays membres de l'OCI. De tels programmes pourraient contribuer à accroître les capacités et les compétences des pays de l'OCI, ce qui leur permettrait de commercer davantage au sein de la région de l'OCI. Dans le cadre de ces

programmes, les pays de l'OCI pourraient également tirer profit de leurs expériences nationales et des meilleures pratiques en matière d'agriculture et de commerce agricole. De telles pratiques et le partage des connaissances entre les pays de l'OCI dans ce domaine important pourraient permettre de porter la coopération intra-OCI à un autre niveau.

Les dernières décennies ont vu l'importance de traiter le problème des carences en micronutriments, également connues sous le nom de « faim invisible ». La carence en micronutriments est devenue un problème de santé mondial de plus en plus important, qui affecte les principaux résultats du développement, notamment le mauvais développement physique et mental des enfants, le retard mental, la cécité, la vulnérabilité ou l'exacerbation des maladies et les pertes de productivité.

Les pays de l'OCI sont parmi les plus vulnérables à la carence en micronutriments en raison du niveau élevé d'insécurité alimentaire. Parmi les 20 pays enregistrant le pire niveau de faim invisible, la moitié d'entre eux étaient des pays de l'OCI. L'enrichissement des aliments peut être la réponse au besoin d'apport en micronutriments de la population, lorsqu'il est impossible d'obtenir des aliments naturels à forte teneur en micronutriments. Les pays de l'OCI ont fait des progrès en termes de programmes de fortification alimentaire. Certains pays se sont déjà dotés, à des degrés divers, de diverses réglementations en matière de fortification alimentaire. Cependant, la plupart d'entre eux se concentrent uniquement sur l'iodisation du sel. Seule la moitié environ des pays de l'OCI ont imposé l'enrichissement obligatoire des aliments non salés (par exemple, la farine, l'huile ou le riz) avec divers micronutriments tels que la B12, la vitamine D, le folate (B9), la vitamine A, le fer et le zinc.

Du côté positif, la plupart des pays disposent déjà de normes de fortification pour enrichir divers vecteurs alimentaires avec différents types de micronutriments. La fortification obligatoire au-delà de l'iodation du sel doit être effectuée par les pays membres en tenant compte de la carence spécifique en micronutriments dans leurs localités. Un programme de fortification approprié nécessiterait d'autres évaluations au-delà de la fortification alimentaire technique, mais aussi des considérations économiques, sociales et culturelles. Dans ces contextes, des stratégies complémentaires sont nécessaires pour soutenir une modification du régime alimentaire adapté à la culture et des interventions communautaires et agricoles, avec des efforts simultanés pour améliorer la capacité et la portée de la supplémentation et de l'enrichissement.

La vision de l'eau de l'OCI a considéré le changement climatique comme l'un des plus importants défis de la sécurité de l'eau dans les pays de l'OCI. La pression du changement climatique sur le système hydrique entravera la production agricole et exercera donc une plus grande pression sur la réduction de la pauvreté et l'éradication de la famine dans les pays de l'OCI. Divers efforts d'atténuation et d'adaptation doivent être poursuivis pour



relever ce défi. Ces efforts contribueront non seulement à réduire le stress sur l'environnement, mais apporteront également divers avantages économiques et sociaux en augmentant la production alimentaire et la résilience face au changement climatique. Elle peut également avoir des co-bénéfices (amélioration de l'efficacité, réduction des coûts, co-bénéfices environnementaux) qui pourraient avoir des retombées positives sur d'autres secteurs de l'économie.

Pour faire face au défi du changement climatique, il faut, entre autres, assurer une production alimentaire durable en adoptant des pratiques agricoles "intelligentes pour le climat". Une agriculture intelligente sur le plan climatique a pour principal objectif d'accroître la productivité agricole tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en augmentant la capacité et la résilience aux chocs climatiques. Le potentiel de chaque effort d'atténuation et d'adaptation est spécifique au contexte, avec des problèmes et des capacités d'adaptation différents selon les communautés et les régions. Les conditions préalables à la mise en œuvre réussie des projets d'atténuation et d'adaptation dans le secteur agricole sont de s'assurer que: (1) les communautés sont engagées dans la mise en œuvre des programmes ; (2) il y a une cohérence entre la nouvelle stratégie et les politiques ou programmes en cours, et (3) un consentement a priori est donné aux petits exploitants agricoles. En outre, il est important d'analyser les implications du changement climatique et de partager les expériences au sein des pays membres de l'OCI en termes de politiques d'adaptation, de gestion et d'utilisation de la technologie.

La pandémie de COVID-19 affecte des éléments importants de l'offre et de la demande alimentaires. Des mesures visant à prévenir les crises alimentaires dévastatrices sont nécessaires afin de maintenir l'accès à la nourriture, préserver les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales et atténuer les effets de la pandémie sur l'ensemble du système alimentaire. À cet égard, l'accès à la nourriture doit être suffisamment assuré pour garantir la continuité des activités agricoles et prévenir les chocs sur les chaînes d'approvisionnement. Tous les obstacles qui entravent l'approvisionnement en denrées alimentaires du producteur au consommateur doivent être supprimés. Les aliments produits localement doivent également être favorisés, ce qui aidera également les agriculteurs ruraux à obtenir leurs revenus.

Les groupes les plus vulnérables, tels que les pauvres, les petits agriculteurs, les pasteurs, les pêcheurs et les populations déplacées, doivent être protégés. L'identification à l'échelle de ces populations vulnérables est importante pour avoir une idée du degré de personnes ayant besoin d'aide. Il est donc possible de procéder à une réaffectation budgétaire appropriée pour cette mesure d'urgence en matière d'insécurité alimentaire. Divers réseaux de sécurité sociale peuvent être appliqués, tels que les transferts directs d'argent liquide, l'aide alimentaire, ou les deux.



La fourniture d'une protection sociale pourrait être un défi pour le gouvernement dans les pays en développement, en raison de la faible qualité des données disponibles, du manque de main-d'œuvre, de l'inadéquation de la conception des programmes ainsi que des difficultés bureaucratiques. Par conséquent, le déploiement des programmes de protection sociale ne devrait pas dépendre uniquement du gouvernement, mais également faire appel à la coopération et à la coordination avec les communautés locales. Cela peut être essentiel pour que le programme puisse prendre de l'ampleur et atteindre les groupes cibles visés, tels que les zones rurales difficiles à atteindre.

Selon la FAO (2020b), il y a assez de nourriture pour tout le monde tout au long de l'année sur la base de la production actuelle et la projection des principales denrées alimentaires. L'approvisionnement mondial en denrées alimentaires ne serait pas perturbé si les pays n'appliquaient pas de politiques commerciales restrictives (telles que des interdictions d'exportation). Par conséquent, les pays exportateurs devraient continuer à fournir leurs produits sur le marché mondial, tandis que les pays importateurs pourraient abaisser leurs barrières commerciales pour faciliter la fluidité des échanges. Cela permettrait de garantir que le commerce agroalimentaire mondial continue à fonctionner, même s'il est confronté à des difficultés logistiques. En temps de crise, les pays devraient travailler ensemble pour assurer un approvisionnement alimentaire stable pour tous et éviter ainsi des problèmes dérivés indésirables tels que la crise alimentaire.



Références

- FSIN. (2020). 2020 Global Report on Food Crises. 1–202. <http://www.fao.org/emergencies/resources/documents/resources-detail/en/c/1187704/>
- UNICEF, WHO, and World Bank. (2020). Levels and trends in child nutrition: Key findings of the 2020 edition of the Joint Child Malnutrition Estimates. Geneva: World Health Organization. Retrieved from <https://www.unicef.org/media/69816/file/Joint-malnutrition-estimates-2020.pdf>
- Binswanger-Mkhize, H., & McCalla, A. F. (2010). Chapter 70 The Changing Context and Prospects for Agricultural and Rural Development in Africa. In *Handbook of Agricultural Economics* (Vol. 4, pp. 3571–3712). Elsevier.
- Center, C. C. (2013). *Copenhagen Consensus 2012: Expert Panel Findings*.
- CFS HLPE. (2020). Impact of COVID-19 on Food Security and Nutrition (FSN). March, 1–8.
- Chapman, R., & Slaymaker, T. (2002). ICTs and Rural Development: Review of the Literature, Current Interventions and Opportunities for Action. *ICTs and Rural Development*, 1–45.
- COMCEC (2018). COMCEC Agriculture Outlook 2018, Ankara.
- COMCEC (2019). Reviewing Agricultural Trade Policies to Promote Intra-OIC Agricultural Trade, February, 2019, Ankara.
- Croppenstedt, A., Demeke, M., & Meschi, M. M. (2003). Technology Adoption in the Presence of Constraints: the Case of Fertilizer Demand in Ethiopia. *Review of Development Economics*, 7(1), 58–70. <https://doi.org/10.1111/1467-9361.00175>
- Cullen, M. T. (2020). COVID-19 and the risk to food supply chains: how to respond. COVID-19 and the Risk to Food Supply Chains: How to Respond, March, 1–7. <https://doi.org/10.4060/ca8388en>
- Delincé, J., Ciaian, P., & Witzke, H.-P. (2015). Economic impacts of climate change on agriculture: the AgMIP approach. *Journal of Applied Remote Sensing*, 9(1), 097099.
- Dercon, S., Gilligan, D. O., Hoddinott, J., & Woldehanna, T. (2009). The impact of agricultural extension and roads on poverty and consumption growth in fifteen Ethiopian Villages. *American Journal of Agricultural Economics*, 91(4), 1007–1021.
- Economist Intelligence Unit (EIU). (2019). *Global food security index (GFSI)*.
- Egypt Today. (2020). Egypt takes economic measures related to pensions, agricultural taxes.

- Ergocun, G. (2020). Turkey postpones farmers' loans for 6 months amid virus. Anadolu Agency.
- FAO (2006). The Role of Agriculture and Rural Development in Revitalizing Abandoned/Depopulated Areas.
- FAO (2020), COVID-19 Pandemic – Impact on Food and Agriculture,
- FAO (1996). *Rome Declaration on World Food Security*. Rome: FAO.
- FAO (2020). Hunger and food insecurity. *FAO*.
- FAO (2006). Food security. *FAO Policy Brief, Issue 2*.
- FAO (2019). *State of food security 2019*. Rome: FAO.
- FAO (2008). Food security information for action: An introduction to the basic concepts of food security. *FAO*.
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP, & WHO. (2019). Review of The State of Food Security and Nutrition in the World, 2019. In *The State of Food Security and Nutrition in the World 2019. Safeguarding against economic slowdowns and downturns: Vol. Licence: C*.
- FAO. (2007). *Coping with Water Scarcity, Challenge of the Twenty-First Century*. <http://ci.nii.ac.jp/naid/40005232449/>
- FAO. (2014). *Building a common vision for sustainable food and agriculture*.
- FAO. (2016). *BEFS ASSESSMENT FOR TURKEY, Sustainable bioenergy options from crop and livestock residues*.
- FAO. (2016). Impact of the Ebola virus disease outbreak on market chains and trade of agricultural products in West Africa.
- FAO. (2017). *The State of Food and Agriculture 2017*.
- FAO. (2020). *Suite of Food Security Indicators*. FAOSTAT.
- FAO. (2020a). Coronavirus disease 2019 (COVID-19) Addressing the impacts of COVID-19 in food crises | April–December 2020. FAO's Component of the Global COVID-19 Humanitarian Response Plan, April.
- FAO. (2020b). Crop Prospects and Food Situation - Quarterly Global Report No. 1, March 2020. In *Crop Prospects and Food Situation #1, March 2020 (Issue March)*.
- FAO. (2020c). MONTHLY REPORT ON FOOD PRICE TRENDS (Issue 3).
- FAO. (2020d). Suite of Food Security Indicators. FAOSTAT. <http://www.fao.org/faostat/en/#data/FS>
- FAOSTAT. (2020). *FAOSTAT database*. Food and Agriculture Organization of the United Nations. <http://faostat.fao.org/>
- Fathurrahman, F. (2016). Measuring the sustainability of energy development in emerging economies. *International Journal of Global Environmental Issues*, 15(4),315–345. <https://doi.org/10.1504/IJGENVI.2016.081059>



- FFI, GAIN, IGN, & the Micronutrient Forum. (2019). *Global Fortification Data Exchange (GFDx)*. Food Fortification Initiative (FFI).
- Food Security Information Network (FSIN). (2020). 2020 Global Report on Food Crises. 1–202.
- Foster, A. D., & Rosenzweig, M. R. (2010). Microeconomics of Technological Adoption. *Annual Review of Economics*, 2(January), 395–424.
- Gajigo, O., & Lukoma, A. (2011). *Infrastructure and agricultural productivity in Africa*. www.adb.org
- Grebmer, K. V., Bernstein, J., Patterson, F., Wiemers, M., Cheilleachair, R. N., Foley, C., Gitter, S., Ekstrom, K., & Fritschel, H. (2019). *Global Hunger Index 2019: The challenge of hunger and climate change*. Available at <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2019%20Global%20Hunger%20Index.pdf>
- Hanif, U. (2020). Covid-19 disrupts urea supply chain | The Express Tribune. The Express Tribune.
- IFAD (2016). *Agricultural and Rural Development Reconsidered: A Guide To Issues and Debates*.
- IFPRI. (2019). *Global Food Policy Report 2019*.
- ILO. (2020). Country policy responses (COVID-19 and the world of work). Burkina Faso.
- International Food Policy Research Institute (IFPRI). (2020). *Agricultural Total Factor Productivity (TFP), 2000-2016* (I. F. P. R. I. (IFPRI) (ed.); V1 ed.). Harvard Dataverse.
- Jack, B. K. (2011). Market inefficiencies and the adoption of agricultural technologies in developing countries. In *White paper, Agricultural Technology Adoption Initiative, J-PAL (MIT) and CEGA (UC Berkeley)*.
- Kessides, C. (1993). *The contributions of infrastructure to economic development*. The World Bank.
- Khandker, S. R., Bakht, Z., & Koolwal, G. B. (2009). The poverty impact of Rural roads: Evidence from Bangladesh. *Economic Development and Cultural Change*, 57(4), 685–722.
- KPMG. (2020). Kazakhstan- Measures in response to COVID-19.
- Lewis, J., & Severnini, E. (2017). *Short- and Long-Run Impacts of Rural Electrification: Evidence from the Historical Rollout of the U.S. Power Grid* (No. 11243; Discussion Paper).
- Maggio, G., & Sitko, N. (2019). Knowing is half the battle: Seasonal forecasts, adaptive cropping systems, and the mediating role of private markets in Zambia. *Food Policy*, 89(August 2018), 101781.
- Mannar, M. G. V., & Hurrell, R. F. (2018). Food Fortification: Past Experience, Current Status, and Potential for Globalization. In M. G. V. Mannar & R. F. Hurrell (Eds.), *Food Fortification in a Globalized World*. Elsevier.

- Mbow, C., Skole, D., Dieng, M., Justice, C., Kwesha, D., Mane, L., El Gamri, M., von Vordzogbe, V., & Virji, H. (2012). Challenges and prospects for REDD+ in Africa: desk review of REDD+ implementation in Africa. In *GLP Report No. 3*. <https://doi.org/ISSN 1904-5069>
- Mensah, K. (2020), The Impact of COVID-19 on Agricultural Trade and Food Security, Rural 21, International Journal for Rural Development, 28 April 2020.
- Mikou, M., Rozenberg, J., Koks, E., Fox, C., & Quiros, T. P. (2019). Assessing Rural Accessibility and Rural Roads Investment Needs Using Open Source Data. In *Policy Research Working Paper* (Issue February).
- Muthayya, S., Rah, J. H., Sugimoto, J. D., Roos, F. F., Kraemer, K., & Black, R. E. (2013). The Global Hidden Hunger Indices and Maps: An Advocacy Tool for Action. *PLoS ONE*, 8(6).
- Ngotho, A. (2020). Covid-19 slows supply of locust control chemicals. The Star.
- Niang, I., Ruppel, O. C., Abdrabo, M. A., Essel, A., Lennard, C., Padgham, J., & Urquhart, P. (2015). Africa. *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation and Vulnerability: Part B: Regional Aspects: Working Group II Contribution to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, 1199–1266.
- OECD (2015). Issues in Agricultural Trade Policy: Proceedings of the 2014 OECD Global Forum on Agriculture, OECD Publishing, Paris.
- OECD. (2020). Country Policy Tracker. https://oecd.github.io/OECD-covid-action-map/data/CoronavirusUpdate_AllCountries_Public.xlsx
- Organization of Islamic Cooperation (OIC). (2016). OIC-2025 Programme of Action.
- Ritchie, H., & Roser, M. (2020). Micronutrient Deficiency. *Our World in Data*.
- Roberts, P. R., Kc, S., & Rastogi, C. (2006). *Rural access index: a key development indicator*.
- Sablah, M., Grant, F., & Fiedler, J. L. (2013). Food fortification in Africa: Progress to date and priorities moving forward. *Sight and Life*, 27(3), 18–24.
- Schmidhuber, J., Pound, J., & Qiao, B. (2020). COVID-19: Channels of transmission to food and agriculture.
- SESRIC (2016). OIC Economic Outlook 2016: Transforming the Potentials into Impact, Ankara.
- SESRIC (2016). *Agriculture and Food Security in OIC Countries*.
- SESRIC (2019). OIC Health Report 2019. Ankara: SESRIC
- Sheahan, M., & Barrett, C. B. (2017). Ten striking facts about agricultural input use in Sub-Saharan Africa. *Food Policy*, 67, 12–25.



- SIDA. (2015). Women, water, sanitation, and hygiene. *Gender Tool Box Brief*.
- Smith P., Bustamante, M., Ahammad, H., Clark, H., Dong, H., Elsiddig, E. A., Haberl, H., Harper, R., House, J., Jafari, M., Masera, O., & C. Mbow, N. H. Ravindranath, C. W. Rice, C. Robledo Abad, A. Romanovskaya, F. Sperling, and F. T. (2014). Agriculture, Forestry and Other Land Use (AFOLU). In R. Edenhofer, O., J. Pichs-Madruga, Y. Sokona, E. Farahani, S. Kadner, K. Seyboth, A. Adler, I. Baum, S. Brunner, P. Eickemeier, B. Kriemann, & T. Z. and J. C. M. (eds. . Savolainen, S. Schlömer, C. von Stechow (Eds.), *Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (pp. 811–922). Cambridge University Press.
- Smith, P., Cai, Z., Gwary, D., Janzen, H., Kumar, P., McCarl, B., Ogle, S., O’Mara, F., Rice, C., Scholes, B., & Sirotenko, O. (2007). Agriculture in Climate Change 2007: Mitigation. *Cambridge University Press*, 4, 1–44.
- Sy, A. (2020). Côte d’Ivoire Government and Municipalities on the Frontlines of COVID-19. UNCDF Blog.
- The News International. (2020). Tyre manufacturers demand exemption from lockdown.
- The World Bank. (2009). *Awakening Africa’s Sleeping Giant Prospects for Commercial Agriculture in the Guinea Savannah Zone and Beyond*.
- Turley, L., & Uzsoki, D. (2018). *Financing Rural Infrastructure: Priorities and pathways for ending hunger* (Issue INVESTMENT IN AGRICULTURE, Policy Brief #7, pp. 1–7). International Institute for Sustainable Development.
- UNDP. (2012). *Africa Human Development Report 2012 Towards a Food Secure Future U*. www.undp.org
- UNEP. (2019). *Emissions Gap Report 2019*.
- UNICEF. (2006). UNICEF WASH annual report 2006.
- Wam. (2020). UAE President approves new law on food commodities, up to Dh5 million fine for violators. Khaleej Times.
- Welsh, T. (2020). WFP chief warns of “hunger pandemic” as COVID-19 threatens food security | Devex. Devex.
- WHO, & FAO. (2006). *Guidelines on Food Fortification with Micronutrients* (L. Allen, B. de Benoist, O. Dary, & R. Hurrell (eds.)). WHO Press.
- Banque Mondiale. (2008). Agriculture for Development. In *Agriculture* (Vol. 161). <https://doi.org/10.1596/978-0-8213-7233-3>
- WTO (2020), The Covid-19 Pandemic and Trade-Related Developments in LDCs, 8 June 2020.

Annexes

Annexe I: Diverses pratiques d'agriculture durable

Catégories		Pratiques
Gestion des terres arables		
Terres arables — gestion des plantes	-	Les pratiques à forte intensité de carbone, par exemple l'amélioration des variétés de cultures, la rotation des cultures, l'utilisation de cultures de couverture, les systèmes de cultures pérennes et la biotechnologie agricole.
	-	Amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'azote.
Terres arables — gestion des nutriments	-	L'apport d'engrais pour augmenter les rendements et l'apport de résidus (particulièrement important dans l'agriculture à faible rendement).
	-	Modification du taux d'application des engrais azotés, du type d'engrais, du calendrier, de la précision de l'application, des inhibiteurs.
Terres cultivées - travail du sol / gestion des résidus	-	Réduction de l'intensité du travail du sol ; rétention des résidus.
Terres arables — gestion de l'eau	-	Amélioration de la disponibilité de l'eau dans les terres cultivées, y compris la collecte et l'utilisation de l'eau.
	-	Décomposition des résidus végétaux.
	-	Gestion du drainage pour réduire les émissions, réduire le lessivage de l'azote par les eaux de ruissellement.
Terres arables — gestion du riz	-	Conservation de la paille.
	-	Gestion de l'eau, drainage des rizières en mi-saison.
	-	Gestion de l'eau, taux d'application des engrais azotés, type d'engrais, calendrier et précision de l'application.
Des tourbières asséchées pour l'agriculture	-	Émissions continues de CO ₂ dues à la réduction du drainage (mais les émissions de CH ₄ pourraient augmenter).
Terres cultivées - mise en jachère et changement d'affectation des terres	-	Replantation des herbes et des arbres indigènes. Augmenter la séquestration du carbone.
	-	Les apports en azote ont diminué, ce qui a entraîné une réduction du Protoxyde d'azote.
Application du charbon bio.	-	Aménagement du sol pour augmenter la productivité de la biomasse et séquestrer le C
	-	La réduction des apports d'azote permettra de réduire les émissions.
Gestion des pâturages		
Pâturages - gestion des plantes	-	Amélioration des variétés de graminées et de la composition des vergers, par exemple, enracinement profond des graminées, augmentation de la productivité et gestion des



		nutriments. Densité d'élevage appropriée, capacité de charge, banques de fourrage et meilleure gestion des pâturages.
Pâturages - gestion des animaux	-	Densité d'élevage appropriée, gestion de la capacité de charge, banques de fourrage et amélioration de la gestion des pâturages, production et diversification du fourrage.
	-	Densité du cheptel, gestion des déchets animaux.
Pâturages - gestion du feu	-	Amélioration de l'utilisation du feu pour la gestion durable des prairies. Prévention des incendies et amélioration du brûlage dirigé.
Végétation	-	L'établissement d'une végétation qui ne répond pas aux définitions de boisement et de reboisement (par exemple, <i>Atriplex</i> spp.).
	-	L'augmentation du pâturage par les ruminants peut augmenter les émissions nettes.
	-	La réduction des apports d'azote permettra de réduire les émissions.
Restauration biologique des sols	-	Restauration du carbone du sol dans les tourbières ; et évitement des émissions nettes de carbone du sol grâce à une meilleure gestion des terres.
	-	Peut augmenter.
Sols dégradés - remise en état	-	Récupération (boisement, gestion de la fertilité des sols, conservation de l'eau, amélioration des nutriments du sol, amélioration des jachères).
Utilisations des biosolides	-	Utilisation de fumier animal et d'autres biosolides pour une meilleure gestion de l'azote ; techniques d'élevage intégrées.
Élevage		
Bétail - alimentation	-	Amélioration des aliments pour animaux et des additifs alimentaires pour réduire les émissions provenant de la fermentation entérique ; y compris des fourrages améliorés, des additifs alimentaires (composés bioactifs, graisses), des ionophores/antibiotiques, des activateurs de propionate, des inhibiteurs d'archaeobactéries, des suppléments de nitrate et de sulfate.
	-	Races améliorées avec une plus grande productivité (donc moins d'émissions par unité de produit) ou avec des émissions réduites dues à la fermentation entérique ; technologie microbienne telle que les vaccins archéens, les méthanotrophes, les acétogènes, la défaunation du rumen, les bactériophages et les probiotiques ; amélioration de la fertilité.
Élevage - reproduction et autre gestion à long terme	-	Manipuler la literie et les conditions de stockage, anaérobie
gestion des fumiers	-	Manipuler le régime alimentaire du bétail pour réduire les excréments d'azote, les inhibiteurs de nitrification appliqués au sol et à l'alimentation des animaux, les inhibiteurs d'uréase, le type, le taux et le calendrier des engrais, manipuler les pratiques d'application du fumier, la gestion des pâturages.

Source: Smith et al. (2014)

Annexe II: Exposition de l'offre et de la demande de denrées alimentaires au COVID-19

Pays	Part des intrants intermédiaires	Consommation de capital fixe par travailleur	Production brute par travailleur	Part des exportations agricoles	Exposition globale à l'offre	Part des dépenses alimentaires	Part des importations agricoles	Exposition globale à la demande
Afghanistan	L	IL	H	H	IH		H	
Albanie	IL	IL	IH	IL	IL	H	IH	H
Algérie	L	L	IH	L	L	H	IH	H
Azerbaïdjan	IH	IH	IH	L	IL	H	IH	H
Bahreïn	IL	IH	IL	L	L	L	IL	L
Bangladesh	IL	L	H	L	L	H	IH	H
Béniin	IL	L	H	H	IH	H	H	H
Brunei	H	H	L	L	IL	IL	IL	IL
Burkina Faso	L	L	H	H	IL	H	IL	IH
Cameroun	L	L	H	H	IL	H	IH	H
Tchad	L	L	H	L	L	H	IH	H
Comores	L	L	H	H	IL	H	H	H
Côte d'Ivoire	L	IL	IH	H	IL	H	IH	H
Djibouti	H	L	H	IH	H	IH	H	H
Égypte	L	IL	IL	IH	L	IH	H	H
Gabon	IH	IH	IH	L	IL	IL	H	IH
Gambie	L	L	H	H	IL	IH	H	H
Guinée	L	L	H	L	L	H	H	H
Guinée-Bissau	IL	IL	H	H	H	H	H	H
Guyana	IL	IH	IL	IH	IL		IL	
Indonésie	IL	IL	IH	IH	IL	H	IL	IH
Iran	IH	IH	IL	IL	IL			
Irak	IL	IH	IL	L	L	IH	H	H
Jordanie	H	IH	IL	IH	H	IL	H	IH
Kazakhstan	IH	IH	IL	IL	IL	IL	IL	IL
Koweït	IL	IH	L	L	L	IL	IH	IL
Kirghizstan	H	IL	IH	IL	IH	IH	IL	IL
Liban	L	H	L	H	IL		IH	
Libye	IL	H	IH	L	IL		H	
Malaisie	IH	IH	IL	IL	IL	IL	L	L
Maldives	IH	IL	IH	IH	IH	IH	IH	IH
Mali	L	L	IH	IH	L	H	IH	H
Mauritanie	L	L	H	IH	IL	H	H	H
Maroc	IH	IL	IH	IH	IH	IH	IL	IL
Mozambique	L	L	H	IL	L	H	IH	H
Niger	L	L	H	H	IL	IH	H	H
Nigeria	IL	L	IH	L	L	IH	IL	IL
Oman	IL	IL	IH	L	L	IL	IL	IL
Pakistan	L	IL	IH	IH	IL	H	IH	H
Palestine	IH	IL	IL	H	IH	IH	H	H
Qatar	IH	H	L	L	IL	L	L	L
Arabie saoudite	L	IH	L	L	L	L	IH	IL
Sénégal	L	L	H	IH	IL	H	H	H
Sierra Leone	L	L	H	IH	IL	IH	H	H
Somalie	L	L	H	H	IL		H	
Soudan	L	L	IH	H	IL	H	H	H
Surinam	IL	IH	IL	IL	IL	IH	IH	IH
Syrie	IL	IH	IH	H	H		H	
Tadjikistan	L	IL	H	IL	IL	H	IH	H
Togo	L	L	H	IL	L	IH	L	IL
Tunisie	IL	IH	IL	IL	IL	IL	IL	IL
Turquie	IH	IH	IL	IL	IL	IL	L	L
Turkménistan	IL	IL	IH	L	L		IL	
Ouganda	IL	L	H	H	IH	IH	IH	IH
Émirats arabes unis	IH	IH	IL	L	IL	L	L	L
Ouzbékistan	IL	IL	IH	IH	IL		IL	
Yémen	IH	IL	IH	IH	IH	IH	H	H

Source: Schmidhuber et al. (2020). Note: L=Faible, IL=Intermédiaire faible, H=Élevé, IH=Intermédiaire élevé



Annexe III: Classifications des pays

Pays membres de l'OCI (57):

Afghanistan	Gabon	Maldives	Soudan
Albanie	Gambie	Mali	Surinam
Algérie	Guinée	Mauritanie	Syrie*
Azerbaïdjan	Guinée-Bissau	Maroc	Tadjikistan
Bahreïn	Guyana	Mozambique	Togo
Bangladesh	Indonésie	Niger	Tunisie
Bénin	Iran	Nigeria	Turquie
Brunei Darussalam	Irak	Oman	Turkménistan
Burkina Faso	Jordanie	Pakistan	Ouganda
Cameroun	Kazakhstan	Palestine	Émirats arabes unis
Tchad	Koweït	Qatar	Ouzbékistan
Comores	République kirghize	Arabie saoudite	Yémen
Côte d'Ivoire	Liban	Sénégal	
Djibouti	Libye	Sierra Leone	
Égypte	Malaisie	Somalie	

* La Syrie est provisoirement retirée des pays membres de l'OCI.

Pays en développement non membre de l'OCI:

Angola	Dominique	Madagascar	São Tomé et Príncipe
Antigua-et-Barbuda	République Dominicaine	Malawi	Serbie
Argentine	Équateur	Îles Marshall	Seychelles
Arménie	Salvador	Îles Maurice	Les îles Salomon
Les Bahamas	Guinée Équatoriale	Mexique	Afrique du Sud
Barbade	Érythrée	Micronésie	Soudan du sud
Biélorussie	Éthiopie	Moldavie	Sri Lanka
Belize	Fidji	Mongolie	Saint-Kitts-et-Nevis
Bhutan	Géorgie	Monténégro	Sainte Lucie
Bolivie	Ghana	Myanmar	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Bosnie et Herzégovine	Grenade	Namibie	Swaziland
Botswana	Guatemala	Nauru	Tanzanie
Bésil	Haïti	Népal	Thaïlande
Bulgarie	Honduras	Nicaragua	Timor-Leste
Burundi	Hongrie	Palaos	Tonga
Cap Vert	Inde	Papouasie Nouvelle Guinée	Trinidad et Tobago
Cambodge	Jamaïque	Paraguay	Tuvalu
République centrafricaine	Kenya	Pérou	Ukraine

Chili	Kiribati	Philippines	Uruguay
Chine	Kosovo	Pologne	Vanuatu
Colombie	Laos	Roumanie	Venezuela
République Démocratique du Congo	Lesotho	Russie	Vietnam
République du Congo	Liberia	Rwanda	Zambie
Costa Rica	Macédoine (ARYM)	Samoa	Zimbabwe
Croatie	Panama		

Pays développés (39):**

Australie	Allemagne	Lituanie	Singapour
Autriche	Grèce	Luxembourg	République slovaque
Belgique	Hong Kong	Macao	Slovénie
Canada	Islande	Malte	Espagne
Chypre	Irlande	Pays-bas	Suède
République Tchèque	Israël	Nouvelle-Zélande	Suisse
Danemark	Italie	Norvège	Taïwan
Estonie	Japon	Portugal	Royaume-Uni
Finlande	Rép. de Corée,	Puerto Rico	États-Unis
France	Lettonie	Saint Marin	

** Basé sur la liste des pays avancés classés par le FMI.



Annexe IV: Classification géographique des pays membres de l'OCI

Afrique sub-saharienne (21): OCI-ASS

Bénin	Gambie	Nigeria
Burkina Faso	Guinée	Sénégal
Cameroun	Guinée-Bissau	Sierra Leone
Tchad	Mali	Somalie
Comores	Mauritanie	Soudan
Côte d'Ivoire	Mozambique	Togo
Gabon	Niger	Ouganda

Moyen-orient et l'Afrique du nord (19): OCI-MENA

Algérie	Koweït	Arabie saoudite
Bahreïn	Liban	Syrie*
Djibouti	Libye	Tunisie
Égypte	Maroc	Émirats arabes unis
Irak	Oman	Yémen
Iran	Palestine	
Jordanie	Qatar	

* La Syrie est provisoirement retirée des pays membres de l'OCI.

Asie de l'est et du sud et Amérique latine (9): OCI-AESAL

Afghanistan	Guyana	Maldives
Bangladesh	Indonésie	Pakistan
Brunei Darussalam	Malaisie	Surinam

Europe et l'Asie centrale (8): OCI-EAC

Albanie	Kirghizstan	Turkménistan
Azerbaïdjan	Tadjikistan	Ouzbékistan
Kazakhstan	Turquie	

